

Le Monde

Directeur : Jacques Fauvet

Algérie, 1 DA; Maroc, 1.50 dir.; Tunisie, 100 m.
 Allemagne, 1 DM; Autriche, 1 S. 20 Sch.
 12 fr.; Canada, 5 05\$; Danemark, 20 p.; Grèce,
 Espagne, 25 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Irlande,
 18 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 200 L.; Japon, 125 ¥;
 Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2.75 kr.; Pays-Bas,
 1 fl.; Portugal, 200 esc.; Roumanie, 100 lei;
 Suisse, 1 fr.; Turquie, 65 cts; Yougoslavie, 10 p. din.
 Tarif des abonnements page 8

5, RUE DES ITALIENS
75421 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 6207-23 Paris
Téllex Paris no 596712
Tél. : 246-72-23

L'Asie du Sud-Est et la démocratie

Les dirigeants des pays de l'ASEAN (Association des nations du Sud-Est asiatique) renforcent d'autant plus leurs pouvoirs qu'ils se sentent menacés. Les rebelles communistes en Thaïlande et en Malaisie, le mouvement autonome indépendantiste aux Philippines, le danger représenté par le etnam, considéré comme un ennemi potentiel, ont constitué de prétextes pour rétablir à maintenir des dictatures. Les sauteurs d'Indochine des Américains de l'effondrement du régime de Ngou Vanh ont tous les gouvernements restés liés à l'Occident à crier que sur leurs propres terres ils répètent les erreurs de la guerre d'Indochine. Alors que les élections deviennent dans un nombre croissant de pays une simple formalité d'hommage à une démocratie absente, Singapour offre le spectacle d'une dépolitisation des dirigeants et dans lequel les adversaires du pouvoir disparaissent, à l'occasion, à faire entendre leur voix.

Le Monde
paraîtra
le jour de Noël

M. Carrillo serait jugé à Madrid par le tribunal de l'ordre public dès la semaine prochaine

LES DERNIÈRES NOMINATIONS DE M. CARTER

- **M. SORENSSEN**, directeur de la C.I.A.
- **M. SCHLESINGER**, conseiller pour les questions énergétiques.
- **M. CALIFANO**, secrétaire à la santé, à l'éducation et aux affaires sociales.

(Lire nos informations p. 3.)

M. Jean de Broglie, député de l'Eure est assassiné dans une rue de Paris

Le meurtrier a pu s'enfuir

Au moment des faits, une per-
comme seule indication certaine
que le bref entretien du meurtrier

LE TEMPS DE L'ARNAQUE

L'affaire des faux Startron

Cette affaire d'écroquerie, dont l'aspect fiscal sera examiné sur citation directe de la direction générale des douanes, le 20 janvier 1977, par le tribunal d'instance de Paris, n'est qu'un épisode mineur de la grande « arnaque » conçue par la même équipe pour soustraire aux pays arabes fortunés et amateurs d'armements sophistiqués des sommes pharaoniques !

Maurice Denizière explique, page 14, comment l'opération Startron fut imaginée, mise en scène et réalisée par des hommes dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne manquent ni d'audace, ni d'entregent, ni de relations.

BILAN D'UNE CONTROVERSE

par GEORGES VEDEL

La compétence du Conseil constitutionnel, dans le cadre de la saisine en cause, est définie par l'article 54 de la Constitution, éclairé par la décision du 19 juin 1970 relative au « traité de fusion » et aux ressources financières des Communautés. Elle dépend du point de savoir si est en cause un « engagement international » soumis à ratification ou à approbation.

Or le chef de l'Etat a saisi le Conseil de deux instruments juridiques : la « décision » du Conseil des Communautés du 20 décembre 1978 (faisant élé-

même référence à l'accord du Conseil européen de décembre 1975) et l'« acte » du 20 décembre 1978.

En ce qui regarde la « décision », qui se borne à fixer la date des élections, on peut fort bien douter qu'elle entre dans les prévisions de l'article 54 : d'abord parce qu'elle ne constitue pas un « engagement » de la France, mais un acte imputable à une autorité communautaire ; ensuite parce qu'elle n'implique ni approbation ni ratification ; enfin parce qu'elle n'ajoute rien au traité — sinon la volonté de le modifier.

Mais l'incompétence qui s'attacherait à la partie de la saisine concernant la décision du Conseil des Communautés est finalement sans grande importance.

L' « acte » qui accompagne la « décision » entre bien, lui, dans le champ d'application de

l'article 54.
- (Lire la suite page 5.)

ÀU JOUR LE JOUR

Le Père Noël matraqué

Dans un monde où le rêve et la poésie n'ont plus leur place, il restait pourtant un tout petit coin de ciel bleu : le Père Noël. Les écologistes, qui sont précisément de doux rêveurs et à leur manière des poètes, ont voulu embaucher ce rescapé de tous les manfrages. Deux cents Pères Noël ont donc fait, jeudi, leur apparition en plein Paris, sur les grands boulevards, devant les vitrines parées pour les fêtes.

Ils chantaient, ces innocents, dansaient même, distribuaient des bonbons aux enfants, de sages conseils à leurs parents. Révère, riez, n'importe.

Intolérable. Entrée à la circulation. La police a chargé, cogné et dispersé. Tant pis pour les jeunes femmes, les enfants même parfois, qui avaient cru bon, sous le houpeland rouillé, de faire parade de leur aussi au Père Noël. A la matraque, les Pères et Mères Noël, les enfants Noël. Pas de permis de rêver, défense de rire, interdiction de vivre dans une ville triste à mourir.

P. V. P.

UN «DEUXIÈME REGARD» SUR UTAMARO

Les nuances de l'estampe japonaise

Tantons une expérience : imaginons ne rien savoir, absolument rien, d'un certain Utamaro, et regardons, chez Huguette Bérès, la très brillante exposition où cent trente-six œuvres composent une œuvre d'ensemble de cet artiste en même temps qu'elle repose la question plus large de la fameuse « estampe japonaise ».

Les circonstances sont bonnes : pour ce « deuxième regard » proposé par Jack Hillier qui signale, du reste, que toute une nouvelle génération n'aura pas à faire abstraction de « cet anacronisme sacro-sacré » d'Utamaro, d'un autre genre : son regard sera celui d'une première rencontre où la différence peut, au contraire, à son tour faire sens. La liste des voleurs sères a débordé plusieurs fois depuis la célébration officielle d'Utamaro au Musée des arts décoratifs en 1919. Et, à Paris, les grandes expositions-tests comme celle de 1934 n'ont pas lieu tous les jours.

Celle qui nous occupe couvre l'ensemble de la production, à l'exception des premières réalisations encore tributaires d'Utagawa ; elle le fait avec une grande autorité et une grande qualité : beaucoup de séries complètes et des pièces rares, des tirages souvent parfaits, des couleurs fraîches, etc. Bref, l'occasion rêvée pour juger ces œuvres avoir préjugé — Utamaro complet et tel qu'il offre d'original et de bon — est capable l'estampe « à son mieux ».

PAULE-MARIE GRAND.

(Dans la suite nous ne l)

PAULE-MARIE GRAND.
(Lire la suite page 75.)

**80 000
exemplaires**

GUY CROUSSY

le loup-cervier

JULLIARD

un grand roman
un vrai roman

هكذا من الأهل

AMÉRIQUES

Etats-Unis

1. Carter a complété son cabinet

Directeur de la C.I.A. : M. Sorensen
Conseiller pour les affaires énergétiques : M. Schlesinger
Secrétaire à la Santé, à l'éducation et aux affaires sociales : M. Califano

M. Carter a annoncé, jeudi 23 décembre à Washington, qu'il nommerait M. Sorensen, ancien conseiller spécial de Kennedy, au poste de directeur de la C.I.A. Il a confié à M. Schlesinger, ancien secrétaire à la défense de Nixon et Ford, la mission de conseiller présidentiel pour les affaires énergétiques. Cette

mission pourrait être transformée prochainement en un véritable « secrétariat » (ministère) qui serait une innovation.

Le président élu a, d'autre part, indiqué que M. Califano, avocat à Washington, serait secrétaire à la santé, à l'éducation et aux affaires sociales.

PORTRAITS

M. SORENSON : du clan Kennedy à la direction de la C.I.A.

Qu'est-ce qu'un directeur de la C.I.A. ? Les anciens dirigeants de cette agence de renseignement et d'action doivent se retourner en apprenant que M. Theodore Chaikin Sorensen, intellectuel kennedyste, ancien directeur de la C.I.A., est appelé à leur succéder à la tête de cette gigantesque administration, pilier de ce que l'on continue à appeler, outre-Atlantique, la défense du monde libre.

L'agence n'est pourtant plus ce qu'elle était. Chargée — souvent à juste titre — de tous les péchés possibles et imaginables — elle tente aujourd'hui de se faire couleur de muraille. Elle a contribué à la chute de Salvador Allende ? Soit. Elle a « déstabilisé » d'autres régimes (celui de Diem, au Vietnam, est un des plus célèbres) qui avaient eu le malheur de déstabiliser l'Amérique. Mais tout cela va changer. M. Carter l'a promis — il s'est indigné des complaisances de l'administration républicaine envers le Chili. Il va mettre bon ordre dans ce milieu où l'intrigue, certains diraient le goût de l'action pour l'action, dénué de toute connaissance du « milieu » social et culturel du colloque, s'efforçait d'effectuer, remplaçant souvent le plus élémentaire bon sens et négliçant parfois l'intérêt bien compris des États-Unis eux-mêmes.

Né à Lincoln (Nebraska) le 1er mai 1928, M. Sorensen a obtenu, en 1948, sa licence en droit à l'université de cet État. Il est admis au barreau du Nebraska en 1951, à celui de New-York en 1956 et à celui de Washington en 1971.

La réussite de ce « brillant jeune homme », qui fut de 1953

à 1960 le collaborateur le plus proche de John Fitzgerald Kennedy quand celui-ci était encore candidat, puis qui rédigea ses discours — avec un indéniable talent, — quand il devint président, sa réputation de « journaliste » dans la hiérarchie des juridictions américaines. Ceci n'exclut pas des incursions dans d'autres domaines tels que le journalisme (il a été de 1971 à 1973 commentateur d'une grande chaîne de télévision).

M. Sorensen a participé, en sa qualité de conseiller spécial du président Kennedy, aux réunions du « comité exécutif », composé des principaux responsables du pays, lors de la « crise des fusées » avec Cuba en octobre 1962. Il avait également contribué, un an auparavant, aux préparatifs de la désastreuse expédition anticomuniste de la Baie des Cochons. Certains hauts dignitaires de la C.I.A., pour lesquels un intellectuel est toujours un peu suspect, estimaient aujourd'hui (et ils l'ont fait savoir) que cet historien polygraphe (il ne possède pas toutes les qualités requises pour diriger un service de renseignement, n'étant, selon le mot de l'un d'eux, qu'un « juriste rédacteur de discours »).

M. Sorensen lui-même a déclaré qu'il n'avait pas précisément dirigé la direction de la C.I.A., et qu'il serait plus équitable de dire que M. Carter l'a convaincu de l'accepter. Ces propos ne sont pas de pure coquetterie traditionnelle pour tant dans la classe politique américaine, — mais témoignent une réelle appréhension devant une tâche qui sera, de toute façon, dans les circonstances actuelles, ingrate.

M. Sorensen a abordé de-

van, les journalistes et un autre problème brûlant : les États-Unis, estime-t-il, doivent conserver la possibilité de mener des opérations secrètes, mais « uniquement dans des circonstances extraordinaires » et « d'une manière acceptable par le Congrès ». L'assassinat politique, particulièrement, devra être exclu de la panoplie des futurs agents de la centrale américaine.

M. Fidel Castro, qui, depuis de nombreuses années, se protège contre des menaces (dont certaines sont bien réelles) de « liquidation physique » par des mercenaires cubains recrutés par la C.I.A., pourra-t-il, après la prise de fonctions de M. Jimmy Carter, le 20 janvier 1977, relâcher quelque peu la vigilance des services de sécurité chargés de le protéger, notamment au cours de ses déplacements ?

Le nouveau chef de la C.I.A., qui fut en 1961 chassé par la jeune chambre de commerce américaine comme un « plus remarquable jeune gars de l'année », sera de toute façon en toute sa critique de ceux qui, par principe, rejettent toute manifestation extérieure de la puissance américaine. M. Sorensen a affirmé que le budget de la C.I.A., traditionnellement confidentiel, devrait être rendu public. Son prédécesseur avait fait, sans la tenir, la même promesse.

Cet homme « jeune, considéré comme un esprit froid et analytique », va-t-il de nouveau affronter avec un problème qu'il connaît bien : le secret.

DOMINIQUE DHOMBRES.

M. SCHLESINGER : un patron peu enclin au compromis

M. Schlesinger n'aura pas attendu longtemps pour revenir dans les affaires du pouvoir d'après son départ de la présidence Ford l'année dernière, 11 novembre 1975. Et cela, non pas seulement en raison de ses mérites reconnus d'administrateur, ou de ses qualités propres, « exceptionnelles », a démontré qu'il était prêt à servir, remplaçant souvent le plus élémentaire bon sens et négliçant parfois l'intérêt bien compris des États-Unis eux-mêmes.

Né à Lincoln (Nebraska) le 1er mai 1928, M. Sorensen a obtenu, en 1948, sa licence en droit à l'université de cet État. Il est admis au barreau du Nebraska en 1951, à celui de New-York en 1956 et à celui de Washington en 1971.

La réussite de ce « brillant jeune homme », qui fut de 1953

comme « incompressible » des aides et des passions... Il estime nécessaire de développer de nouveaux types d'armement très coûteux, conformément à sa doctrine stratégique, qui refuse le « tout ou rien » nucléaire. Mais il n'a pas la tâche facile. M. Schlesinger poursuit, certes, le même objectif d'assurer la suprématie militaire américaine, mais il a des conceptions différentes sur les concessions à l'U.R.S.S. : l'insistance de M. Schlesinger à recommander une attitude plus dure à l'égard des Soviétiques lui vaut d'être dénoncé à Moscou, comme un nostalgique de la guerre froide et l'ennemi numéro un de la détente. D'autre part, il doit faire face à un Congrès bien décidé à contrôler les dépenses fédérales, à commencer par le budget du Pentagone. En novembre 1975, en dépit de ses plaidoyers, le Congrès a voté 7 milliards de dollars de plus le budget militaire. M. Ford sacrifie alors son secrétaire à la défense, dont les aires supérieures, la rigueur intellectuelle, le ton cassant, l'indisposent, tout autant que ses amis du Capitole.

M. Schlesinger reprend ses cours à l'université John-Hopkins. Mais de sa retraite académique, il critique M. Ford aussi bien à propos d'Israël (il se déclare hostile à l'envoi d'armes américaines ultra-perfectionnées sans consultation préalable du Pentagone) qu'au sujet de la Chine, où il se rend en octobre 1976 en voyage d'études. A la différence du président, il souhaite que les États-Unis vendent des armes à Pékin. Il recommande en tout cas de ne jamais refuser, à priori, de livrer aux Chinois certains équipements militaires.

Impressionné par sa personnalité, M. Carter décide de l'intégrer dans son équipe. Mais l'opposition vigoureuse des démocrates libéraux, craignant que son retour au Pentagone ne

compromette la politique de détente, empêche M. Schlesinger de retrouver son ancien poste. Parce que les problèmes de l'énergie, à son avis, intéressent essentiellement la défense nationale, il accepte le nouveau poste que lui propose le président élu.

Né en 1929 dans une famille juive de New-York, il s'est converti à la religion luthérienne. Son apparence extérieure ne révèle pas sa personnalité. Seuls une forte mâchoire, une voix très martelée, le ton du commandement, trahissent le chef, l'homme fort... Mais il donne plutôt l'impression de l'universitaire distrait, légèrement négligé (un jour de parade, il oublie de remettre sa chemise dans son pantalon), déambulant les cheveux décollés, la cravate mal nouée, une vieille pipe à la bouche...

HENRI PIERRE.

M. CALIFANO : un artisan de « la grande société ».

M. Joseph-Anthony Califano est né à Brooklyn, le 15 mai 1937, dans une famille catholique d'origine italienne. Après des études de droit à Harvard, il s'inscrit au barreau de New-York en 1965. Il entre dans l'administration en 1967 en tant qu'assistant du conseiller général au département de la défense. Le président Johnson en fait son conseiller pour les affaires militaires en 1968. Il participe à ce titre de 1965 à 1968, à l'élaboration de thèmes de « la grande société » chère au président Johnson : droits civiques, éducation, lutte contre la pauvreté.

M. Califano a toujours milité dans les rangs du parti démocrate. Il s'est battu, notamment de 1970 à 1972, en qualité de conseiller juridique de son parti pour obtenir des grandes chaînes de radio et de télévision un temps de passage équitable pour les dirigeants démocrates.

NOUVELLES DÉNONCIATIONS D'ASSASSINATS ET D'ARRESTATIONS

Nous avons reçu de plusieurs organisations humanitaires et politiques liées à Paris le communiqué suivant : Malgré les promesses de libération et de démocratisation annoncées par le président Geisel, le régime militaire brésilien vient de faire de nouvelles victimes. Trois opposants au régime, l'ancien député fédéral, écrivain et journaliste Pedro Pomar, le directeur syndical Angelo Arrigo et l'économiste J. Baptista Drummond, ont été assassinés le 16 décembre par les forces de répression de la 11^e Armée à São Paulo. On signale, d'autre part, l'arrestation de douze autres personnes, de l'avocat Aldo Arantes, notamment, dont la santé est précaire. C'est dans les locaux de cette 11^e Armée que le journaliste Vladimir Hecrop et l'ouvrier Manuel Fiel Filho ont été assassinés, après avoir été sauvagement torturés. Il y a un an. Cette brutale répression fait suite aux violences exercées contre l'opposition — comme au témoignage l'assassinat du Père João Bosco Burrier par la police militaire — et aux multiples arrestations par les militaires contre les ordres des avocats du Brésil et d'autres organisations professionnelles.

Nous élevons une solennelle protestation contre ces crimes, qui suscitent une réprobation de plus en plus large, même au Brésil. Nous exigeons l'arrêt des tortures ; la communication de l'identité de toutes les personnes arrêtées ; la mise à leur disposition d'un avocat de leur choix ; la publication des chefs d'accusation.

Ont signé cet appel (1) : le Comité Brésil pour l'Amnistie ; le Comité de solidarité France-Brazil ; le Comité France-Amérique latine ; Amnesty International ; la section française du Mouvement international des juristes catholiques ; l'Association française des juristes démocrates ; le Syndicat des avocats de France ; le mouvement Action des chrétiens pour l'abolition de la torture ; l'Organisation Chrétienne pour la Démocratie.

(1) Pour les signatures, s'adresser à la CIMADE, 178, rue de Grenelle, 75007 Paris.

Brésil

SECON DES DOCUMENTS OFFICIELS AMÉRICAINS

Les États-Unis étaient prêts à intervenir militairement en faveur de la « révolution » de 1964

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Des documents appartenant à la bibliothèque Lyndon B. Johnson, à Austin, dans le Texas, et qui viennent d'être rendus publics par la Maison Blanche, éclairent d'un jour nouveau un épisode de l'histoire brésilienne récente : une opération militaire avait bien été mise au point par les États-Unis pour venir en aide aux généraux brésiliens lors du coup d'État du 31 mars 1964 qui mit fin au gouvernement de gauche de João Goulart. Le Journal de Brasilia, Quotidien de Rio, a commencé le 18 décembre la publication de plusieurs de ces documents, pour la plupart inédits, montrant que les États-Unis — par l'intermédiaire de leur ambassade et de leurs services secrets — ont été informés avec plusieurs jours d'avance du coup d'État. Dès le 31 mars, ils ont déclenché une opération d'appui stratégique aux insurgés pour le cas où ceux-ci se heurteraient à une forte résistance de la part des partisans du gouvernement déposé.

L'ambassadeur américain de l'époque, M. Lincoln Gordon, n'a jamais nié que des bateaux de son pays s'étaient approchés des côtes brésiliennes pendant les jours critiques. Mais il expliquait ce mouvement comme une précaution destinée à protéger la vie des quarante mille ressortissants américains vivant au Brésil en cas de guerre civile. Même les auteurs les plus disposés à admettre une aide « impérialiste » au coup de mars 1964 insistent sur le fait qu'alors se contentent, faute d'autres preuves, de rapporter cette version officielle des faits.

C'est pourquoi les révélations du Journal de Brasilia sont importantes. Elles montrent que l'état-major conjoint nord-américain avait mobilisé un porte-avion, dix destroyers, quatre pétroliers, un navire porte-hélicoptères — ainsi que six avions de charge, huit de ravitaillement et huit chasseurs — pour une opération secrète, qui avait reçu le nom de code de Brother Sam (frère Sam). L'objectif était de fournir du combustible

aux militaires insurgés au cas où l'essence viendrait à leur manquer au cours d'une lutte prolongée ; 110 tonnes d'armes légères et de munitions étaient également destinées à l'opération aéro-navale, au titre d'une « mission d'appui ». Les navires devaient atteindre la côte brésilienne à Santos, près de São-Paulo, entre le 8 et le 11 avril. Ils s'arrêteraient en cours de route, car les militaires avaient triomphé sans coup férir.

La bibliothèque Lyndon-Johnson contient un mémorandum de M. Lincoln Gordon, daté du 27 mars 1964, qui montre que l'ambassade américaine à Rio a suivi pas à pas la préparation du complot, sans prouver toutefois qu'elle y mit la main. « Ma conclusion », écrit-il alors l'ambassadeur, est que Goulart est définitivement parti en campagne pour obtenir des pouvoirs dictatoriaux, avec la collaboration du parti communiste et de la gauche radicale. S'il réussit, il est plus que probable que le Brésil passera sous contrôle communiste.

L'ambassadeur était persuadé que le coup d'État militaire servirait à remettre le Brésil sur la voie de la légalité et de la démocratie. Il devait déchanter par la suite. Pendant les jours qui ont précédé la chute de Goulart, ses services ont disposé de compléments suffisants pour monter un appareil d'espionnage perfectionné. C'est ainsi que les Américains ont pu enregistrer un entretien entre l'ancien président Kubitschek et João Goulart. Ils ont donné cet enregistrement à un proche compagnon de M. Carlos Lacerda, alors gouverneur de Rio-de-Janeiro, et membre de la conspiration.

CHARLES VANHECKE.

Argentine

DOUZE GUERRILLEROS ONT ÉTÉ TUÉS EN ARGENTINE, le 23 décembre, dont six à La Plata, annonce un communiqué militaire. — (A.F.P.)

Le cognac Gaston de Lagrange : les initiés ne s'y trompent pas.



CEUX qui connaissent vraiment le cognac savent bien qu'à son propos le conservatisme a du bon... Le temps, le soleil, la terre, la vigne font partie de ces choses qu'il serait à la fois vain et prétentieux de vouloir modifier. Ainsi, quoi qu'il arrive, le cognac Gaston de Lagrange conservera toujours les qualités qui font de lui un produit qui réclame du temps pour être découvert et un peu de mérite pour être apprécié.

Gaston de Lagrange.
Le cognac qui mérite ses trois étoiles.

EUROPE

Union soviétique

Après le symposium

DIX-SEPT MILITANTS JUIFS SONT ASSIGNÉS À RÉSIDENCE À LEUR DOMICILE

Moscou (A.F.P.). — Dix-sept militants juifs soviétiques sont assignés à résidence à leur domicile, après le symposium sur la culture juive déchu à l'été dernier.

Parmi ces personnes figurent les membres du comité d'organisation du symposium : Benjamin Pains, Leonid Volovinski, Gregor Rosenfeld, Felix Kandel, Eamonn Pavel, Abramovitch, qui avaient auparavant été détenus. Ces deux derniers ont été également convoqués pour un long interrogatoire, ainsi que Mikhaïl Tcholénov, qui a demandé de visa de sortie d'U.R.S.S. mais qui milite pour la culture juive.

Parmi les autres assignés à résidence, on cite des militants connus : Vladimir Slepak, qui a été soumis mercredi 23 décembre à une perquisition de dix-huit heures. En province, on signale l'assignation à résidence de personnes qui avaient tenté d'assister au séminaire, comme Guermann Chapiro à Riga (Lettonie), Viora Gourine à Tallin (Estonie) et Piotr Radtchik à Kichinev (Moldavie).

Selon les militants juifs, ces assignations pouvaient être destinées à éviter le renouvellement d'une manifestation qui avait marqué le 24 décembre dernier, le cinquantième anniversaire de la tentative de détournement d'un avion à Leningrad par des juifs soviétiques.

Le Comité d'action pour les juifs (U.R.S.S. (U.R. rue de l'Épée, 75006 Paris), de l'École normale supérieure, qui rassemble plusieurs centaines d'intellectuels démocrates, condamne avec fermeté « la nouvelle campagne d'antisémitisme en U.R.S.S. ». « Il constate une nouvelle fois (...) que la prétendue « libération » annoncée en U.R.S.S. reste un leurre et que les libertés fondamentales sont quotidiennement bafouées. Il appelle l'opinion française à se rassembler pour dénoncer la nouvelle forme de racisme qu'est l'antisémitisme et témoigner de solidarité avec les juifs soviétiques victimes de la répression. »

M. CORVALAN A REMERCIÉ M. BREJNEV DE « TOUT CE QU'IL A FAIT POUR SA LIBÉRATION »

(De notre correspondant.)

Moscou. — M. Corvalan, arrivé jeudi 23 décembre à Moscou en provenance d'un lieu toujours inconnu, a remercié M. Brejnev de « tout ce que celui-ci a fait pour sa libération ». L'entretien a eu lieu au Kremlin dans l'après-midi de jeudi et s'est déroulée « dans une ambiance de fraternité et de cordialité ».

Après avoir longuement embrassé le secrétaire général du P.C. chilien, M. Brejnev s'est déclaré « profondément ému ». « Nous nous réjouissons », a-t-il ajouté, « que les deux hommes n'aient pas brisé votre solidarité et que vous ayez offert un exemple de courage communiste. (...) Votre libération est une preuve des vastes possibilités qu'ont le mouvement communiste, les forces démocratiques et de progrès quand elles agissent à l'unisson ». Aucune illusion, bien sûr, n'a été faite à M. Vladimir Boukovski.

De source communiste chilienne, on affirmait vendredi, en fin de matinée, que M. Corvalan avait quand même donné lieu à une conférence de presse.

Le président du Costa-Rica, M. Oduber, a fait parvenir à M. Fidel Castro un message pour lui proposer que son pays serve de terrain d'échange entre le Cuba anti-castriste Huber Matos et le communiste chilien Jorge Montt. M. Montt, chef de la police secrète chilienne sous le président Allende, est en prison depuis le 17 septembre 1973. M. Matos commandait l'armée rebelle qui avait renversé Batista. Il est incarcéré depuis dix-sept ans à Cuba. Le président Oduber suggère que l'échange s'effectue le 30 janvier sur l'aéroport de San José. — (A.F.P.)

République démocratique allemande

BIERMANN : une nouvelle révolution est nécessaire

Bonn. — Le chanteur contestataire est-allemand Wolf Biermann a reproché à M. Egon Krenz, secrétaire général du parti communiste (S.E.D.) de R.D.A., « d'empêcher le développement de la démocratie socialiste avec des moyens brutaux ». Dans une interview au mensuel de gauche ouest-allemand Konkret, Wolf Biermann estime « qu'une sorte de nouvelle révolution est nécessaire en R.D.A. afin de mettre fin au système bureaucratique stalinien, qui s'est véritablement transformé en Allemagne de l'Est en une forme de régime et en

L'ARRESTATION DE M. SANTIAGO CARRILLO

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P.C. ESPAGNOL

Les réactions en France...

Le parti communiste français a appelé, jeudi, la population de la région parisienne à manifester, lundi prochain 27 décembre, à 18 heures, devant l'ambassade d'Espagne, avec les mots d'ordre : « Liberté pour Santiago Carrillo ! », « Légalité pour le parti communiste d'Espagne ! ».

Une délégation du bureau national du Mouvement de la jeunesse communiste de France, dirigée par M. Pierre Zarka, secrétaire du conseil national, et comprenant MM. Patrick Staat et Francis Combes, secrétaires du conseil national et Alain Gresh, membre du bureau national, a remis, jeudi 23 décembre, un message de protestation à l'ambassade d'Espagne exigeant la libération immédiate de M. Carrillo et de ses camarades, et la légalisation du P.C.E.

Le président de l'Association des juristes démocrates, M. Joe Nordmann, réclame la libération de M. Carrillo, de ses compagnons et, d'une manière générale, de tous les prisonniers politiques. « La discrimination politique, écrit M. Nordmann, est incompatible avec le rétablissement de la démocratie. L'Association des juristes démocrates demande la reconnaissance de l'égalité des droits, et des libertés d'expression et d'organisation de tous les citoyens. »

Huit Basques espagnols assignés à résidence à l'île d'Yeu occupent l'église Notre-Dame-du-Port depuis jeudi soir. « Cette manifestation non violente, déclarent les manifestants, est faite en solidarité avec les prisonniers politiques dans l'Etat espagnol pour demander leur amnistie et contre toute mesure d'assignation à résidence des prisonniers politiques en France. Cette occupation pacifique se déroule avec l'accord du curé de la paroisse. »

Plusieurs centaines de sympathisants ou de membres des partis communistes français et espagnols se sont rendus dans la soirée de jeudi devant le consulat d'Espagne à Toulouse, où leurs représentants ont déposé une motion. Le même texte de protestation a été remis à la préfecture de la région Midi-Pyrénées. Il n'y a pas eu d'incidents. — (Corresp.)

et à l'étranger...

Le gouvernement yougoslave a accueilli avec indignation et surprise la nouvelle de l'arrestation de M. Carrillo et estime que seule sa « mise en liberté immédiate » évitera des « suites fatales » que peut avoir « ce faux pas ». — (A.F.P.)

Le P.C. est-allemand (S.E.D.) proteste « résolument, au nom de la population de la R.D.A. », contre l'arrestation de M. Carrillo. Un message, signé par le secrétaire général du S.E.D., M. Honecker, exige « la mise en liberté immédiate » de M. Carrillo et des autres prisonniers politiques, et « la levée de l'interdit frappant le P.C.E. ». — (A.F.P.)

Les députés portugais ont approuvé jeudi à l'unanimité une motion de protestation contre l'arrestation de M. Carrillo. — (A.F.P.)

M. Pietro Nenni, président du P.S. italien, a envoyé, en tant que président du Comité italo-espagnol, un message à M. Suarez pour lui demander la libération de M. Carrillo. « Si des mesures injustes, dit-il, étaient prises contre Carrillo et ses camarades, le gouvernement espagnol ne doit pas ignorer que cela renferme l'élément de crise de la relation de la République avec l'Espagne. » — (A.F.P.)

La Pranda écrit que « l'action de la police à Madrid est en tant que la promesse faite par le gouvernement de remplacer le régime dictatorial établi par le général Franco par la démocratie. »

La poursuite des persécutions des démocrates a la conséquence inévitable du maintien en vigueur des vieilles lois franquistes, dont le but était de consolider et d'importer quel pris l'ordre fasciste. — (U.P.)

PROCHE-ORIENT

Irak

APRÈS L'ATTENTAT A L'AÉROPORT DE BAGDAD

La campagne contre la Syrie bat son plein

Bagdad. — L'attentat de l'aéroport de Bagdad occupe toujours une grande place dans la presse irakienne. Depuis que, le 14 décembre, une valise piégée a explosé dans le grand hall d'arrivée, faisant officiellement trois morts et deux cent quarante blessés, dont dix grièvement atteints, il ne se passe guère de jour sans que les journaux, la radio ou la télévision ne mentionnent l'affaire.

Tantôt on interroge les victimes, on leur demande des détails supplémentaires, tantôt on montre des enfants couverts de bandes sur leur lit d'hôpital. A chaque fois, le commentaire est le même : ce lâche attentat commis par les Syriens fera dater dans l'histoire d'un régime aux abois.

L'avion régulier de la compagnie Egypt Air, venant de Damas, s'était posé à Bagdad avec trente minutes d'avance. Selon le témoignage d'un pilote copte, cité par la télévision irakienne et que nous avons interrogé nous-même, le commandant de bord avait en effet écourté l'escalade de Damas. Ce fait suffit-il à accuser les Syriens d'avoir voulu faire sauter l'avion en vol avec tous ses passagers ? La valise piégée semble avoir explosé un bon quart d'heure après l'atterrissage.

Sur ces conditions, la responsabilité est engagée aux yeux de la plupart des observateurs. Toutefois, il est difficile de rassembler des preuves irréfutables.

Pas de solution négociée

Les responsables de Bagdad continuent de condamner sans équivoque l'intervention de la Syrie au Liban comme étant une tentative en vue de liquider la résistance palestinienne et de s'installer dans ce pays pour une période indéterminée. Mais ils rappellent que les troupes irakiennes envoyées à la frontière syrienne au début de l'été dernier ont été retirées dès que Damas eut fait savoir qu'il n'était pas question de les utiliser pour « rétablir » le front du Golan. Depuis lors, la situation à la frontière entre les deux pays est redevenue normale.

Au sujet du problème palestinien, les Irakiens s'en tiennent à leurs positions de principe : pas de solution négociée, hostilité à la reprise de la conférence de Genève.

Mais ils ne coupent pas pour autant les ponts avec M. Yasser Arafat, et rappellent que le Front de libération arabe (F.L.A.), organisation palestinienne d'obédience irakienne, est toujours membre de l'O.L.P. Au cours de son dernier voyage en Yougoslavie, M. Sadat Hussein avait même, selon des informations venues de Belgrade, laissé entendre qu'il pourrait adopter une attitude de neutralité au sujet du projet de création d'un mini-Etat palestinien sur la rive occidentale du Jourdain.

ROLAND DELCOUR.

Israël

LE COMITÉ D'AIDE AUX LIBANAIS VA AMPLIFIER SON ACTION

Jérusalem. — Le comité public israélien d'aide aux Libanais, qui depuis quelques mois, envoie des secours en vivres et en médicaments aux villages du sud du Liban, compte amplifier considérablement son action. Ce comité, composé de personnalités israéliennes de différentes religions, estime que les besoins des villages bordant la frontière israélienne se sont accrus avec la coupure presque totale entre les régions du sud et le reste du pays.

Le président de ce comité, M. Mattar, Arabe chrétien de Haïfa, et l'écrivain Aharon Amir, qui vient de créer des comités de soutien dans plusieurs pays d'Europe, ont annoncé, jeudi 23 décembre à Jérusalem, qu'une campagne de collecte de fonds est déclenchée en Israël afin de réunir la somme de 200 000 dollars pour secourir, « sans distinction de religion », les victimes de la guerre au Liban.

Un jeune médecin libanais chrétien, venu de son pays pour participer au lancement de la campagne, a décrit en termes sombres la situation de ses compatriotes dans le sud du pays, qui, a-t-il dit, sont littéralement abandonnés à leur sort. Il n'y a presque plus de médecins dans le sud, a-t-il encore le médecin, qui a refusé de donner son nom devant les journalistes, mais les villages sont de temps à autre bombardés à grande distance. Les victimes sont nombreuses et les destructions importantes.

M. Hachoube, érudit maronite d'Israël, a annoncé que le groupe de solidarité qui se constituait avait constitué, au début de la guerre civile, avait décidé de fusionner avec le Comité national israélien d'aide aux Libanais. L'action de ce comité est parallèle aux secours, notamment médicaux, que les autorités et l'armée israéliennes apportent aussi depuis longtemps aux Libanais qui se présentent à la « bonne clôture ». — A.S.

Océan Indien

Ile Maurice

POUR FAIRE OBSTACLE A LA GAUCHE

Le premier ministre sortant et M. Gaétan Duval vont former un cabinet

Port-Louis (Reuter). — Le principe d'un gouvernement de coalition, associant le Parti de l'Indépendance (travailliste), dirigé par le premier ministre sortant, Sir Seewoosagur Ramgoolam, et le parti mauricien social-démocrate (P.M.S.D.), qu'anime M. Gaétan Duval, a été retenu jeudi 23 décembre à l'issue d'une réunion houleuse des élus travaillistes. M. Paul Béranger, secrétaire général du Mouvement militant mauricien (M.M.M.), parti d'opposition de gauche arrivé en tête aux élections législatives du 20 décembre, a donc été pris de vitesse par ses adversaires.

Selon l'entourage de M. Béranger, le M.M.M. a vainement tenté, jeudi, d'entrer en contact avec Sir Seewoosagur et le gouverneur général de l'île, Sir Ramn Osman, afin d'examiner l'éventualité d'un gouvernement minoritaire.

Toutefois, des dissensions sont apparues au sein du Parti de l'Indépendance quant à la nature de la future coalition. Certains ministres sortants, dont Sir Harold Walter (affaires étrangères) et Sir Veerasamy Ringuoo (finances), se sont déclarés partisans d'une alliance avec le M.M.M.

Les parlementaires du Parti de l'Indépendance et du P.M.S.D. devaient tenir une nouvelle réunion vendredi après-midi, sous la présidence du premier ministre. On s'attendait à ce que la composition du nouveau cabinet de coalition soit rendue publique à l'issue de cette réunion. Les ministres devront prêter serment avant la fin de l'année. La session parlementaire s'ouvrira le 11 janvier.

LE PROGRAMME DU M.M.M.

« Une transition vers le socialisme »

Le teneur du « programme gouvernemental » du Mouvement militant mauricien (M.M.M.), présenté comme de « transition vers le socialisme », donne une idée de l'ampleur des changements qui seraient intervenus si M. Paul Béranger et ses amis avaient été à même de former un gouvernement minoritaire.

Le M.M.M. réclame « la nationalisation, avec compensation et autonomie de gestion, de cinq usines sucrières (sur vingt et une) et de leurs terres, de 20 000 arpents de terre, d'autres usines et de très gros plantiers, des docks (de Port-Louis) et des compagnies de transport, des compagnies d'assurance, des terres louées aux métayers du thé et de la moitié des parts des grandes sociétés hôtelières. »

Le parti de M. Béranger, avec l'accord de la General Worker's Federation, qui est de loin le syndicat le plus influent, revendique également « la nationalisation de la moitié des grandes compagnies de construction », des « réformes fiscales profondes », « l'arrêt du développement du tourisme au niveau actuel » et la participation générale des travailleurs à la gestion des entreprises.

Les mesures politiques paraissent tout aussi radicales : proclamation d'une république « avec un président sans pou-

voir exécutif » (donc retrait du Commonwealth), l'instauration d'un régime d'urgence, la « spécial branch » (police politique du régime) et « incorporation de l'unité anti-émoussée dans la force régulière ». Le M.M.M. annonce aussi la « démocratisation de la justice » et soumet l'extension de l'usage du créole.

En politique étrangère, la volonté d'« éliminer une dangereuse dépendance de l'Afrique du Sud pour la vente de thé » s'accompagne d'une option pour un neutralisme. Le M.M.M. revendique la récupération de Diego-Garcia et la « dénationalisation totale de l'océan Indien ». Ce programme de gouvernement, intitulé « pour une Ile Maurice libre et socialiste », estime que, en dépit des « vieilles et intérêts de grande puissance » de l'Union soviétique, le danger vient, en ce moment, pour l'Ile Maurice, de l'impérialisme occidental.

Le secrétaire général du M.M.M. a mis en exergue à son programme de gouvernement la citation de Rosa Luxemburg : « La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement. » « Je suis marxiste », nous avait-il réaffirmé avant des élections qui ont fait de son mouvement la première force électorale de l'Ile Maurice. — J.-C. P.

Le président Ford propose au Congrès la réduction de l'aide militaire à Israël

Le président Ford a décidé de proposer une aide militaire et économique à Israël de 1,5 milliard de dollars, soit 800 millions de moins que le montant réclamé par Jérusalem et 300 millions de moins que ce qu'a proposé le département d'Etat, écrit jeudi 23 décembre le New York Times.

M. Simha Dinitz, ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis, a fait, ce propos, une démarche auprès de M. Kissinger. Le secrétaire d'Etat américain lui aurait assuré qu'il demanderait à M. Ford de revenir sur sa décision. M. Kissinger serait en faveur d'une assistance de 1,8 milliard de dollars, dont 1,3 milliard sous forme d'aide militaire.

Le budget de l'exercice 1977 préparé par M. Ford doit être soumis à l'approbation du Congrès et pourra être amendé par la nouvelle administration Carter.

Le président Carter, ambassadeur d'Israël, de Syrie, de Jordanie et de Somalie ont eu un entretien d'une heure avec M. Kissinger en tant que représentants de tous les ambassadeurs arabes à Washington, qui s'étaient réunis la semaine dernière pour examiner la situation au Proche-Orient.

A l'issue de cet entretien, l'ambassadeur d'Israël, M. Shimon Peres, a indiqué qu'il avait fait part au secrétaire d'Etat de son inquiétude devant les demandes continues d'armes faites par Israël.

M. Ghorbal a noté qu'un renforcement militaire rendrait Israël « plus transparent », ce qui serait regrettable, mais il a insisté sur le fait que les pays arabes ont le droit d'être armés comme ceux de la paix. — (A.F.P.)

Iran

HUIT « TERRORISTES » DONT DEUX FEMMES SONT TUÉS AU COURS D'UN AFFRONTEMENT AVEC LA POLICE

Téhéran (A.F.P.). — Huit « terroristes », dont deux femmes, ont été tués et onze autres arrêtés, mardi 21 décembre, au cours d'affrontements avec les forces de l'ordre dans deux quartiers de Téhéran.

Selon un communiqué officiel publié jeudi, la police s'apprêtait à arrêter des « terroristes » à leur domicile lorsque ceux-ci ont ouvert le feu sur les forces de l'ordre. La persécution aux deux domiciles a permis de découvrir deux armes à feu, cent quatre-vingt cartouches, onze grenades, une grande quantité d'explosifs, ainsi que de nombreux papiers d'identité falsifiés, ajoute le communiqué. Parmi les « terroristes » tués, on relève le nom de Faris Vaez Zadeh, considéré comme le chef d'un groupement subversif, qui aurait fait un stage d'entraînement à Cuba.

Environ soixante-dix « terroristes » ont été tués depuis le début de l'année au cours d'opérations de police : dix-sept autres ont été exécutés en Iran cette année, après avoir été condamnés à mort par des tribunaux militaires.

Liban

La section française de l'Union internationale des communistes et de la presse de langue française a demandé mercredi 22 décembre au gouvernement français d'« arrêter d'une façon définitive l'envoi de troupes françaises libanaises le jour de réparations dans les meilleurs délais ».

L'Orient-Le Jour a été suspendu par les autorités syriennes en même temps que six autres publications de Beyrouth-Ouest.

CORRESPONDANCE

L'indemnisation des Français expulsés d'Égypte

M. André Baurier nous a adressé la lettre suivante :

Votre correspondant au Caire a écrit, à propos du voyage de M. Barre en Égypte (Le Monde du 12 novembre) : « La coopération entre Paris et Le Caire est donc sans nuage et sans autres problèmes... » Vous avez eu tort, d'ailleurs, d'assortir cette affirmation d'un renvoi qui rappelle que « quelques dossiers d'indemnisation de Français dont les biens ont été nationalisés en Égypte, à l'époque de Nasser, restent toujours en suspens. (...) Mais il n'y a pas que les Français dont les biens ont été nationalisés qui attendent une indemnisation, il y a aussi, nombreux, modestes, qui espèrent d'Égypte avec l'affaire de Suez, ont laissé là-bas mobilier, voiture, compte en banque. C'est le cas, notamment, des professeurs qui enseignaient dans les lycées français d'Alexandrie et du Caire ou qui étaient détachés près du gouvernement égyptien. Je suis un de ces derniers depuis vingt ans, j'attends. De loin en loin, je reçois une lettre de « Service des biens et intérêts privés » qui me rappelle que les démarches continuent. La dernière lettre, datée du 12 septembre 1974, m'a fait connaître que « la liquidation générale a fait savoir à la section des biens français de notre ambassade au Caire que (mon) dossier était en cours de traitement pour ce qui est de la séquestration générale » ?

Votre correspondant parle des prêts importants que la France a « accordés » à l'Égypte. N'aurait-il pas été normal que le gouvernement français exige, au moins, avant de prêter, que l'Égypte applique les accords franco-égyptiens concernant l'indemnisation des Français.

كلمة الالهي

CHEF DE L'ÉTAT ET LA LOI ÉLECTORALE

L'hostilité des gaullistes à la « proportionnelle » demeure absolue

Il y a eu des modifications dans la majorité, et ces modifications rendent nécessaire une clarification. J'expose la manière dont je vois cette clarification, et les conséquences qu'il faut en tirer, dans une conférence de presse que je tiendrai le lundi 27.

Les phrases prononcées par Giscard d'Estaing au cours de son allocution radiodiffusée de mardi dernier, ont donné lieu à de nombreuses suppositions. Elles ont notamment relancé les uns qui ont souvent dit depuis l'élection du chef de la République l'intention de ce dernier de proportionnaliser le système électoral qui est en vigueur à l'automne 1976.

Il est clair, sans aucun doute, mais il n'en est pas moins provoqué plusieurs fois dans les milieux de la droite, à Bastia, Alexandre Sanguinetti, secrétaire général de la R.D., déclarait : « Je ne puis qu'être les élus municipaux le pouvoir de demander la modification du scrutin des législatifs et d'instaurer le système de la représentation proportionnelle ».

La lettre de la R.D. à l'Assemblée nationale, intitulée « Une telle décision apporterait-elle clarification ? Statistique, oui, puisque, ainsi, la formation politique se démontre ses partisans. Mais, politiquement, la loi serait encore plus claire, et ce serait bien différent de la première page.

La loi « acte » modifie les dispositions de la loi de 1958, notamment quant à des représentants élus et quant à la représentation nationale (alors : la loi prévoyait une représentation nationale). Il s'agit, dans une forme simplifiée, d'une loi internationale d'un type « acte » de chacun des États, et, comme tel, soumise à l'approbation de l'Assemblée nationale, tout le problème juridique est aux dispositions de la loi et non à celles de la Constitution, parce que seules les modifications de la Constitution, en matière de droit interne, fut-ce une autre Constitution. La Constitution de 1958, qui ne peut être modifiée que par la loi, est donc la loi de la République, et la loi de la République est donc la loi de la République.

Il est plus important de voir les effets de la loi « acte » sur la loi de 1958, et la loi de 1958, qui ne peut être modifiée que par la loi, est donc la loi de la République, et la loi de la République est donc la loi de la République.

Ordre du jour chargé pour le Conseil constitutionnel

Alors que le Parlement fait relâche jusqu'à avril prochain, le Conseil constitutionnel, lui, affiche un programme chargé. Jusqu'à cette date, seuls le président de la République, le premier ministre, le président de l'une ou l'autre Assemblée ont le droit de saisir le Conseil. Jusqu'à cette date, seuls le président de la République, le premier ministre, le président de l'une ou l'autre Assemblée ont le droit de saisir le Conseil.

La réforme constitutionnelle du 20 octobre 1974 permet en effet à soixante députés ou à soixante sénateurs de déférer une loi au Conseil avant sa promulgation. Jusqu'à cette date, seuls le président de la République, le premier ministre, le président de l'une ou l'autre Assemblée ont le droit de saisir le Conseil.

Enfin, le président de la République a, le 3 décembre, demandé au Conseil de se prononcer sur la conformité à la Constitution du projet de loi de ratification de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel. L'appréciation de la conformité de la loi à la Constitution est, semble-t-il, très délicate. En cas de partage, le président, M. Roger Frey, a voix prépondérante.

D'autre part, afin de respecter les délais impartis pour la promulgation de la loi de finances, le Conseil devra se prononcer avant le 10 janvier sur les recours introduits contre la loi de finances 1977. — P.F.

La situation de M. Dassault fait l'objet d'une nouvelle démarche du groupe communiste. Après la décision du Conseil constitutionnel le 24 décembre, M. Dassault, président de l'Assemblée, a demandé au président de la République de lui faire connaître les motifs de sa décision. M. Dassault, président de l'Assemblée, a demandé au président de la République de lui faire connaître les motifs de sa décision.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

BASTIA : le P.S. décide de constituer une liste homogène

Bastia. — A la suite de la décision de la convention nationale de leur parti (le Monde du 21 décembre), les socialistes bastiais ont choisi de constituer une liste homogène. Cette décision, qui n'est pas réjouissante pour la gauche en général, a été prise par les socialistes bastiais. Cette décision, qui n'est pas réjouissante pour la gauche en général, a été prise par les socialistes bastiais.

La décision des socialistes bastiais a été prise par les socialistes bastiais. Cette décision, qui n'est pas réjouissante pour la gauche en général, a été prise par les socialistes bastiais.

BREST : la ville contre la communauté urbaine

Brest. — M. Eugène Berest, député de Brest, a annoncé, jeudi 23 décembre, qu'il se présente à la mairie de Brest, en tant que candidat à la mairie de Brest, en tant que candidat à la mairie de Brest.

M. Berest, député de Brest, a annoncé, jeudi 23 décembre, qu'il se présente à la mairie de Brest, en tant que candidat à la mairie de Brest, en tant que candidat à la mairie de Brest.

LYON et VILLEURBANNE : affrontement P.C.-P.S.

Lyons. — La section socialiste de Villeurbanne a demandé à la direction nationale du P.S. l'autorisation de constituer une liste homogène. Cette décision, qui n'est pas réjouissante pour la gauche en général, a été prise par les socialistes bastiais.

La section socialiste de Villeurbanne a demandé à la direction nationale du P.S. l'autorisation de constituer une liste homogène. Cette décision, qui n'est pas réjouissante pour la gauche en général, a été prise par les socialistes bastiais.

BOURGES : route barrée pour M. Gérodeau

Bourges. — La candidature au poste de maire de M. Christian Gérodeau, député général à la sécurité routière, a été refusée par le P.S. Cette décision, qui n'est pas réjouissante pour la gauche en général, a été prise par les socialistes bastiais.

La candidature au poste de maire de M. Christian Gérodeau, député général à la sécurité routière, a été refusée par le P.S. Cette décision, qui n'est pas réjouissante pour la gauche en général, a été prise par les socialistes bastiais.

BILAN D'UNE CONTROVERSE

La loi « acte » modifie les dispositions de la loi de 1958, notamment quant à des représentants élus et quant à la représentation nationale (alors : la loi prévoyait une représentation nationale). Il s'agit, dans une forme simplifiée, d'une loi internationale d'un type « acte » de chacun des États, et, comme tel, soumise à l'approbation de l'Assemblée nationale, tout le problème juridique est aux dispositions de la loi et non à celles de la Constitution, parce que seules les modifications de la Constitution, en matière de droit interne, fut-ce une autre Constitution. La Constitution de 1958, qui ne peut être modifiée que par la loi, est donc la loi de la République, et la loi de la République est donc la loi de la République.

Il est plus important de voir les effets de la loi « acte » sur la loi de 1958, et la loi de 1958, qui ne peut être modifiée que par la loi, est donc la loi de la République, et la loi de la République est donc la loi de la République.

La loi « acte » modifie les dispositions de la loi de 1958, notamment quant à des représentants élus et quant à la représentation nationale (alors : la loi prévoyait une représentation nationale). Il s'agit, dans une forme simplifiée, d'une loi internationale d'un type « acte » de chacun des États, et, comme tel, soumise à l'approbation de l'Assemblée nationale, tout le problème juridique est aux dispositions de la loi et non à celles de la Constitution, parce que seules les modifications de la Constitution, en matière de droit interne, fut-ce une autre Constitution. La Constitution de 1958, qui ne peut être modifiée que par la loi, est donc la loi de la République, et la loi de la République est donc la loi de la République.

Il est plus important de voir les effets de la loi « acte » sur la loi de 1958, et la loi de 1958, qui ne peut être modifiée que par la loi, est donc la loi de la République, et la loi de la République est donc la loi de la République.

La jeunesse et l'Europe

La loi « acte » modifie les dispositions de la loi de 1958, notamment quant à des représentants élus et quant à la représentation nationale (alors : la loi prévoyait une représentation nationale). Il s'agit, dans une forme simplifiée, d'une loi internationale d'un type « acte » de chacun des États, et, comme tel, soumise à l'approbation de l'Assemblée nationale, tout le problème juridique est aux dispositions de la loi et non à celles de la Constitution, parce que seules les modifications de la Constitution, en matière de droit interne, fut-ce une autre Constitution. La Constitution de 1958, qui ne peut être modifiée que par la loi, est donc la loi de la République, et la loi de la République est donc la loi de la République.

Il est plus important de voir les effets de la loi « acte » sur la loi de 1958, et la loi de 1958, qui ne peut être modifiée que par la loi, est donc la loi de la République, et la loi de la République est donc la loi de la République.

FMS HI-FI
Sébastien, 15002 Paris
phone : 236-97-61
casque Haute Fidélité
acheteur de sa chaîne

NEER P. 88
ON MEUBLE
7, 112 D, 2 entrées
2 voltes 25 W
Tuner SX 450
Prix : 4.490 F
totaux 5 ans

Pour votre
DEMENAGEMENT
208 10-30 ODOUL

M. Claude-Gérard Marais, député R.P.R. de Paris et vice-président du groupe Paris-Majorité au Conseil de Paris, a déclaré, jeudi 23 décembre, que M. Michel d'Ornano, élu d'être « le candidat officiel de la majorité », est le candidat de la majorité de la majorité, puisque le principal élément de celle-ci, l'Assemblée nationale pour la République, n'est pas jointe à d'autres groupes, dont le C.N.I., apporte son soutien aux listes d'union pour Paris que constitue M. Christian de La Malène.

L'assassinat de M. Jean de Broglie

Né à Paris le 21 juin 1921, le prince Jean de Broglie était docteur en droit et diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques. Entré au Conseil d'Etat en 1946, comme auditeur, il sera nommé maître des requêtes en 1954. Entre-temps, il est devenu, en 1951, conseiller général du canton de Rungis (Seine), mandat dans lequel il sera confirmé à chaque renouvellement, en particulier en mars dernier. De 1953 à 1954, il est conseiller technique au cabinet de M. Edmond Barrachin, ministre d'Etat chargé de la réforme constitutionnelle. En

1954, il est élu maître de Broglie, et le restera jusqu'à sa mort. En 1958, il est élu député (ind.) de la première circonscription de l'Eure (Evreux). L'Assemblée nationale le désigne l'année suivante pour présider la Haute Cour de justice qui est composée de parlementaires et qui n'a jamais été réunie. En 1961, il entre dans le gouvernement de M. Debré comme secrétaire d'Etat chargé du Sahara, des départements et des territoires d'outre-mer. A ce titre il participe aux négociations avec le F.L.N. qui aboutissent en 1962 aux accords d'Evian.

En 1962, il est secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique dans le premier gouvernement de Georges Pompidou : en mai, avec les trois autres ministres ou secrétaires d'Etat indépendants (M.M. Jacquinet, Giscard d'Estaing et Marcellin), il refuse de quitter le gouvernement malgré la mise en demeure de son groupe, après les déclarations du général de Gaulle hostiles à l'intégration européenne.

Réélu député de l'Eure en novembre, contre Pierre Mendès France, il est nommé secrétaire d'Etat chargé des affaires algériennes dans le deuxième gouvernement de Georges Pompidou. En janvier 1963, il est le premier membre du gouvernement français à être reçu à Alger depuis l'occupation de l'Algérie à l'indépendance. Il définit les principes de la coopération entre les deux pays, coopération qu'il qualifie d'« expérience unique », et qu'il se propose de développer dans d'autres domaines. Il avait fondé les relations franco-algériennes.

En 1966, il devient secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le troisième gouvernement de Georges Pompidou. Il effectue notamment cette année, la tournée en Afrique noire. De 1966 à 1967, il est, en outre, secrétaire général chargé des affaires politiques de la Fédération nationale des républicains indépendants.

En 1967, il retrouve son siège de député mais quitte le gouvernement : il est nommé rapporteur des crédits de la coopération à la commission des affaires étrangères, puis, après sa réélection, en 1968, président de cette commission (de 1969 à 1973). Il siège en même temps au bureau politique de la Fédération nationale des républicains indépendants, dont il présente le projet de manifeste lors du conseil fédéral de décembre 1969. Il continue de travailler à l'amélioration des relations franco-algériennes, ainsi qu'au développement de la construction européenne. Il conduit, en 1971, la première délégation de députés français à se rendre en Allemagne de l'Est, préparant la normalisation des rapports entre les deux pays.

En avril 1974, il se prononce en faveur de M. Valéry Giscard d'Estaing qui doit être, selon lui, le président qui rassemble, et celui qui rend politiquement possible le renouveau.

En novembre 1974, il oppose la question préalable au projet de loi sur l'incrimination, demandant qu'une consultation nationale des Français soit organisée.

Enfin, en décembre 1974, dans un « point de vue » publié par le Monde, il souhaite pour l'Europe un système qu'il définit comme un « présidentialisme collégial ».

Marié, il était père de trois enfants. M. de Broglie était chevalier de la Légion d'honneur, titulaire de la croix de guerre 1939-1945 et de la médaille de la Résistance. Il sera remplacé à l'Assemblée nationale par M. Pierre Monfré, directeur de la latérite.

Il y a six mois

LE MEURTRE DE M. JACQUES CHAINE

Le 31 mai, vers 9 h. 45 du matin, alors qu'il sortait de sa voiture, M. Jacques Chainé, président-directeur général du Crédit lyonnais, était tué devant la banque, boulevard des Capucines, à Paris. Son meurtrier, Jean Billaud, vingt-deux ans, devait se suicider immédiatement après avoir tiré à bout portant deux balles de F 38 dans la poitrine du président-directeur général.

Aucun mobile de meurtre ne pourra être définitivement établi. Bien que, dans un premier temps, le ministre de l'Intérieur et la police aient cru à un acte terroriste, aucune preuve officielle n'en sera donnée. Même la publication, par le journal « Libération », d'une interview réalisée par un des collaborateurs du quotidien avec Jean Billaud, bien avant le meurtre, n'avait pas apporté de lumière sur celui-ci.

UNE FAMILLE ILLUSTRÉE

La famille de Broglie, qui est originaire du Piémont, est reconnue noble en France à partir de 1634 et se voit conférer un titre de duc par Louis XV en 1725. Le duc de Broglie, prince du Saint-Empire romain-germanique à partir de 1753, est fait pair de France le 4 juin 1814, puis héritaire en 1825.

Le prince Jean de Broglie, qui compte parmi ses ancêtres trois maréchaux de France, des ambassadeurs, des ministres, quatre académiciens, etc., appartenait à la branche aînée dont le chef est le duc Louis-Victor — septième duc de Broglie — et fils du prince Amédée de Broglie et de la princesse, née Béatrix de Faucigny-Lucinge. M. Jean de Broglie était le neveu du duc Louis-Victor de Broglie, physicien, qui obtint le prix Nobel de physique en 1929.

L'E.N.A. de nouveau contestée

(Suite de la première page.)

Le programme commun de gouvernement de la gauche dispose qu'« une loi démocratisera la formation et le recrutement des fonctionnaires, y compris de ceux des grands corps de l'Etat — ce qui suppose une réforme démocratique de l'Ecole nationale d'administration » (page 150). Mais si des socialistes comme M. Michel Rocard, lui-même ancien élève de l'Ecole, souhaitent la suppression de l'E.N.A., ils posent comme condition préalable la remise en cause des fonctionnaires, y compris de ceux des grands corps de l'Etat — ce qui suppose une réforme démocratique de l'Ecole nationale d'administration » (page 150). Mais si des socialistes comme M. Michel Rocard, lui-même ancien élève de l'Ecole, souhaitent la suppression de l'E.N.A., ils posent comme condition préalable la remise en cause des fonctionnaires, y compris de ceux des grands corps de l'Etat — ce qui suppose une réforme démocratique de l'Ecole nationale d'administration » (page 150).

Dans la majorité, les sentiments à l'égard de l'E.N.A. ont également été divers. M. Michel Debré étant le fondateur de l'Ecole, ses amis politiques ont toujours marqué un certain respect pour cette institution, qu'ils aient été de gauche ou de droite. Mais, en revanche, toujours mal compris, cette école et les principes qui l'avaient inspirée, ils ont souvent souhaité la remplacer par un recrutement propre à chaque ministère ou groupe de ministères, un peu comme cela existait avant la guerre.

Depuis peu, une campagne diffuse s'est développée contre l'administration qualifiée de « bureaucratie », accusée de lenteur, de complication, de tracasserie, de « technocratie ». Ces attaques émanent surtout de membres du gouvernement, alors que sept d'entre eux sont issus de l'E.N.A. (M.M. Pompidou, Fourcade, Jigot, Rudenbach, Jourd'heuil et Sotoulet). Les quinze autres ont appartenu à la fonction publique, soit en tant que ministres ou secrétaires d'Etat.

Le développement du syndicalisme à l'Ecole, l'accroissement du nombre des fonctionnaires, un enseignement plus diversifié et plus concret, des promotions plus nombreuses, des carrières plus différenciées, ont aussi peu à peu réduit le caractère de caste fermée et dont tous les membres pensaient uniformément, qui avait pu un moment être celui de l'E.N.A., comme si ce reproche ne pouvait pas être également adressé à d'autres écoles. Ainsi, dans son livre sur la Mafia polytechnicienne, M. Kosciuszko-Morizet a montré notamment comment « l'X descend de l'X ». On assiste précédemment à une sorte de regain d'attention porté par le pouvoir à l'Ecole polytechnique. Certains en déduisent qu'il est à la fois l'ancien élève de Polytechnique et de l'E.N.A. nourri plus de sollicitude pour sa première école que pour la seconde. Il s'est personnellement occupé du transfert à Palaiseau, dans un « cas d'urgence », de la vieille école de la rue Descartes, malgré la vive opposition des anciens élèves à l'abandon des bâtiments de la Montagne-Sainte-Genève, où subsiste encore une promotion. Dans ceux-ci va toutefois être installé un institut des sciences de l'action, destiné à donner une formation complémentaire aux ingénieurs.

Grâce notamment à des crédits accordés sans parcimonie à ces « élites les mieux payées du monde » et les plus coûteuses, selon l'expression de M. Flahaut, directeur des études, des disciplines nouvelles seront peu à peu pratiquées, afin que l'enseignement ne soit plus strictement scientifique, mais davantage ouvert aux sciences économiques et sociales et à la formation permanente. Les futurs polytechniciens acquerront ainsi une formation qui leur permettra d'être encore polyvalents, d'occuper des postes de direction dans les grands services publics. Depuis qu'en 1971, sous le septennat de Georges Pompidou, le premier ministre, M. Chaban-Delmas, à la suite de M. Couve de Murville, avait fait procéder à une étude du problème de l'E.N.A. par M. Bloch-Lainé, seules quelques améliorations ont été apportées au fonctionnement de l'Ecole nationale d'administration.

Aucune réflexion d'ensemble n'a toutefois été entreprise sur l'organisation et la finalité des grandes écoles, qui sont en principe destinées à fournir les cadres supérieurs de la nation, tant dans le domaine public que dans le secteur privé. De même, aucune réforme du recrutement de la haute fonction publique n'a encore été mise sur le métier, en dépit de ce qu'annonçait M. Giscard d'Estaing dans le chapitre de son ouvrage intitulé Vers l'unité par la justice.

ANDRÉ PASSERON.

G.S.L. : une école « sclérosée »

La direction nationale de Génération sociale et libérale (mouvement de jeunes giscardiens) a annoncé, jeudi 23 décembre, qu'elle redigerait cent vingt propositions pour 1977 qui seront déposées par dix députés de la majorité au sein des commissions des ministères et des responsabilités politiques. Parmi les propositions du mois de janvier figure le projet de suppression de l'Ecole nationale d'administration, jugée « sclérosée, peu ouverte sur l'extérieur et monopolisante ».

Les jeunes giscardiens, qui souhaitent que des points soient jetés entre le domaine privé et le domaine public, voudraient que soient créées des filières de la fonction publique dans les universités.

MORT DE M. GASTON CHARLET
ancien sénateur

M. Gaston Charlet, ancien député, ancien sénateur de la Haute-Vienne, est décédé le 23 décembre, à Limoges, dans sa soixante-quatrième année.

M. Gaston Charlet était né le 6 avril 1902 à Limoges. Il avait été élu conseiller de la République puis comme sénateur, de 1946 à 1958 et avait été auparavant (socialiste) à la première Assemblée constituante. Ancien avocat, il était une figure marquante du barreau de Limoges et avait plaidé dans la plupart des procès célèbres de la région, notamment lors de l'affaire Berland, où il avait été partie civile pour la veuve de la victime. M. Gaston Charlet avait été conseiller municipal de Limoges sous le pseudonyme de Georges Arty. M. Gaston Charlet avait signé des romans et des pièces de théâtre. Il avait fondé l'association régionale artistique qu'il présidait.

RELIGION

APRÈS LES MESURES PRISES CONTRE LES ABBÉS TALEC ET FEILLET

La guillotine

Ce ne peut être une coïncidence. Le déplacement, sinon l'éviction, de deux prêtres de grande valeur du diocèse de Paris, les abbés Pierre Talec et Bernard Feillet, donne raison à ceux qui, le lendemain de l'assemblée épiscopale de Lourdes, pressentaient la mise en route de mesures autoritaires.

Les bavures ? Qui peut nier qu'il y ait à l'intérieur d'une Eglise cherchant à tâtonner des voies nouvelles et qui est, en outre, immergée dans le monde de l'incroyance et de l'agnosticisme ? Le catholicisme, tant pour ses théologiens que pour ses pasteurs, ne fait pas encore droit à l'erreur. Il n'est pourtant qu'une possible d'avancer des hypothèses ou des méthodes nouvelles sans courir le risque de se tromper. L'Eglise romaine a la triste habitude de donner raison trop tard à ses chercheurs. Teilhard de Chardin est mort avant d'avoir été réhabilité.

Le catholicisme « progressif » français, qui paraît aujourd'hui bien anodin, voire timide, a été condamné par Rome en 1957. Le Père Chenu, dont les idées sur la théologie et l'histoire lui ont valu, en 1962, une mise à l'index, a été placé sur la touche pendant de longues années. Les prêtres-ouvriers ont été réprimés avant d'être tolérés. On pourrait multiplier ces exemples.

En l'occurrence, comment ne pas s'étonner que le couperet tombe dans le diocèse de Paris sur deux prêtres fort appréciés pour la valeur de leur spiritualité et de leur apostolat ? D'un côté, à la Chapelle de Montparnasse, une communauté exceptionnelle, vivante et priante, dépourvue de toute arrogance à l'égard des autorités, d'un autre, le Centre Jean-Bart, qui faisait presque figure de centre de comparaison de tant d'autres initiatives plus audacieuses.

Un impact psychologique désastreux

Certains protestants antichrétiens — il en est encore — ont toujours douté de la « conversion » d'une Eglise basée sur l'autorité et sur la tradition plutôt que sur les charismes de l'Esprit. Les événements de ces jours-ci leur donnent en partie raison. L'hérétique de Vatican II est en cohérence avec ces deux déplacements qui seront ressentis douloureusement par les chrétiens qui connaissent les véritables besoins des croyants ou des « semi-croyants », dont la communauté socialiste a reçu pour mission de faire progresser la foi.

L'autorité a sans doute ses raisons. Et l'équité veut qu'elles soient clairement connues. Mais le problème est ailleurs. Il est, d'une part, l'impact psychologique plus ou moins désastreux produit par ces décisions disciplinaires, d'autre part, dans l'évaluation de l'idéologie religieuse qui les a provoquées : aller dans le sens du Saint-Siège, dont les préférences sont bien connues. En cette fin de règne de Paul VI, le Vatican laisse de plus en plus transparaître sa peur de donner raison aux émules de Mgr Lefebvre. La mécanique institutionnelle se fait de plus en plus implacable. Elle s'abaisse derrière les textes de Vatican II, sans tenir compte de l'évolution qui s'est produite depuis onze ans, comme si on pouvait bloquer l'histoire à un moment donné, et privilégié soit-il.

A Rome ou à Paris on reproche souvent aux chrétiens de dépasser Vatican II ou de faire dire l'importance qu'à ses documents. Peut-être, mais on

disait déjà la même chose voici quinze ou vingt ans en s'appuyant sur Vatican I. Vatican II aurait-il été possible si dès lors des théologiens ou des apôtres lucides n'avaient pris le risque d'aller au-delà du concile de 1870 ?

Pourquoi, en 1976, la hiérarchie n'a-t-elle pas encore pris l'habitude d'agir au grand jour dans la clarté et la concertation ? Pourquoi ne se fait-elle pas un devoir d'aller au-devant des objections qu'elle suscite, d'expliquer en temps voulu le mal-fonctionnement des critiques qu'elle soulève ? Si elle est sûre de son droit, pourquoi se conduire comme elle ne l'est pas ? Pourquoi frayer avec l'opinion et laisser s'envoler des blessures ? Pourquoi conserver un style de gouvernement désemparé ? Pourquoi Bernard Feillet et Pierre Talec ne pourraient-ils pas aussi être d'abord jugés par leurs pairs, ainsi que les laïcs, dont ils s'occupent ? Qui, au jour d'aujourd'hui, a entendu dire, par exemple, que le conseil presbytéral de Paris a été entendu sur ce point ? A qui profitent ces délais et ces silences ?

De plus en plus souvent, on le sait, et qui ne s'en félicite pas, la hiérarchie intervient en faveur des injonctions sociales ou politiques dans le monde. Mais il est plus facile de rédiger de belles déclarations de cette sorte que de commencer par bégayer devant sa propre porte. Plus facile de réclamer l'abolition de la peine de mort contre les criminels que de ne pas enlever aux vivants leur raison de vivre. — H. F.

DÉFENSE

Une réorganisation du secrétariat général de la défense nationale ?

Secrétaire général adjoint de la défense nationale, M. Jacques Martin pourrait quitter très prochainement les fonctions qu'il occupe depuis six ans. Son nom est, en effet, le plus souvent cité pour la succession de Pierre Sebillan, ambassadeur de France en Yougoslavie, mort le 6 novembre dernier des suites d'un accident de chasse. Le départ de M. Martin pour Belgrade serait l'occasion d'une réorganisation du secrétariat général de la défense nationale (S.G.D.N.), dont il est fait périodiquement mention depuis quelques temps.

Dirigé depuis trois ans et demi par le général Jean Simon et dépendant du premier ministre, le S.G.D.N. est un organisme de coordination interministérielle en matière de défense et d'information permanente du gouvernement sur l'évolution de la situation internationale et ses menaces. Il est, de surcroît, un organisme de réflexion et d'étude prospective, chargé du secrétariat des conseils de défense présidés par le chef de l'Etat, de la préparation des négociations ou réunions internationales intéressant la défense et du contrôle des exportations d'armes. Sa division du renseignement, enfin, avec ses deux centres d'exploitation, dont l'un, spécialisé en matière scientifique et technique, établit des synthèses à l'intention des plus hautes autorités nationales. Le S.G.D.N. se charge de maintenir en permanence des communications avec le chef de l'Etat en déplacement.

Traditionnellement, et le secrétaire général est un officier général, le secrétaire général adjoint est un diplomate de carrière. Des militaires et des civils composent le personnel du S.G.D.N. A côté d'officiers généraux ou supérieurs, des trois armées travaillent, notamment, des représentants de l'administration préfectorale et des finances.

Un Conseil national de sécurité

Le général Simon a l'habitude de dire que cette diversité d'origine favorise une vue globale des problèmes de défense et la coordination interministérielle. En fait, l'efficacité du S.G.D.N. dépend beaucoup de l'attention que le premier ministre a décidé de consacrer aux problèmes de la défense envisagés dans son sens le plus large et, en de nombreuses circonstances, le S.G.D.N. rivalise avec les états-majors ou le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.

Au poste qu'il occupe depuis 1970, M. Martin a consacré une large partie de ses activités à la définition et à la mise en place d'une politique nationale de dissuasion nucléaire. Il a été partisan d'une politique fran-

caise de l'espace, qui aurait permis de ne pas se contenter des renseignements livrés par les seuls satellites d'une puissance alliée.

On prête l'intention au chef de l'Etat de concevoir les activités futures du S.G.D.N. à la manière de celles du Conseil national de sécurité aux Etats-Unis, qui est un état-major politico-militaire de renseignement et d'action à la disposition du président américain. Une telle évolution, si elle se confirmait, conduirait à placer le S.G.D.N. dans la mouvance du président de la République, et elle devrait être accompagnée d'un changement de responsables.

Le chef de l'Etat aura, en effet, à trancher entre deux thèses qui s'affrontent à l'occasion d'une réorganisation éventuelle du S.G.D.N. : laisser à un officier général le soin d'animer ce service interministériel avec un responsable civil comme subordonné ou confier — pour la première fois depuis juillet 1962, date de la création du S.G.D.N. — à une personnalité civile d'un rang important la tâche de diriger cet organisme, avec l'assistance d'un officier général et d'un autre civil.

Agé de soixante-quatre ans, le général Simon est à la tête du S.G.D.N., au-delà de la limite d'âge de son rang, qui est de soixante et un ans dans le cas d'un général d'armée. Compagnon de la libération et ami de longue date de l'ancien premier ministre, et ancien ministre des armées, M. Pierre Messmer, le général Simon a été désigné à ce poste, en mai 1973, par Georges Pompidou, sur la proposition de M. Robert Galley, alors ministre des armées du gouvernement Messmer. Les militaires sont nombreux à souhaiter le maintien d'un officier général à la tête du S.G.D.N., tandis que plusieurs noms sont déjà avancés pour les fonctions de secrétaire général adjoint. Parmi ces noms, l'un revient fréquemment : celui d'un administrateur civil, ancien élève de l'E.N.A., M. Paul Granet, ancien secrétaire d'Etat du gouvernement de M. Jacques Chirac et ancien député (app. U.D.R.) de l'Aube.

RAPATRIÉS

Les anciens harkis de Marseille suspendent leur grève de la faim

Les cinq anciens harkis qui faisaient la grève de la faim à Marseille depuis près de trois semaines (Le Monde du 24 décembre) ont décidé de suspendre leur mouvement jeudi soir 23 décembre, à la demande de la Confédération des Français musulmans d'Algérie (C.F.M.A.) dont ils sont membres.

La C.F.M.A. a pris cette décision à la suite d'une manifestation de soutien aux anciens harkis, au cours de laquelle son président, M. Mohammed Laradi, qui s'était rendu à Marseille, bien qu'il soit assigné à résidence à Evreux (Eure), a pu s'adresser aux quelques centaines de personnes qui s'étaient rassemblées devant l'église des Réformés, à l'appel de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (L.I.C.R.A.) et de la confédération. Celle-ci s'était déclarée « particulièrement alarmée » par l'état de santé des cinq grévistes de la faim (deux d'entre eux, selon un communiqué médical publié mardi soir 23 décembre, donnaient de vives inquiétudes à leur entourage) et a considéré comme positif le fait que M. Laradi n'ait pas été inquiété, le président de la C.F.M.A. a été élu pour la communauté des anciens harkis de leur espérance pour une véritable inscription dans la communauté française.

A l'issue de la manifestation, une motion rappelant les revendications des rapatriés musulmans a été déposée à la préfecture des Bouches-du-Rhône. La fédération départementale du parti radical a publié, de son côté, une déclaration estimant que « la dette de sang et d'honneur envers les Français musulmans qui ont combattu pour la France impose au

plus vite le geste d'apaisement qu'il réclament envers le président Laroche ». Le sort des cinq harkis, en effet, n'est pas réglé pour l'instant sur le plan judiciaire.

(Rappelons que M. Mohammed Laradi avait été arrêté en janvier dernier alors qu'il exerçait le service régional de la police judiciaire de Montpellier, à l'occasion de la manifestation de cette ville et à l'enlèvement du conseil lui-même.)

ÉDUCATION

A l'université de Nancy II

UN ENSEIGNANT DEMANDE A PASSER EN SECTION DISCIPLINAIRE

M. Eugène Faucher, chargé d'enseignement, membre du Syndicat autonome des enseignants de lettres, demande au président de l'université de Nancy II de « le traduire devant la section disciplinaire » de l'établissement. Il a volontairement rendu publics les débats — qui doivent rester secrets — d'une réunion du conseil de discipline où comparaissait un étudiant qui l'avait injurié lors des grèves du printemps dernier. Faucher proteste ainsi contre le fait que cet étudiant ait été acquitté par le conseil de discipline, où siègent quatre étudiants, deux professeurs membres du Syndicat national de l'enseignement supérieur, un d'enseignants C.F.D.T. et deux de Syndicat autonome.

هناك الامتحان

Les fêtes de fin d'année

A quoi sert Noël

Malraux nous a quittés quelques semaines avant Noël, fête de l'espoir, sans laisser d'adresse et moins encore de recette. Sur les autres de la chrétienté ne laissent plus que des joies d'interrogation. Que sait l'homme de son espoir ? Que sait le chrétien de son espoir ?

ites, sous le couvercle des des idées, foyers d'incroyance, poignées de bagues, confiant — récitent leur Credo au irant à chacun de ses articles : ont échappé aux sirènes du diable : ce sont les fils de la de la Sainte Eglise. Les , les tares et les vices de leur re ». Ils ne veulent pas les autres, s'y arrêter. Que pèsent à eux ces défauts en comparaison du fait de l'Evangile, de la ter- re du Dieu incarné et des pro- phètes de Jésus dont on ne sau- rait douter plus rien si l'Eglise continuait à les communiquer ?

Qui songe encore sérieusement que le fils de Marie s'est présenté comme le fils unique de Dieu ? A l'oublier, le message de Jésus est amoindri d'une dimension essentielle. Est-ce parce qu'elle est adulte comme elle le croit ou parce qu'elle est dans son âge ingrat que l'humanité repousse toute paternité divine ?

Noël est le mystère de la jonction indissoluble entre l'homme et Dieu, de la suture entre le culte de l'homme et le culte de Dieu. Jésus n'est pas un quelconque fondateur de religion. C'est parce qu'en lui l'humanité a atteint son point culminant, indéchirable, qu'il a vaincu la mort.

Sur toutes les civilisations, et singulièrement sur la nôtre, flotte une odeur de mort. L'espoir et l'espoir ont déserté l'une après l'autre le cœur de l'homme moderne. Malraux a parfaitement compris que la religion était indispensable à la création et au maintien d'une civilisation. Tout se passe comme si elle était seule à détenir les clefs de l'avenir.



(Dessin de KONZ.)

réclamer sans cesse la conversion du volon, mais jamais la sienne... Jésus a tout résumé dans son commandement d'amour. C'est, on le sait encore, et personne n'ose s'en moquer : beaucoup même s'efforcent de l'appliquer à leur manière, laïque. Mais, du même coup, ils versent dans une banale philanthropie.

Qui songe encore sérieusement que le fils de Marie s'est présenté comme le fils unique de Dieu ? A l'oublier, le message de Jésus est amoindri d'une dimension essentielle. Est-ce parce qu'elle est adulte comme elle le croit ou parce qu'elle est dans son âge ingrat que l'humanité repousse toute paternité divine ?

Noël est le mystère de la jonction indissoluble entre l'homme et Dieu, de la suture entre le culte de l'homme et le culte de Dieu. Jésus n'est pas un quelconque fondateur de religion. C'est parce qu'en lui l'humanité a atteint son point culminant, indéchirable, qu'il a vaincu la mort.

Sur toutes les civilisations, et singulièrement sur la nôtre, flotte une odeur de mort. L'espoir et l'espoir ont déserté l'une après l'autre le cœur de l'homme moderne. Malraux a parfaitement compris que la religion était indispensable à la création et au maintien d'une civilisation. Tout se passe comme si elle était seule à détenir les clefs de l'avenir.

HENRI FESQUET.

Le réveillon des détenus d'Oermingen

Une heure déjà que les cinq petits plats d'huitres ont été déposés, de place en place, sur les nappes de papier qui recouvrent la table en « U », mais personne n'y a touché. On parle sagement, timidement, sans qu'aucun des convives n'ose encore tendre la main au-delà de son assiette. Comme si une mauvaise conscience taraudait les esprits : des huitres un soir de réveillon, quel de plus banal pourrait ? Et puis au bout, à droite, une voix qui rompt le silence : « Ne dites pas ce qu'on se paye ce soir. Sinon, dehors, ils vont remettre ça sur les tables quatre étoiles... » Une demande insistante, presque une prière. Un repas de Noël dans une prison, est-ce donc si scandaleux qu'il faudrait lui faire peur au point d'effrayer ceux qui, « dehors », à la même heure, fument aussi la pipe ?

En fait, oui, à Oermingen (Bas-Rhin), jeudi 23 décembre, les dix-huit détenus du groupe Bourgogne se sont offert un « extra » : des lignes de caviar et une fondue payée de leurs deniers pour oublier, ne serait-ce qu'un soir, l'ordinaire plutôt maigre des cuisines.

Au rez-de-chaussée du même bâtiment, le réveillon ne fait que commencer pour ceux du groupe Lorraine. Cheveux frisés, paillettes et Jean délavé, une jeune chanteuse batte les yeux sur sa guitare, fuyant un instant, par gêne ou par pudeur, les dix regards qu'elle sait rivés sur elle. Pour les gars qui l'écoutent, assis en rond, les filles c'est « dehors ». Elle aussi est venue de « dehors », de Sarreguemine, avec le copain qui chante à côté d'elle, juste pour la soirée.

« Dehors », le rêve le plus commun dans les cellules bouillottes à double tour, les lofts aperçus de derrière les barreaux, ce bout de ciel au-dessus du mur d'enceinte. Non, ici, c'est seulement l'autre côté de la barrière, la route qui longe la grille ouverte, la talus à

moins de 1 mètre au-dessous du muret qui entoure la prison. Centre-école, Oermingen a vocation de donner un métier en moins d'un an à environ deux cents jeunes détenus dont certains, pour aller jusqu'au bout, doivent « faire le sacrifice » d'une remise de peine ou d'une libération conditionnelle. Mais depuis 1970, Oermingen, c'est aussi plus que cela : cette année-là, on a rasé les miradors et supprimé les sentinelles armées qui encerclaient le camp.

Perdue dans la campagne arborée, la vieille caserne construite pour le repos des troupes de la ligne Maginot abrite aujourd'hui une expérience en marge de l'univers pénitentiaire. Une prison sans mur ni barreaux. Ici, on ne dit plus « cellule », mais « chambre ». On ne parle plus d'évasion mais de « fugue ». Et si l'on ferme les portes des chambres à clé le soir, c'est affirmé M. Decamps, directeur du centre, « pour éviter que les gars ne fassent le carton toute la nuit et ne soient plus bons à rien le lendemain ».

En marge de l'univers pénitentiaire

Pour le reste, s'ils veulent vraiment sortir, ils n'ont que la fenêtre à ouvrir. Après 20 heures, il n'y a plus que trois surveillants, un à l'entrée, l'autre au centre d'accueil, le dernier en ronde, inutile donc d'échafauder un plan perfide, de nouer des draps, et d'étudier le parcours pour faire la belle. On n'a — presque — qu'à s'en aller doucement sans prévenir.

Il en faut une trentaine ici à s'enfuir chaque année. Tous repris quelques semaines plus tard. Mais aucun ne reviendra à Oermingen. Pour y entrer, en effet, ils ont dû tous s'engager à ne pas s'enfuir et à suivre l'enseignement dispensé. Le fugueur, qui a rompu le pacte, est

donc renvoyé en maison d'arrêt. « Mais je préfère trente-cinq », à un seul suicide, et ici personne ne s'est jamais suicidé », note M. Decamps, visiblement satisfait que ce nouveau libéralisme ait pris le pas sur le style « école d'enfants de troupe » qu'il connaît lors de son premier passage dans la maison, il y a plus de vingt ans.

Douze ateliers — de la menuiserie au béton armé, de la soudure à la peinture — fonctionnent en équipes restreintes (quinze détenus-ateliers) sur un programme imposé par la formation professionnelle des adultes. Sept heures de travail par jour avec quinze instructeurs et une heure et demie d'étude avec des éducateurs, le régime n'est pas de tout repos. Mais, en neuf ou dix mois, le détenu obtient un diplôme reconnu : « C'est vrai que c'est mieux que de perdre son temps à fabriquer des boîtes ou des gadgets », admet un jeune détenu assis sur son lit entre Michel Sardou, face et profil et quelques filles découpées dans Play Boy.

Prison modèle ? Avant de laisser ses « pensionnaires » réveiller leur esprit, M. Decamps leur explique tranquillement que « ça pourrait certes être mieux, mais qu'il y a bien pire ». Ce qu'ils savent tous déjà. « Oermingen était en pointe, ajoute le directeur, mais aujourd'hui, nous sommes surtout en marge. On nous tolère, on nous admet. Sans plus. L'expérience n'a pas fait de petits. Prenez garde, il n'y a pas d'autre Oermingen. »

S'en sort-on mieux qu'ailleurs pour cela ? Le plus vieil éducateur de la maison, M. Tomassot, n'ose trop s'avancer : « Quand ils arrivent, nos gars, on voit tout de suite que la maison leur fait un peu peur. Ils sont déjà intimidés par la taule. Nous, on fait un peu d'effort de ce qu'ils trouveront à la sortie... La convalescence ou la rechute.

DOMINIQUE POUCHIN.

Les veuves du 27 décembre

Pas d'arbre de Noël dans la salle à manger de Mme Warin à Lens. Simple- ment sur la table, une broderie représente un jeune mineur souriant sous sa lampe frontale. C'est le chef de famille, tué le 27 décembre 1974 dans la catastrophe de Liévin. Sur l'image, un ruban tricolore est épinglé : la médaille de la reconnaissance nationale, décernée à titre posthume.

Dans les minuscules mal- sons grises, où les veuves de mineurs sont logées gratuite- ment par les houillères, elles sont une quinzaine qui font partie de l'association du 27 décembre 1974 créée après le drame. Mme Warin en est la présidente. C'est une femme jeune encore, la trentaine, au visage avenant. Elle est mère de deux enfants, dont l'un, un garçon de douze ans, est fortement traumatisé, surtout dans cette période de fêtes, dira-t-elle, par la disparition du père.

Après l'accident — c'est ainsi que s'expriment, pudiquement, les veuves du 27 décembre — il a fallu faire face. « Je n'ai ni parents, ni beaux parents, personne pour garder les enfants », explique Mme Warin. « J'ai pris un travail de caissière le matin, dans un magasin à grande surface. L'après-midi, je suis des cours de recyclage pour décrocher un jour un diplôme de comptable. Le soir, je m'occupe des gosses et du ménage. Et ce n'est pas drôle. Tous les jours, mais comment faire autrement si l'on veut vivre décemment ? »

Ni révolte ni amertume dans la voix. Rien d'autre qu'une constatation : « On n'a que le minimum à l'argent ? Mme Warin se refuse pourtant à en parler : « Nous touchons nos indemnités, nos pensions de veuves, tout ce qui nous est dû. Le problème n'est pas là. » Pour elle, ce qui compte c'est de ne pas céder à l'angoisse, à la solitude. C'est aussi d'apporter sa pierre à la lutte commune, « pour qu'un nouveau Liévin ne soit plus possible ». D'où l'action conjointe avec les syndicats : « Nous voulons, nous aussi, connaître les causes réelles de la catastrophe. Nous avons, les premières, le droit de savoir. »

Sous les vitraux de la mairie de Liévin, qui recom- posent la triste paysage des charbonnages environnants, les veuves étaient là, jeudi soir, muettes, apportant seu- lement le témoignage — leur présence. — J.B.

(Lire page 22 les déclarations faites à l'occasion du deuxième anniversaire de la catastrophe de Liévin.)

M. ALEZARD (C.G.T.) DÉNONCE LE « MYTHE DE LA VIE PARISIENNE »

« Paris est aux avant-postes de la crise, et derrière le mythe de la vie parisienne qui fait de nous des privilégiés, il y a la misère qui s'étend chaque jour. »

M. Gérard Alezard, secrétaire général de l'union départementale C.G.T. de Paris, a, le 23 décembre devant la presse, multiplié les pré- cisions sur la détresse que dissi- mule le luxe exaspérant des nantis : sur deux millions de sala- riers, on compte deux cent mille « smicards » à 1 560 francs mens- suels pour quarante heures de travail hebdomadaires, et six cent mille autres personnes ga- gnant moins de 2 000 francs tan- dis que de nombreux retraités n'ont pas le minimum vital.

La misère à Paris, c'est le temps qui passe sans emploi et sans qualification pour cent cinq mille chômeurs dont la moitié ne per- coit aucune indemnité et parmi eux, des dizaines de milliers de jeunes. C'est la peur de l'insécurité et aussi dix-huit mille coupures de courant et six mille cinq cents expulsions de logement l'année dernière. Et sans tomber dans le misérabilisme, M. Alezard évoque aussi l'impossibilité, pour tant de gens, de se loger, de se soigner, de se distraire ou de se cultiver.

Certes, le dénuement obéit l'opulence et le gaspillage dans d'autres villes, mais la C.G.T. estime qu'à Paris la responsabilité du gouvernement et du patronat est encore accentuée par la « dés- industrialisation ». Paris a perdu près de cent dix mille emplois dans l'industrie en deux ans. En 1975, cinq cent quarante-deux établissements ont disparu, et cet effacement est particulièrement net dans l'alimentation, l'habillement, la métallurgie, l'imprimerie. En 1974, on n'enregistrait qu'une offre d'emploi pour 2,5 chômeurs, il n'y en a plus qu'une pour douze en 1976.

LA COURSE AUX ÉPICERIES DE LUXE

A guichets grand ouverts

Il fallait une ou deux heures d'attente, jeudi 23 décembre, pour se faire servir chez Fauchon. Depuis qu'est donné le coup d'envoi des fêtes gastronomiques de fin d'année, l'épicerie de luxe de la place de la Madeleine à Paris ne désemplit pas.

Des records boulimiques sont en passe d'être battus : le kilomètre de boudin blanc est déjà dépassé, la tonne de foie gras (à 650 F le kilo) est atteinte et, d'ici à la Saint-Sylvestre, on ne désespère pas, place de la Madeleine d'arri- vers au but des 10 tonnes de mar- rons glacés (à 150 F le kilo) et de franchir la ligne des 400 kilos de caviar (à 1 000 F le kilo). Sans compter quelques joies paniers de truffes à 1 000 F le kilo et de belles descentes de saumon à 300 F le kilo.

Toujours chez Fauchon, cinq en cas d'accident gastrique, cinq cents bouteilles de champagne s'envolent chaque jour. Du reste,

le pétillant liquide est, cette année, particulièrement apprécié : certaines firmes ont, pour rester dans la métaphore sportive, déjà égalé leurs performances de 1974, une année, pourtant, de « Coupe du monde » ! Alors, les Nôles riches, un Noël pour riches ?

Pas si sûr : les grands maga- sins parisiens ont été pris d'assaut, en province aussi, les super- marchés ont affiché salle comble. Partout on pressent, leurs diri- geants approuvent, une grande cris, ou plutôt se déclarent « assez » ou « très » satisfaits, ce qui équivaut, compte tenu de la conjoncture, à une véritable éva- sion. « Les clients ne sont pas aussi moroses que les hommes d'affaires ou les hommes politi- ques », assure-t-on, par exemple, à Carrefour.

Jusqu'au dernier moment, les stands commerciaux ont joué à guichets grands ouverts. Noël

1976 tombait, contrairement à l'an dernier, un excellent jour : le samedi.

Il se vend, au cours de la période de Noël, le tiers des cent quatre-vingts millions de jouets achetés chaque année en France. Ce marché est peu sensible aux aléas économiques, et, en 1976 encore, les poupées, les ours en peluche, les trains électriques, se sont enlevés comme des petits pains.

Sont-ce les familles les plus modestes, comme le veut une cer- taine légende, qui achètent les jouets les plus chers ? « Aujourd'hui, dit une commerçante, tous les gens s'habillent de la même façon. Alors, s'achètent les jouets les plus chers ? » Les jouets, mais aussi les articles ménagers, les disques, les livres, les vêtements, et tous les classiques cadeaux d'hiver, la plupart des grands magasins.

Des enfants parlent des jouets

Les jouets sont conçus, fabri- qués et achetés par les adultes. Mais qu'en pensent les enfants ? C'est la ques- tion que se sont posée les élèves du cours moyen prémi- ère année de l'école Paul- Vaillant-Couturier à Argenteuil (Val-d'Oise), dont le maître pratique la pédagogie Freinet. Ils y répondent dans le numéro de décembre de leur journal « la Classe 12 ». Voici des extraits de ces textes :

— Quels sont les jouets que tu préfères ?
Frédéric. — La balle, le ballon, la corde, ceux faits avec des clous, des planches, des chiffons, parce que ça m'intéresse.
Yvonne. — Les jouets que j'aime vraiment, c'est les jouets achetés (1) : la poupée, le jeu de ping-pong. J'en ai un, mais je ne joue jamais parce que je n'ai pas de table. J'ai tout le reste. Puis le vélo, je n'en ai pas, mais je voudrais bien en avoir un.
Serge. — Moi, c'est les jeux avec les voitures et les bonhommes articulés, et surtout le canon à poule. De toute façon, je préfère ce qui roule et qui marche.

Azedine. — Moi, je préfère les jeux de plein air, le football. J'aime qu'on joue après moi, ça fait un peu de sport.
Xavier. — J'aime tous les jeux, mais en particulier ceux que l'on fait avec des roues. Je trouve ça bien, car on n'a pas besoin d'acheter grand-chose et l'on peut jouer tout seul.
Nathalie (neuf ans et dix mois). — J'aime surtout les poupées. Je sais qu'à mon âge, mais enfin, j'aime moins les voitures, c'est normal, je ne suis pas un garçon.

— Quels sont les jouets que tu n'aimes vraiment pas ?
Mohamed. — Les jouets schéatisés, comme les poupées. Elles se démontent et ne se remettent plus. Les voitures se cassent en une minute.
Florentine. — Les jouets que je n'aime vraiment pas sont les armes, car elles servent à tuer, et je n'aime pas du tout la guerre, car depuis que mon grand-père m'a raconté comment a été la dernière guerre mondiale, cela m'a choqué.
« Je n'aime pas les poupées, je ne suis pas une fille », dit Florentine.
Francette. — Les jouets de société et la course, parce que ça me fatigue.
Catherine. — C'est la peinture, parce qu'on s'en met partout.
Radia. — Les poupées, c'est pourtant pour les filles, mais je n'aime pas les poupées.

Azedine. — Moi, ce que je n'aime pas, c'est la corde, les pou- pées, la peinture, les échecs, les jouets achetés, par exemple les jouets les plus chers ? « Aujourd'hui, dit une commerçante, tous les gens s'habillent de la même façon. Alors, s'achètent les jouets les plus chers ? » Les jouets, mais aussi les articles ménagers, les disques, les livres, les vêtements, et tous les classiques cadeaux d'hiver, la plupart des grands magasins.

— Te laisse-t-on assez de temps pour jouer ?
Florentine. — Oui, car mon papa ne veut pas que je regarde la télé. Il a bien raison. Pendant ce temps-là, je joue.
Fatima. — Des que je joue, maman me dérange ; elle me dit « va ramener ça, va ramener ci, etc. ». Alors, je ne trouve pas le temps de jouer.
Azedine. — Les parents laissent toujours leurs enfants jouer pour qu'ils ne les embêtent pas quand ils font le ménage.
Michèle. — Chaque fois que je joue, ma mère balade le tapis, et le samedi, mon père arrive du tra- vail très tôt, on doit tout ranger et il faut qu'on mette la table. Et le dimanche, on ne peut pas jouer avec ses jouets, parce que quand il fait beau on va au bois et quand on rentre il fait nuit.

Jean-Christophe. — Moi, on me laisse jouer. Quand j'ai fini de me laver, de ranger mes affaires, d'apprendre mes leçons et de crier mes chaussures.

ÉCOLOGISTES ET PACIFISTES DEVANT LES GRANDS MAGASINS

C'était, disaient-ils, pour protester contre les « jouets guerriers » et la pollution des cheminées. Écologistes et pacifistes se sont offert, en fait, avant l'heure, leur cadeau de Noël : une petite « manifestation » à la mode de gauche.

Cinq cents à mille personnes, dont un certain nombre déguisées en Père ou en Mère Noël, se sont ras- semblées, à l'appel des Amis de la Terre, de l'Union pacifiste de France, etc., jeudi 23 décembre, à 17 h. 30, devant « les temples de notre société » que sont les grands magasins.

Quelques manifestants se sont octroyés en outre le plaisir — par pur antisocialisme ? — de déchirer les journaux d'un militant d'Action française et de malmenier — par pur antisocialisme ? — un membre de l'Armée du Salut.

Même la police n'a pas voulu man- quer la fête : elle a dispersé — brutalement — ce qui restait du cortège passé de la Condamner, aux Halles. — P. B.

S'ÉVEQUER DU MIDI ONCENT LE GASPILLAGE

notre correspondant.)
douce. — Dans un message adressé pour Noël aux s de Midi-Pyrénées et du Sud-Ouest, les archevêques d'Auch, Toulouse, ainsi que ceux de Cahors, Carcas- sonne, Montpellier, Pau, Bayonne, Bordeaux, Saint-Étienne, rappellent qu'ils ont les échos d'une situa- tion économique préoccupante : départements, éloignés des se concentrations et des de décision, constatent-ils, particulièrement atteints.
« Il est acceptable que, constan- tement à l'esprit que l'on a en- tée en sa venue, l'épiscopat gaspille des uns vien- bleux plus encore les su- quêtes pour la survie de act-rités et la sécurité de ressources... »

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

us d'un million et demi
résidences secondaires
en France

BIENFAITS DU PLAISIRS ?

N se souvient de ce « résident secondaire » qui avait été attaqué en justice le 17, son voisin, parce que son chantait trop tôt le matin... l'histoire de la coexistence entre eux d'un jour et de toujours... riche de ces anecdotes algébriques. Par moments, c'est l'idylle : fermière est ravie de vendre œufs et son lait, l'agriculteur bien content de céder une ou x pâtures au tarif du terrain... ou de se débarrasser d'une de grange... A d'autres, le tor- brulé : l'agriculteur est agacé voir ses herbes pâturées ; ou la flamée des prix fon- l'empêche d'agrandir son otation... et la commune se e pour des équipements ré- s par les citoyens dont les s restent clos la plupart du s.

Les résidences secondaires, un ou un mal ? Que peut-on : pour en limiter les inconvénients, déséquilibres sociaux, dégradation des paysages ? Il grand temps de mener à ce : une politique cohérente, car dénomme continue de s'am- r. Selon le dernier recense- (1975), il y a en France 000 résidences secondaires, un tiers de plus qu'en 1968, que, pendant la même pé- les résidences principales augmenté de 13 %. Au les résidences secondaires sentent, en 1975, 8 % du re des logements existant rance (21 millions). Entre et 1975, elles ont gagné un . Bien sûr elles sont concen- dans les départements s, les régions de sports r et le long des autoroutes la région parisienne et le an. Dans certains départe- s en voie de dépeuplement,

on note (comme le démontre la carte), un déséquilibre impor- tant : dans sept départements, le taux de résidences secondaires dépasse 20 %. En fait, dans cer- taines communes, il peut être supérieur à 50 %. Même dans d'autres départements, où la pré- sence de grandes agglomérations fausse les moyennes.

La réalité statistique est diffi- cile à cerner. On peut toutefois avancer quelques chiffres. Pour près de la moitié, les résidences secondaires ont été construites depuis 1914. Mais la proportion de constructions neuves est beau- coup plus forte dans les départe- ments alpins ou ceux du littoral atlantique ou méditerranéen. En- fin, l'accroissement constaté entre les deux derniers recensements résulte autant de constructions nouvelles que de maisons ancien- nes rénovées. A qui appartiennent ces maisons de vacances ou de week-end ? Selon certaines statis- tiques, trois millions sur qua- tre sont propriétaires de leur résidence : près de 30 % d'entre eux sont des cadres supérieurs ou des membres de professions libé- rales, 13 % des cadres moyens, 12 % sont des patrons ou des commerçants, et 5 % seulement des ouvriers. Près de la moitié des ces propriétaires ont hérité d'une maison, ce qui semble indiquer qu'il s'agit dans bien des cas de maisons de famille que les enfants ont gardées dans leur province d'origine bien qu'ils ha- bitent et travaillent à la ville.

Mais le chiffre le plus surpre- nant indique que près de 30 % des résidences secondaires ne sont même pas utilisées pendant les grandes vacances. Parce qu'elles sont trop proches du domicile permanent (moyenne 138 kilomètres). Voilà qui aggrave l'un de leurs inconvé- nients : l'animation qu'elles procurent à une commune sur le déclin est temporaire et, donc, de peu d'effet.

Bienfaits ou « nuisances » ? La multiplication des résidences se- condaires dans les régions rurales ou en montagne a des consé- quences qui sont à la fois bénéfiques et néfastes. A double face. L'arri- vée de quelques amateurs de cam- pagne et de vieilles pierres a sauvé certains villages d'un aban- don certain. Ailleurs, la concen- tration brutale d'étrangers — ou d'hivernants — sociable la dispa- rition de modes de vie et d'équi- lices locaux.

Les agriculteurs sont en pre- mière ligne : si la vente de mai- sons anciennes (ou de terrains) a pu leur apporter un supplément de trésorerie qui les a aidés à tenir plus longtemps, les trop grande fréquentation touristique, ou la multiplication de résidences secondaires provoquent une hausse anormale du prix des terrains et même, dans certains cas, une gêne dans la vie courante (circulation, prix plus élevés chez les commer- çants, indisponibilité des arti- sans). Même chose pour d'autres professions, celles du bâtiment surtout : dans un premier temps elles profitent d'un marché de la construction plus vif. Mais les grosses affaires leur échappent, car les promoteurs font alors appel à des entreprises plus im- portantes. Les commerçants eux aussi voient leur activité « foute- tée » pendant les vacances ou les week-ends et ont du mal à s'adapter à ces « coups d'accor- déon », et ont tendance à profiter de la présence des « étrangers » pour augmenter leurs prix.

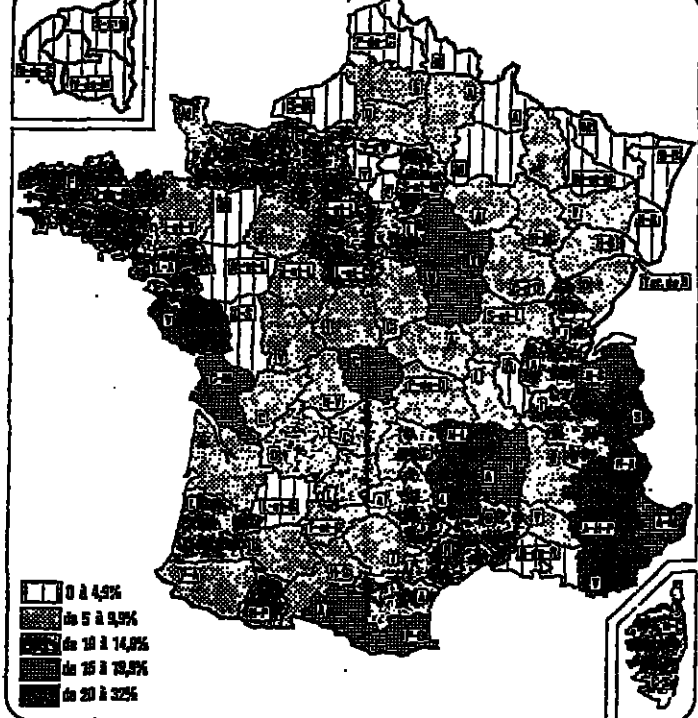
« Bonnes raisons »

Le fait le plus spectaculaire est la hausse des prix des terrains : de 1 F le mètre carré pour la terre agricole, on passe allégrement à 10 F, ou même 40 ou 50 F, dès qu'il s'agit de construire ! Mortelle pour l'agriculteur, cette flamée entraîne aussi une ségrégation de la clientèle touristique, les plus fortunés se retirant, bien sûr, dans les zones les mieux situées.

Enfin, la présence de nombreux résidents secondaires qui finissent souvent par « prendre le pouvoir » au conseil municipal entraîne des déséquilibres dans la gestion communale. Pour des maisons dont les volets restent fermés dix mois sur douze, il faut créer des réseaux d'assainissement ou d'illumination en eau, pourvoir des chemins, s'équiper parfois plus que les habitants permanents ne l'auraient souhaité et n'en au- raient réellement besoin. Les res- sources procurées par la taxe locale d'équipement — quand elle est perçue, — ou diverses taxes professionnelles, ne compensent pas toujours ces dépenses nou- velles.

Toutes ces « bonnes raisons » alimentent des conflits plus ou moins ouverts entre les étrangers et les habitants. Les maladroites des nouveaux venus qui s'entou- rent de clôtures, ignorent super-

NOMBRE DE RÉSIDENCES SECONDAIRES POUR CENT LOGEMENTS



Les indications données pour Paris et les départements de la couronne, d'une part, et, d'autre part, pour les deux départements de la Corse, ont un caractère global.

biement les règles de la commu- nauté, méconnaissent les habi- tudes des ruraux et importent leur mode de vie et leurs valeurs de références, renforce la mé- fiance et la déception des habi- tants « traditionnels » qui se sen- tent soudain étrangers chez eux.

Comment organiser une coexis- tence pacifique entre les uns et les autres, corriger les déséquilibres, maîtriser un phénomène qui continue de s'amplifier ? Une étude réalisée à la demande du ministère de l'équipement propose les voies d'une politique.

Certaines mesures visent à empêcher (dans les plans d'oc- cupation des sols) la construction de maisons dans les zones natu- relles, à renforcer le système d'imposition sur les plus-values foncières, à accroître les possi- bilités financières des communes pour leur permettre d'acheter des terrains ou d'organiser des grou- pements de maisons, ou encore

de surimposer les résidences se- condaires éloignées en contre- partie de certains services com- munaux. D'autres ont pour but d'augmenter le taux d'utilisation des maisons en subordonnant le permis de construire à un enga- gement de les louer quand elles ne sont pas occupées par son propriétaire. D'autres, enfin, ten- dent à augmenter les ressources des communes touristiques.

Certaines de ces propositions sont excellentes. Mais on peut s'interroger sur l'opportunité d'établir une discrimination en- vers les résidents secondaires quand on se souvient de la véhé- mence des débats parlementaires, lorsqu'il s'est agi d'imposer sur les plus-values les ventes. Pour freiner l'exode des citadins, le plus efficace serait sans aucun doute d'améliorer la vie dans les villes. Mais ce n'est pas le plus simple.

MICHELLE CHAMPENOIS.

CONTE ET COMPTES

LES stations de ski des Monts- gnes Rocheuses étant restées jusque-là vierges de toute neige, fait inhabituel pour la saison, les ladies Utes du Colorado n'ont pas hésité, dans les premiers jours de cette semaine, à implorer en grand appareil et au son des tam- bours rituels le Grand Manitou, comme ils l'avaient déjà fait en semblable circonstance — et avec succès ! — en 1963.

En cette période où fleurit le conte de Noël, imaginons que, non- tis d'une même foi (sinon des mêmes « pouvoirs »), nous adressions à notre tour nos prières au Grand Esprit des Montagnes... Que lui demanderions-nous ?

D'abord, c'est bien probable, que les remontées mécaniques ne mettent pas — qu'elles que soient les causes de ces dérayages — leurs parkes en berne au seul moment de l'ou- née où tant de personnes peuvent s'offrir la joie d'aller glisser sur les pentes.

Ensuite, c'est certain, que la neige et l'altitude, deux dernières précie- ses pour nos poumons et notre sys- tème nerveux de gens des villes, cas- sent de grimper toujours à l'échelle des prix, jusqu'à calmer dangereu- sement.

C'est le temps des contes. Révons un peu...

L'ALLIANCE EUROPÉENNE DE L'AIR

VOIS SPÉCIAUX

DEPART DE PARIS

ATHÈNES	870 F.A.R.
NEW-YORK	1.450 F.A.R.
TEHERAN	1.900 F.A.R.
DELHI	2.200 F.A.R.
KARACHI	2.200 F.A.R.
BANGKOK	2.250 F.A.R.
BOMBAY	2.300 F.A.R.
COLOMBO	2.500 F.A.R.
HAWAÏ	2.600 F.A.R.
RIO	2.800 F.A.R.
TOKYO	4.200 F.A.R.
TOUR DU MONDE	7.300 F.A.R. valable un an

bon pour recevoir gratuitement notre brochure 76

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

COURCHEVEL 1850m

vous offre le plus grand domaine skiable et des prix spéciaux pour la période de Janvier

HOTEL COURCHEVEL

Tel (79) 08.02.59

Forfait 6 jours à partir de 600 F

pagne

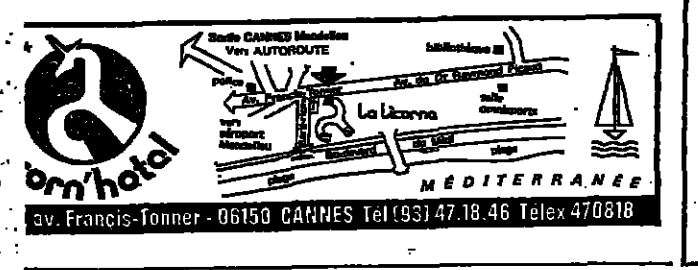
'SECRÈTE' COSTA-BRAVA

NOTRE côté, les Fran- çais ne la connaissent pas comme elle mé- rite ! Ce regret, M. Fran- çois Masferrer, délégué de l'association touristique de la Brava, l'a exprimé à de reuses reprises au cours de sa tournée qui vient d'entre- prendre dans quelques capi- tales, la nôtre.

Out de la C.T.C.B. est clair : d'abord les agences s ne les fabricants de voya- ges s Européens ignorent le plus nt les vraies ressources d'un ble « unique en son genre, sur quelque 150 kilomètres rd de mer et des milliers ares d'arrière-pays, peut ant offrir au touriste à peu tout ce que demandent les plus exigeants ». Et dans un deuxième temps, les ayant con- vaincus, souhaiter qu'ils sachent eux-mêmes convaincre à leur tour.

Dans la brochure « Paysages et chemins de la Costa Brava », quadrillage (espagnol, français, anglais et allemand), on trou- vera à cet effet un inventaire très détaillé des stations et des villes, bourgs et villages de l'arrière- pays.

Il est encore un peu tôt pour savoir si l'Espagne de l'été pro- chain saura proposer des prix compétitifs. On peut cependant être d'ores et déjà assuré que la Costa Brava est décidée à tout mettre en œuvre pour se bien vendre.



Croisières

ÉCOLIERS AU LARGE

IL y avait les classes de neige et les classes de nature. En attendant les classes « en mer », voici la première croisière « éducative » proposée par Paquet, toujours à la recherche de for- mules qui permettraient de « dé- mocratiser » des navires de plus en plus difficiles à rentabiliser.

En faisant coïncider les trois dates du lever d'ancre de l'Azur (5, 12 et 19 février 1977) avec celles des vacances scolaires de 2^e et 3^e cycles, les promoteurs de ce pa- cifique « au soleil de l'histoire » plac- sent le double signe de « l'éduca- tion et de la culture » entendant bien s'attaquer au marché des jeunes. On s'étonnera dès lors de la restriction appliquée à l'âge des participants, qui doit se situer entre quinze et vingt-cinq ans, on aurait pu, semble-t-il, admettre à bord des enfants de dix ou douze ans.

L'originalité d'une telle démar- che réside dans le fait que tout au long de la semaine qu'ils pas- seront sur le bateau, les partici- pants bénéficieront de façon quasi permanente de conférences et d'exposés audio-visuels desti- nés à « préparer » les passagers aux écoles qu'ils feront.

Malte, Patras, Athènes, Syracuse, Naples, Rome et Ajaccio, départ et arrivée ayant lieu à Toulon.

Outre la présence — et l'assis- tance — des professeurs, et celle des guides qualifiés qui condui- ront les excursions à terre, les croisiéristes en herbe pourront participer aux activités sportives et aux ateliers prévus à bord. Chaque soir, un « club-cab » avec discussions et débats sera or- ganisé.

A noter enfin, les prix, qui s'échelonnent à partir de 1.200 francs par personne (soins A et B) et 1.140 francs (soins C) pour une semaine, tout compris. C'est dire des tarifs très proches de ceux pratiqués pour une période d'égale durée aux sports d'hiver, si l'on additionne trans- ports, remontées, pension, location de matériel, etc.

Il faut souhaiter que l'idée fasse son chemin et s'ouvre à ses deux promoteurs (Paquet et I.D. Service) de l'avoir vue. A l'heure où l'on parle si complai- samment de « vacances pour tous », il serait dommage que la croisière ne figure pas sur la liste des propositions.

* Renseignements : I.D. Service, tél. : 784-12-77. Paquet : 208-57-23.

Casinos

LE PACTOLE

A en juger par les chiffres que révèle une étude sur l'activité comparée des ca- sinos en France, la crise n'affecte pas les tapis verts, qui ont enre- gistré dans l'ensemble une hausse des recettes de 20 %.

Avec une « cagnotte » qui passe de 31 079 288 F à 41 334 433 F, le casino Ruhl de Nice vient au second rang des casinos français, derrière Divonne-les-Bains (avec 75 757 176 F). Viennent ensuite, par ordre d'importance, le Palm Beach de Cannes (38 065 992 F) et le Palais de la Méditerranée, à Nice (33 813 408 F).

Par le cumul de leur chiffre respectif, les trois casinos Ruhl, Méditerranée et Casino Club (81 millions de francs), prennent la première place en France. La principale place em- preinte reste cependant Monte- Carlo, où, pour l'exercice 1976, la salle S.B.M. (Société des bains de mer) annonce un bénéfice brut de 190 millions de francs.

Artisans de ce pactole (1) : les flambeurs italiens, qui restent, et de loin, les plus nombreux sur la Riviera française.

(1) L'Etat effectue un prélève- ment « monopolistique » de 80 à 90 %, pouvant atteindre 90 % en cas de super-bénéfice.

A MER A UN PAYS: LA GRECE.

Si vous n'avez plus envie de faire le pitre sur deux planches de bois, d'attraper la grippe, de vous casser une jambe et d'avoir les lèvres gercées, partez en Grèce cet hiver. Pour ce faire, il vous suffit de demander à votre agent de voyages un des programmes proposés par : Air-Grèce, Cruise & Air, Euro 7/Airtour, Europair, Eurotour, Espaces 77, Hellenic Air, Jeunes sans Frontières, Jet Tours, Jumbo, Klat Travel, Navifrance, Novatours, Pharos-France, Philibert, Touropa, Unisud, Voyage Conseil, Fram, Y Tour.

Pour tous renseignements complémentaires, téléphonez ou écrivez à l'Office National Hellenique du Tourisme : 3, Avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 260.65.34-65.75-50.22.

LA GRECE.

Partez en Grèce avec **OLYMPIQUE**

TOURISME

FOURCHETTE EN L'AIR

Slavik à « l'Européen »

S'il désigne généralement l'ensemble des bâtiments et installations établies aux stations des lignes de chemin de fer (Robert), le mot « gare » peut signifier aussi, lorsqu'il devient interjection, « attention ! ». Le hasard de notre langue fait bien les choses, et tous les gens avisés savent qu'à proximité des gares — de toutes les gares — il convient justement, l'heure du repas venue, de faire attention, très attention aux restaurants qui fleurissent au long des voies ferrées. Car on rencontre dans ces redoutables parages parfois du meilleur mais très souvent du pire.

L'Européen est une vieille maison que tous les Parisiens connaissent, serait-ce seulement de vue, et que connaissent de même tous les provinciaux pour peu qu'ils aient transité par la gare de Lyon. Ses propriétaires successifs y avaient joué dans l'ordre, pendant des lustres, sans crainte de perdre jamais leur mise, le tiers classique de la limonade : café-brasserie-restaurent. Mais, depuis quelques années, les turluttes du steak-frites et les parleurs de la choucroute garnie s'étaient montrés toujours un peu plus difficiles, les choses n'allaient plus aussi bien, derrière les grandes terrasses qui marquent l'angle du boulevard Diderot et de la rue de Lyon.

Vint M. Robert Probst, un homme qui avait fait ses preuves en créant la Taverne Winston-Churchill de la rue de Presbourg : un homme de quarante-neuf ans, dynamique, et bien décidé à prouver qu'on peut très bien, même face à une gare, mettre dans les assiettes une cuisine de qualité. Et prouver par là qu'on peut aussi aller déjeuner ou dîner dans une brasserie « de gare » sans se croire obligé pour autant de prendre le train ou d'attendre quelqu'un qui en descend.

En demandant à Slavik de restaurer — chacun son tour ! — sa maison, M. Robert Probst était sûr de lui faire faire peu neuve, un peu trop neuve, pensant peut-être certains en voyant le blanc régner en maître sur la terrasse qui semble hésiter entre

le jardin d'hiver et le bow-window d'un hôtel de bord de mer. C'est insolite, certes ; mais différons le verdict, et attendons les beaux jours, le soleil, et les jolies femmes enfin dépouillées de leurs houppelandes pour juger.

Au-dessus, c'est du Slavik. A savoir (l'en déplaçant à l'arrière) un synonyme de mauvais goût) un confort certain, des éclairages reposants, une ambiance qui sied fort bien aux repas tranquilles — qu'ils soient d'affaires, repas — tout court — ou d'innocentes d'amoureux.

La carte (servie indistinctement aux mêmes prix à l'intérieur et en terrasse) est encore un peu « courte » avec peu d'originalité. « Je cherche une vraie formule », dit M. Robert Probst, et je prête prendre tout le temps qu'il faut pour la mettre au point. « On aura cependant un choix suffisant entre les plats du jour et une belle grillade, telle la bavette à l'échalote (23 F), le steak « du boucher » (17 F) ou le pavé de charolais (20 F). Ou un poisson, comme la lotte à l'américaine (34 F), la raie classiquement beurrée de noir (23 F). Au chapitre des robustes plats de brasserie, le jarret de porc à la choucroute (22 F), ou le choucroute garnie (30 F), et bien sûr, l'andouillette grillée (19 F).

Ceux qui savent se contenter d'un en-cas pourront commander une salade composée (de la « strasbourgaise » à la « méditerranéenne », en passant par la « toulonnaise » et la « franco-comtoise », qui tournent toutes autour de 11 francs), arrosée d'un demi.

Ne parlons pas de « gastronomie ». Pas encore. Sachons nous contenter pour le moment d'une table simple, sympathique, dans un décor aimable, le tout à des prix raisonnables. Tout ce qu'il fallait, en somme, pour que « gare » ne signifie plus « attention ! ».

J.-M. D.-S.

* L'Européen, 21 bis, boulevard Diderot (12^e), tél. : 343-99-70. (Tous les jours de 11 h. 30 à 1 heure du matin.)

Les Alpes lentes à s'élancer

« **D**EBUT de saison quelconque », déclarent les responsables de l'office du tourisme de Chamonix. « Depuis longtemps, on n'avait pas vu une première semaine de vacances de Noël aussi mauvaise », affirme le directeur de la station de Flaine.

A Arv-1800, sur les six cent quatre-vingt studios proposés du 18 au 25 décembre, deux cents seulement ont été loués. La Plagne, qui a lancé, « pour sauver Noël », une opération publicitaire dans laquelle elle proposait neuf jours à la neige au prix de sept, atteint un coefficient de remplissage de 70 %.

« Solliciter la demande »

La neige était pourtant au rendez-vous, mais les skieurs ne sont pas venus aussi nombreux que prévu. Pourtant, voici quelques semaines, M. Jacques Médéric, secrétaire d'Etat au tourisme, annonçait qu'il y aurait beaucoup de monde cet hiver dans les stations de ski et que, pour Noël, tout était déjà complet. C'était méconnaître que de nombreuses stations avaient entrepris dès le

mois de septembre de vigoureuses campagnes publicitaires pour « solliciter la demande ». Toutes avaient fait le bilan de leurs réservations : pendant la première semaine des vacances de Noël, il y aurait un creux ; la seconde semaine serait excellente.

Ces prévisions, connues de tous les professionnels, sont apparues exactes. Les affiches et les slogans radiophoniques n'ont pas suffi à convaincre les Français de quitter leurs foyers avant le jour de Noël. On reste en famille jusqu'au soir du réveillon et l'on part à la neige après, quitte à s'entasser, du 25 décembre au 2 janvier, dans les hôtels, les appartements et à faire la queue au bas des pistes.

Ce phénomène n'est pas nouveau mais il a pris cette saison une plus grande ampleur. Autrefois, les vacances débutaient quelques jours seulement avant Noël. En 1976, cette fête est située au milieu des vacances scolaires, et les habitudes n'ont pas changé.

« Une chance encore que les étrangers viennent nombreux », dit un hôtelier de Chamonix.

Dans cette station, remplie à 80 %, un skieur sur deux est américain, anglais, allemand ou japonais. Les Français arrivent à partir du 25 décembre et représentent alors près de 80 % de la clientèle. « La crise n'y est pour rien », affirme un directeur de station.

« Pour cette première semaine, nous avons affiché des prix de bases saison 1. Et pourtant nos hôtels sont encore à moitié vides. » On a constaté, en effet, depuis quatre hivers, que ceux qui ne font qu'un séjour d'une semaine à la neige par saison préfèrent venir désormais en février plutôt qu'à Noël. Les jours y sont plus longs et le soleil plus chaud.

En dehors de la seconde semaine de Noël, des vacances de Mardi gras et de Pâques, les stations françaises comptent essentiellement sur la clientèle étrangère pour remplir leurs « lits banalisés ». Dès le 3 janvier, les stations de ski accueillent des écoles allemandes, anglaises, belges et hollandaises, et leurs familles.

CLAUDE FRANÇILLON.

Le brigadier saint-bernard

La montagne, comme la mer, a ses fanatiques et ses victimes. Moins que la route, la montagne tue cependant les imprudents. Même en été. Et comme sur les plages et les voies de grande circulation, la gendarmerie nationale doit faire face à des missions de sauvetage, car l'accident en montagne est toujours imprévisible : rapidement porté à la connaissance des responsables des secours, il se situe en terrain généralement difficile et, surtout, ses conséquences s'aggravent très vite si les délais d'intervention se prolongent, particulièrement en période hivernale.

La surveillance des activités en montagne est assurée par des brigades renforcées par des pelotons de gendarmerie spécialisée et des détachements aériens. Ces spécialistes sont basés à Pierrefitte, Nendaz (Hautes-Pyrénées), Oloron-Sainte-Marie (Pyrénées-Atlantiques), Sauvignac-les-Ormeaux (Ariège), Ossès (Pyrénées-Orientales), Bagneres-de-Luchon (Haute-Garonne) pour la catégorie montagne, et à Argelès-Gazost pour la haute montagne.

Les pelotons de montagne sont composés de gendarmes, et de militaires du contingent volontaires pour servir dans la gendarmerie. Ils travaillent avec les hélicoptères de la protection civile, le centre d'aviation légère de l'armée de terre et les SAMU départementaux. C'est à Argelès-Gazost, près de Font-Romeu, pris à titre d'exemple, compte à son actif pour la saison hivernale 1975-1976 : 422 interventions avec 201 évacués et 221 missions sanitaires. Ces opérations de secours en montagne ont été menées dans une région fréquentée en moyenne par 200 000 skieurs.

Il faut ajouter que ces activités au service des usagers de la montagne comportent également la surveillance et les secours sur le domaine skiable en dehors des pistes balisées, et, enfin, la protection de la faune et de la flore pyrénéennes. — L. P.

FAITS ET GESTES

● Deux nouveaux P.L.M. aux Antilles. — Déjà présente aux Antilles avec deux établissements, l'hôtel Arwak (Guadeloupe) et la résidence Marina-Pointe-du-Bout (Martinique), la chaîne P.L.M. annonce l'ouverture de deux nouveaux maillages. L'hôtel-résidence des Alpes (130 chambres, catégorie 3 étoiles) en Guadeloupe, et l'Anchorage dans l'île de La Dominique (40 chambres en 3 étages).

● Ibis et ses chantiers. — 70 chambres à Châtelleraut à l'automne 1977, 42 à Dieppe et 42 à l'île d'Aubert dans le courant de l'année prochaine, 96 chambres à Strasbourg pour l'été 1978 : la chaîne Ibis totalise donc désormais — en comptant les chantiers ouverts en chantier — en projet : 3 084 unités, dont 392 à l'étranger (Amsterdam).

● L'ADONET, Association amicale des offices nationaux de tourisme étrangers en France, a décerné le prix du tourisme international 1976 à notre confrère André Bellengé, titulaire de la rubrique « Tourisme » de la Voix du Nord.

● Une « route dorée » pour joindre l'Océan à la Catalogne. — La Jume Chambre économique de Midi-Pyrénées, qui avait organisé au mois de janvier un colloque franco-espagnol et accueillera à nouveau ses participants ibériques en mai 1977, à Tortosa (province de Catalogne) en France. Devant l'ampleur des dégradations causées par les sept cent mille visiteurs que le site reçoit chaque année (c'est le lieu touristique de Grandès), en Catalogne le plus fréquenté après la Tour de Londres), le ministère britannique de l'environnement envisage de dresser une barrière à 30 mètres au moins du monument. Les pierres sont en effet couvertes d'innombrables graffiti, beaucoup de touristes ne résistant pas à l'envie de graver leur nom sur ces « menhirs » aux origines encore mystérieuses.

● La Grande-Bretagne et la rage. — Le gouvernement britannique a déposé, début décembre, un projet de loi faisant passer de 400 à 1 000 livres les amendes punissant les personnes introduisant illégalement des animaux domestiques sans avoir obtenu de certificat d'importation ou respecté la quarantaine de six mois exigée par les règlements.

● Le nouveau Palais des congrès de Lourdes, réalisé par la ville, compte six cents places et de nombreuses salles de commissions. Le conseil régional a apporté à la municipalité une participation d'un montant de 1 million de francs.

Grâce à cet équipement, le centre mondial de pèlerinage doté du héliport adapté français, troisième ville du point de vue du potentiel hôtelier sur le plan national — plus de quinze mille chambres et quatre cents hôtels — entend maintenant affirmer une vocation de ville de congrès d'un bout de l'année à l'autre.

● Réveillon au pas. — Le départ du réveillon « en marchant » organisé par le comité De-de-France des Sentiers de grande randonnée aura lieu le vendredi 31 décembre, à 20 heures (et non samedi, à 0 heure, comme nous l'avions annoncé) devant le château de Soaux (Haute-Saône), qui est aussi le musée de l'Île-de-France.

Mais c'est surtout le samedi 1^{er} janvier, à 14, 15 et 16 heures que, par groupes, les amateurs de randonnée seront invités à suivre l'itinéraire jalonné de Soaux Joy-en-Josas, où il seront accueillis par une collation chaude.

LA COTE A FORFAIT

Toujours résolument dynamique, voici plusieurs années déjà qu'il propose chaque hiver des forfaits intéressants. — Le GAVCA (groupement des agents de voyages de la Côte d'Azur) récidive. Moyennant une somme de 665 F, les Parisiens et les autres ! — en mai de deux climats pourront oublier les frimas et les tracas des villes pour passer une semaine dans un hôtel de catégorie 2 étoiles à Nice, Cannes ou Gagnes.

Ce forfait comprend l'aller-retour avion (départs et retours chaque dimanche), la chambre, le petit déjeuner et l'attribution de la carte « Visa » donnant droit à des remises pouvant atteindre 20 % dans chaque deux cents magasins et restaurants, ainsi que l'entrée gratuite dans les musées et à la cinémathèque.

Une seconde formule (795 F par personne, sur la base de deux participants) comprend en outre une voiture sans chauffeur (Renault 5 ou Peugeot-104) à prendre (et à rendre) à l'aéroport, kilométrage illimité, assurances incluses.

* Toutes agences de voyages.

RÉVEILLON AU PAYS DES MOSQUÉES

4 JOURS A ISTANBUL :

DU 30 DÉCEMBRE AU 2 JANVIER

1.400 F. Tout compris : Réveillon et visites.

VOYAGE CONSEIL

58, rue Fabert, 75007 PARIS

Tél. : 553-61-80

Et les bureaux du Crédit Agricole L.L.C. à 615.

et Istanbul n'est qu'à trois heures de Paris

En collaboration avec

TURKISH AIRLINES

34, av. de l'Opéra, 75002 PARIS

Tél. 073-25-85

et l'OFFICE DE TOURISME ET D'INFORMATION DE TURQUIE

163, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS

Tél. 225-78-88 et 225-79-84

TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

Côte d'Azur

NICE

Hôtel Belvédère *** N.N. Offre du 10 novembre 1976 au 30 janvier 1977 sur présentation de cette annonce pour un séjour de 8 jours minimum. Chère équipe, radio, T.V. couleur, tél. à 60 bains, w.-c. indépendant, 80 F par jour au lieu de 120 F pour 1 personne, et, rue de l'Hôtel-des-Postes Nice. Tél. 80-15-53.

FREJUS PLAGE

IL ÉTAIT UNE FOIS *** N.N. Eau de mer, piscine, restaurant. Tél. : (04) 83-35-85

MENTON

HOTEL MODERNE *** N.N. Prix mod. Sans pension. Tél. 33-71-51.

Montagne

COURCHEVEL 1850

Le « NEW SOLARIUM », hôtel *** N.N. offre un séjour grand luxe d'une semaine en pension complète à 890 F par personne, pour janvier, mars, avril. Piscine, sauna, gymnase. Excellente cuisine. Table d'hôte d'œuvres, grillades au feu de bois. Réserve. « New Solari », 73120 Courchevel 1850

Tél. (73) 88-02-01/03-04-13

1977 où serez-vous à minuit ?

A NEW YORK ?

A ISTANBUL ?

A ISTANBUL ?

VOUS Y ENNEMMENT du 30/12 au 2/1

Prix : de F 1400 à F 2020

Renseignements : Tél. 260.30.85

205, rue St-Honoré 75001 PARIS

ET DANS TOUTES LES AGENCES DE VOYAGES

LE SAUZE 04400 (Alpes du Sud)

HOTEL LE DAHU *** N.N. Altitude 1400 m. Près des pistes. Piscine chauffée, sauna, restaurant d'altitude.

Allemagne

FRANKFURT

PARKHOTEL, 1^{re} classe, centre, près gare centre

Tél. 1949/61/230771 TX 04-12808

Italie

MONTEGROTTO

LA ROUSE + LE THERMALE = cure sans médicament

HOTEL GARDEN THERME ***

HOTEL CRISTALLO THERME **

I 35035 Montegrotto/Ardino (Padoue)

Maison de première classe dans un grand parc. Cures et médecine dans la maison. Piscines thermales couvertes et découvertes (35 °). Tennis. Golf. Direction : le propriétaire.

Suisse

AROSA (Grisons)

HOTEL VALSARNA, 1^{re} catégorie. Une semaine forfaitaire de ski de 520 F.S. Piscine couverte. Tél. 7422.

MESSINE

« Porte de la Sicile »

La ville a été fondée en 730 av. J.-C. et elle montre encore aujourd'hui des traces de son histoire ancienne. Art et tradition s'unissent dans une position merveilleuse entre les eaux bleues du « Stretto » (détroit entre la Sicile et la terre ferme) et la chaîne verte des Monts Peloritains. Voilà, pour quoi Messine est dans toutes les saisons de l'année la destination préférée du tourisme international.

Été et hiver le double soleil de Messine !

Azienda Autonoma Soggiorno e Turismo Messina (Italie)

هكذا من الأصل

PREMIÈRES
s'élancer

Maison

AMBIANCES

NOUVELLES boutiques
important, grâce à l'ambi-
ance dans laquelle y est
été un mobilier contempo-
rains, des idées de déco-
rations on peut tirer profit.
Fassin, installée depuis
ces années avenue Niel,
pour un troisième maga-
sin aux deux premiers. Dans
ce d'une sorte d'élégance
sont noirs, murs blancs, si-
c'est havane), elle a réuni
section des meilleures créa-
tiones et italiennes. Aux
sont accrochées de belles
de Jean-Yves Bourgain.
canapés, italiens, sont re-
s de cuir ; leurs accou-
sont surbaissés ou de forme
a. Devant l'un d'eux, nous
remarquons une très grande
sasse (1,90 m x 0,90 m) à
est en allongues transparent-
de glace teintées d'acier,
lignes angulaires en laiton
7100 F). Un bureau d'ap-

a marié, dans des décors diffé-
rents, des meubles contemporains
et des objets anciens. Ces ensem-
bles sont séparés par des claus-
tres de bois brossé, encadrés de
bois massif, vendus 950 F le m².
Des États-Unis, en exclusivité,
une table en zinc galvanisé au
drapé surréaliste de John Dick-
son ; d'Italie, une longue table
basse à plateau creux, jaune sur
piètement noir, de Giacomo Fas-
sari, et des petites tables-puise-
en marbre de Mangiarotti
(1 600 F). Les canapés, d'inspi-
ration Chesterfield, sont recouverts
d'un tissu à ramages vifs, comme
les tours et les rideaux qui les
entourent. Parmi d'autres
exclusivités, une table haute, or-
née, entièrement gainée de peau
de python colorée. La sélection
d'objets anciens comprend une
collection de boules en marbre,
des verres tristes romains, des
coffres corréens et des pots chi-
nois.

Aux Champs-Élysées, Art et
Créations est la première bouti-
que en franchise ouverte à l'en-
seigne de « Car ». On y trouve,
notamment, les meubles signés de
cet éditeur, en rotin naturel ou
teint : canapés, fauteuils, tables-
console, Jacques Grange - qui en
est le créateur - a également
conçu une nouvelle collection très
originale de meubles et d'objets en
marbre. En traversin tricolore de
ton corail, une table basse carrée
à double plateau (5 600 F) ; en
marbre blanc ou noir, des lampes
à fût lisse ou armée. Ces formes
très contemporaines valent
fort bien avec un beau meuble
coréen du dix-neuvième siècle,
tout en marqueterie, et avec deux
guéridons tricolores indiens de la
même époque.

Au sous-sol, on pourra voir une
présentation de salles de bains
(créées par des décorateurs qui
ont allié le marbre au miroir, au
bois de loupe ou au stratifié) et
prendre des idées de décoration
sanitaire raffinée.

JANY AUJAME.

* Maternité et Idées, 22, avenue
Niel, 75017 Paris.
Pyramide, 40, rue Bonaparte, 75006
Paris.

Art et Créations - Car, 61, avenue
Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

TRUCS

● Pour le réfrigérateur, des boîtes
en verre fin servent à conserver les
aliments, mais peuvent éventuelle-
ment se montrer à table. Elles sont
rondes, fermées par un couvercle en
plastique bleu, et existent en trois
tailles : demi-litre (9 F), litre (13 F) et
deux litres (17 F).

(« Storette » Pyrex ; grands maga-
sins et drogueries.)

● Pour empêcher un tapis de glis-
ser sur une moquette, un ruban de
7 cm de large se fixe au dos du ta-
pis. Adhésif d'un côté, il est hérissé
de l'autre de minuscules pointes de
nylon qui s'agrippent dans les fibres
de la moquette (à éviter sur des lon-
gues nappes). Pas être efficace, ce
ruban doit se répartir sur une lon-
gueur égale au demi-périmètre du
tapis.

(« Antiglide » Valco, 30 F le
mètre ; grands magasins et magasins
de tapis.)

● Deux nouvelles « boutiques »
Au bon marché : la première est
consacrée aux dentelles, de tous
points traditionnels, du napperon à
15 F à la nappe la plus luxueuse ; la
seconde présente des tissus suédois
à des décors nappes, vendus au mètre
(35 F le 130 cm) ou confectionnés en
coussins, en sacs, en tabliers ou en
édredons.

MAURICE DENUZIERE.

Mode

Poudre aux yeux

LES robes de réveillon met-
tent en vedette les décolle-
tés plongeants de robes
généralement sombres, plus ou
moins transparentes, parfois our-
lés d'or, à moins que l'on ne leur
préfère le blanc, le rouge ou le
bleu roi. Le tout est de choisir
le ton qui met le mieux en valeur
en valeur, avec une coiffure
opulente.

Les coiffeurs parisiens ont éla-
boré pour les grandes soirées de
l'hiver des chignons à tresses.
Laurent Gaudet tire les che-
veux vers l'arrière pour allonger
les coudes, avec un volume impor-
tant sur le haut de la tête, s'amenuisant vers la nuque, mais
peut aussi ne laisser qu'une seule
mèche sur une coupe mi-longue
au carré.

Maurice Franché applique une
torse postiche sur le front et
relève les mèches tout autour. À
la 1900, Georges Saint-Gilles
applique sur cheveux courts ou
longs des chignons suspendus,
lacs de résille ou en argent et
reprend le thème russe avec une
nappa postiche posée sur le som-
met du crâne, et retenue à l'a-
nuque par un petit chignon co-
que. Alexandre, enfin, laisse flot-
ter une longue natte d'ingénue,
qui l'on fixera soi-même à la
nuque l'éclo d'une fourche en
fer à cheval sur le dos de la tête
d'un gros nœud lamé.

Celles qui savent se servir de
leurs doigts comme d'un peigne
préféreront les coupes « sauvages »
ou dégradées qui encadrent le
visage. Patrick Allès, Jean-Louis
Duvet, Gaston Lèbre ou Mariotti
ont chacun leur technique, et
leurs adeptes. C'est facile, rapide,
et ne demande qu'une séance tous
les deux ou trois mois.

Pour réussir le maquillage du
réveillon, Carmen, la maquilleuse

de Laurent Gaudet, conseille
de laisser se reposer la peau pen-
dant la journée avec une crème
hydratante ou au collagène (Cha-
nel, Elizabeth Arden, Helena
Rubinstein, Guerlain, Lancôme,
Payot, J. Castelain, Isabelle Lant-
cray), les pommettes rehaussées
d'un trait de fard bonne mine
(Revlon, Max Factor, Barbara
Gould, Coty).

Une demi-heure avant la séance
de maquillage, nettoyez visage et
cou, les crèmes et appliquez un
masque frais, dont les éléments
sont faciles à trouver : un
jaune d'oeuf battu avec un filet
d'huile d'amandes douces et quel-
ques gouttes de citron. Appliquez
du bout des doigts et laissez agir
vingt minutes, qu'on passera
allongée, les pieds légèrement
surélevés. Enlever à l'eau tiède et
rincer à l'eau froide.

Décolletés
au pinceau

Délayer le fond de teint (Lan-
côme, Orliana, Charles of the Ritz,
Clinique, Chanel, Christian Dior)
dans une ampoule de pré-maquil-
lage. Gommer cernes et imper-
fections avec un bâton blanc ou
vert nacré (Académie, Max Factor,
Estée Lauder), poudrer au pin-
ceau ou au blaireau (Charles of
the Ritz, Caron, Revlon, Gerney,
Ridell, Germaine Montell, Guer-
lain, Harriet Hubbard Ayer), sans
oublier le cou et la naissance du
décolleté qui auront été aussi
passés au fond de teint. Mainte-
nant, appliquer le fard « bonne
mine » gris sur le haut des pom-
mettes, en étalant vers la racine
du nez. Estomper vers les oreilles
et les tempes. Passer un pinceau
de « blusher » sec à la naissance
des seins.

Si l'éclat caractérise les maqui-
lages de la saison, celui des yeux
doit les mettre en valeur. Choisir
l'œil arrondi aux paupières claires
si l'on a décidé de jouer les ingé-
nues romantiques, ou le regard
allongé à l'orientale de la vamp.
Quelques nouveautés : les ombres
à paupières du laboratoire du doc-
teur Benaud, le crayon-crayon or
de Lancôme, ou un irisé d'Orliana.
Enfin, sachez que les lèvres
seront plutôt rouge rose que
vermillon (Chanel, Estée Lauder,
Bourjois, Charles of the Ritz,
Christian Dior), avec des variantes
à mélanger soi-même avant de les
rehausser d'un brillant transpa-
rent.

NATHALIE MONT-SERVAN.

* Laurent Gaudet, 6, rue de
la Paix (2^e). Tél. 331-22-03.
Maurice Franché : 26, avenue Mar-
ceau (8^e). Tél. 330-24-31.
Georges Saint-Gilles : 37, avenue
F.-D.-Roosevelt (8^e). Tél. 330-50-21.
Alexandre : 120, boulevard Saint-
Boume (8^e). Tél. 225-21-08.
Patrick Allès : 37, avenue F.-D.-
Roosevelt (8^e). Tél. 330-33-90.
Jean-Louis Duvet : 47, rue Pierre-
Charron. Tél. 330-75-16 ; 50 bis, rue
Pierre-Charron. Tél. 330-34-34 ;
38, avenue de Wagram (17^e). Tél.
330-63-81 ; 50, rue de Passy (16^e).
Tél. 231-62-43.
Gaston Lèbre : 27, rue Saint-
Sulpice (6^e). Tél. 332-16-84 ;
Mauriti : 10-18, rue Pierre-Guér-
in (18^e). Tél. 337-28-85.



(Croquis de MABOQ.)

LAURENT GAUDET : coiffure à
tresse, à partir des mèches de côté
tissées vers l'arrière, à volume haut
travaillé en dégradé vers la nuque
(6, rue de la Paix, Paris-2^e).

KEN LANE : boucle d'oreille en
pendentif de strass et d'émeraudes, et
collier ras du cou ouvert, en métal
doré enroulé comme de la passe-
menterie et terminé de boules en
pavage de strass (300 F et 350 F ;
14, rue de Castiglione, Paris-1^{er}).

La « Fifth »
aux piétons ?

LA 5^e Avenue, l'égante
et lemeuse « Fifth »,
qui s'étend de Greenwich
Village à Harlem et West Man-
hattan en East et West, va-t-elle
devenir une voie piétonne ?
D'ici à la fin du mois, elle sera
en tout cas interdite aux voi-
tures le dimanche et les jours
seuls passants. Ainsi en a décidé
le maire Beame. Depuis l'abolition
des « fois bleues » en juil-
let dernier, qui remontaient à
l'époque de la colonisation hol-
landaise et qui, répondant aux
impératifs du puritanisme rigou-
reux d'alors, interdisaient la pra-
tique du commerce le dimanche,
les grands magasins de New-
York ont ouvert leurs portes le
jour du Saigneur.

La Cour suprême de New-York
a autorisé le négoce le dimanche
parce qu'il existait déjà. Une
foirée de petits commerçants ven-
dant non seulement des pizzas,
des saucisses, des glaces, mais
aussi des livres, des dessins,
des bijoux, tout un bric-à-brac
de marchandises : il n'était ni
raisonnable ni équitable d'interdire
aux grands magasins ce qui
était permis aux petits. Le public,
il faut le dire, est ravi non seule-
ment de pouvoir se livrer désor-
mais au lèche-vitrines domini-
cal, mais de pouvoir faire ce
jour-là son shopping.

Pourtant, l'ouverture sept jours
par semaine de Lord and Taylor,
de Saks, de Bloomingdale, de
Macy's et Gimbels se heurte à
présent à une vive opposition
syndicale et à celle, encore plus
vigoureuse, des boutiquiers. Les
« petites et moyennes entreprises »
qui ne peuvent s'offrir le luxe
d'une rotation du personnel, et
dont les propriétaires n'ont qu'un
jour par semaine pour se repo-
ser, jugent « déloyale » la
concurrence que les « géants »
peuvent leur faire le dimanche
et demandent à cor et à cri
que l'on se revienne aux habi-
tudes anolennes. Quant à la
mise au ban des voitures le long
de la 5^e Avenue, le dimanche
pour commencer, puis tous les
jours, elle divise les commer-
çants riverains. Les uns pensent
que cette mesure fera baisser
le chiffre des ventes, les autres
que, la bonne humeur aidant
(plus de klaxons, pas de bou-
culade sur les trottoirs, pas de
toux à l'arrêt), les promeneurs
seront mieux disposés à dépen-
ser leurs dollars. Les dimanches
à venir devraient départager les
deux clans, et d'ici à janvier,
la mairie devra autoriser une
fois pour toutes ou interdire la
pratique du commerce dominical
et transformer ou non la 5^e Ave-
nue en une somptueuse allée
pour promeneurs.

LOUIS WIZNITZER.

clin d'œil

IN CAVIAR QUOTIDIEN...

Le mystère des vocations est insolvable. Comment un fringant
capitaine d'état-major peut-il brusquement rendre son kipi et
devenir marchand de caviar ? Voilà de quoi fournir un thème
fiction aux orienteurs patentes de l'éducation nationale desquels
sige aujourd'hui de conseiller une carrière à des lycéens qui
il tout juste se servir d'une calculatrice électronique pour
dire l'heure de la poursuite du cycliste et de la locomotive.

Il faut préciser que l'engouement soudain auquel nous faisons
on se manifeste en 1918 chez l'officier d'ordonnance de
l'emenceau. Ayant conquis sur les champs de bataille assez de
lles pour meubler son docteur, ce saint-cyrien de vingt-sept
M. Robert de Lalagade, avait été remarqué par le Tigre, qui
t les guerriers beaux et valeureux. Né dans le Sud-Ouest d'un
à la fois gastronomes et directeur de prison, le capitaine
rait à cette époque le confit d'oie aux « cœurs des acépensités »,
connus sous le nom d'esturgeons.

C'est par les Allemands vaincus, mais importateurs patentés du
Romanov, au temps où le Tsar de toutes les Russies régnait
v, que M. de Lalagade fut initié. Non seulement, il s'habitu-
ut de ces grains gris, mais il sut bientôt reconnaître les yeux
s le beluga de l'oscille et du caviar, les trois variétés que
séjournait au Savoy, à Londres, et chez Madin's, à Paris.

Cette époque, M. Corcellier, recevait 5 kilos de caviar par mois
revendait aux restaurants parisiens. Devenu importateur exclusif
river russe, puis du caviar iranien, le capitaine, rendu à la vie
développe si bien son entreprise qu'il conquiert le marché
éen. En ce mois de décembre 1976, alors qu'il va sur ses
« vingt-six ans, M. de Lalagade va fournir 14 tonnes d'œufs
rgon aux gourmets du Marché commun, ce qui représente un
d'affaires de 10 millions.

Plaignons les nababs...

Le caviar a un avantage sur tous les autres mets un peu précieux,
dit Robert de Lalagade, c'est que, voyez-vous, on ne s'en lasse
On peut en manger tous les jours, sur des blinis tièdes, avec
du de crème fraîche ou sur des toasts mollets - jamais de
J - avec le même plaisir.

Et l'importateur, dont la jeunesse, le teint frais, et l'aisance
ont les dédéticiens les plus avisés, ajoute : « Avec 73 % de
phore, le caviar est un merveilleux fortifiant. Accompagné d'une
« vodka, il a des vertus aphrodisiaques certaines. Un homme
n mange 100 grammes par jour peut, croyez-en mon expérience,
se la tête devant quiconque... »

Cette panacée n'a qu'un défaut, c'est de coûter 1 100 francs
lo, ce qui fait que beaucoup de gens lui préfèrent d'ordinaire
sak frites ou les nouilles au parmesan. C'est pourquoi le caviar
une fête. Il va avec la nappe de dentelle, l'argenterie de
-nière, les cristaux, les chandeliers roses et l'intimité d'un
-tête. Plaignons les nababs qui doivent en prendre une louché,
ett déjeuner, à l'heure où d'autres entendent sans plaisir le
bruit sec de l'œuf dur qu'on casse sur le zinc du bistrot.

Plaignons aussi les esturgeons que les iraniens sont en train
finister dans des étangs pour les forcer à pondre davantage.
seut imaginer le jour où, le pétrole n'étant plus un produit
tant pour amener les Occidentaux à l'écologie, on nous me-
na par-dela les frontières, d'augmenter le prix de la boîte de
r jusqu'à dissuader les consommateurs.

l'ennemi déjà Marie-Chantal, victime d'un tel embargo, dire
Bare : « Mon Dieu, c'est la famine... » En coulant un regard
de vers le saucisson à l'ail du sandwich prolétarien.

MAURICE DENUZIERE.

LA COTE A FOR

JAPON

Pour faire plaisir...
ou pour vous même.

Un choix étourdissant de cadeaux
vous attend chez six spécialistes.
Ils vous assurent :

- un accueil sympathique • de précieux conseils.

De l'art de la table à la décoration d'intérieur :

Collections plus contemporaines que classiques.

MADRONET DELVAUX JEAN LUCE
CONTEMPORAIN 12, rue Rivoli - 75002 PARIS 263 24 85 30 31, rue de la Paix - 75002 PARIS 339 41 70
17 bis, rue d. Rivoli - 75001 PARIS 154, rue de Rivoli - 75001 PARIS 543 23 73

Collections plus classiques que contemporaines.

PERRIER LIMOGES UNIC AU GRAND SIECLE
3, boulevard Raspail - 75007 PARIS 12-14, rue de Valenciennes - 75001 PARIS 420, rue Saint-Martin - 75003 PARIS 545 23 24

listes de mariage et de crémalière

Pour vos
folles soirées,
sandales à danser
François Villon.
Souliers de rêve,
pour filles de rêve.



27, Fbg Saint-Honoré - Paris 265.14.45
57, Rue Pierre Charron - 14, Av. Victor Hugo
58, Rue Bonaparte St-Germain-des-Prés
8, Rue Royale

Hippisme

A LA BONNE CUISINE

La Société d'encouragement cherche, pour le Nouvel An, une recette de cocktail. Jugée trop amère, celle du Syndicat des éleveurs, qui consistait à interdire les pistes françaises aux chevaux américains, sauf pour quelques « courses de groupe » et une vingtaine d'épreuves préparatoires, a été remise à l'ambassadeur. Quelques entraîneurs, dont le palais s'est fait au goût américain, insistent pour qu'on y ajoute une pincée de sucre : on l'a fait. Des éleveurs normands — cela va de soi — qui voudraient bien écarter les écuries américaines, mais sans s'en séparer, tout en tenant en marge mais assez près — et qui souhaitent surtout leur vendre quelques chevaux — ont résisté du coiffe à avoine la fiole du sucre : on se prépare à en ajouter une large dose.

En bref, la mixture, qui cependant n'a pas fini de bouillir, prend l'allure suivante : fermeté, aux chevaux américains, des courses

de province d'un montant inférieur à 50 000 francs et des courses périodiques d'un montant égal ou inférieur à 35 000 francs ; augmentation du nombre des courses réservées aux « nés et élevés en France » (c'est-à-dire, écartant également les chevaux britanniques), dont le pourcentage atteindrait 25 %, au lieu de 18 % ; possibilité, à partir de 1978, d'imposer aux écuries américaines implantées en France d'avoir un effectif comprenant une certaine proportion — peut-être 50 % — de chevaux français.

Rien à dire sur le premier ingrédient. Le deuxième et le troisième nous paraissent insaisissables. Pour qu'ils soient quelques corps, il est fallu que la frontière se situe vers 50 000 francs, au lieu de 35 000 francs, et que le pourcentage général fût encore relevé, au moins à l'égard des chevaux d'outre-Atlantique. Mais c'est le dernier volet qui nous paraît le plus critiquable. Le risque est évident que le propriétaire

américain à qui on imposera d'acquiescer un certain pourcentage de chevaux français choisisse des sujets au rabais, qui ne figureront dans son écurie que pour mémoire et ne courront peut-être jamais. Alors qu'on cherche à restaurer la qualité du notre élevage, on va encourager l'apparition d'un « sous-élevage » visant à produire au rabais des « chevaux de quota ».

Les bouillonnements (modérés) de l'ambassade, en tout cas, n'entraînent rien des propriétaires américains. Voilà quelques jours, l'un d'eux a envoyé à Chantilly — où il sera entraîné par Maurice Zuber — le poulain le plus cher du monde : un fils de Secretariat et de Charmy Alibi (la mère de Dan Patch), adjugé en vente publique à Kew-Forest, 1 million 500 000 dollars et, dit-on, revendu 1 800 000 peu après. Près d'un milliard de centimes pour un poulain de dix-huit mois qui n'a encore jamais vu une piste. L'énormité du chiffre confirme l'analyse qu'avait faite Guy de

Rothschild au dîner de l'élevage : les propriétaires et les éleveurs de la vieille Europe essouffée ne peuvent plus lutter à armes égales avec leurs concurrents d'outre-Atlantique, ce qui justifie qu'ils s'en protègent.

Les sabots les plus chers du monde

Le fils de Secretariat va nous rejouer une pièce que, désormais, nous connaissons par cœur. Il va d'abord essayer de gagner chez nous deux ou trois épreuves notables. Ce faisant, il apportera, certes, à nos courses, une petite part supplémentaire de prestige : le gazon de Longchamp aura l'honneur d'être foulé par les sabots les plus chers du monde. Mais, comme d'habitude, ce prestige coûtera cher. Car, ses deux ou trois victoires acquises (bien entendu, d'ailleurs s'il le peut), le visiteur retournera aux États-Unis. Il vaudra alors, comme

étalon, grâce à ses succès français, 3 ou 4 millions de dollars de plus : trois ou quatre millions de dollars conférés généreusement — nous pensons : stupidement — par les courses françaises, déjà quasi exsangues.

Le vrai problème est là : non pas tellement dans la venue des chevaux étrangers, mais dans le départ, actuellement inéluctable, des meilleurs. De puissants intérêts particuliers, dont la Société d'encouragement subit de plus en plus l'influence, font qu'on tourne autour du pot, en se contentant d'y jeter une pincée de sucre de-ci, un peu de quota de-là. Il n'y aurait plus de mixture à préparer, tout serait clair comme de l'eau de roche, si l'on retenait la solution résumée, au dîner de l'élevage, par Bernard de Willemberg, de la façon suivante : ouverture sans restriction de toutes les courses françaises aux poulains étrangers que leurs propriétaires s'engagent à laisser un certain temps (par exemple : deux ans) au haras, en France, à la fin de leur carrière de courses. On y arrivera : l'évidence finit tou-

jours par s'imposer, mais le chemin est long.

En attendant, voyons les autres courses, celles qui, au moins, trottent françaises. Elles débutent avec un mémorable duel Fakir du Vieux-Bellin, dans le prix du Bourbonnais. A la sortie du tournant de Joinville, Fakir du Vieux-Bellin, merveilleux de légèreté — on pense à un pur-sang égaré chez les trotteurs — prend résolument la tête. A l'intersection des pistes, là où d'habitude le puissant nouveau compresseur Bellin se met en action, le feu-folet accrot son avance. On a l'impression que, cette fois, c'est bien vrai : on assiste à la relève d'une génération. Mais non, le vétérinaire s'accroche, grignote son retard et, finalement, dépasse le cadet. Il n'empêche : c'est une grande performance que celui-ci a accomplie.

Le lendemain, son frère puîné, Radul du Vieux, remporte, au trot de parade, le Critérium des trois ans. Belle famille. S'il s'agissait de galopiers, leurs propriétaires auraient déjà demandé pour eux le visé américain.

LOUIS DENIEL

Jeux

échecs

N° 689

44. CHAMPIONNAT DE L'U.R.S.S., Moscou, 1976
Blancs : B. PETROSSIAN
Noirs : F. PETROSSIAN
Défense sicilienne

1. e4 c5
2. Cf3 cxd4
3. Cxd4 Cf6
4. Fg5 Cxd7
5. Fxh6 Cxh6
6. Dd2 Cc7
7. Dc3 Cb6
8. Dd2 Cc7
9. Dc3 Cb6
10. Dd2 Cc7
11. Dc3 Cb6
12. Dd2 Cc7
13. Dc3 Cb6
14. Dd2 Cc7
15. Dc3 Cb6
16. Dd2 Cc7
17. Dc3 Cb6
18. Dd2 Cc7
19. Dc3 Cb6
20. Dd2 Cc7
21. Dc3 Cb6
22. Dd2 Cc7
23. Dc3 Cb6
24. Dd2 Cc7
25. Dc3 Cb6
26. Dd2 Cc7
27. Dc3 Cb6
28. Dd2 Cc7
29. Dc3 Cb6
30. Dd2 Cc7
31. Dc3 Cb6
32. Dd2 Cc7
33. Dc3 Cb6
34. Dd2 Cc7
35. Dc3 Cb6
36. Dd2 Cc7
37. Dc3 Cb6
38. Dd2 Cc7
39. Dc3 Cb6
40. Dd2 Cc7
41. Dc3 Cb6
42. Dd2 Cc7
43. Dc3 Cb6
44. Dd2 Cc7

NOTES
a) Une variante du « système Najdorf » a souvent été jouée depuis un certain nombre d'années et qui diffère profondément des schémas connus de 6... e6 ; 7. f4 ; 8. Dc3 ; 9. Dd2 ; 10. Dc3 ; 11. Dd2 ; 12. Dc3 ; 13. Dd2 ; 14. Dc3 ; 15. Dd2 ; 16. Dc3 ; 17. Dd2 ; 18. Dc3 ; 19. Dd2 ; 20. Dc3 ; 21. Dd2 ; 22. Dc3 ; 23. Dd2 ; 24. Dc3 ; 25. Dd2 ; 26. Dc3 ; 27. Dd2 ; 28. Dc3 ; 29. Dd2 ; 30. Dc3 ; 31. Dd2 ; 32. Dc3 ; 33. Dd2 ; 34. Dc3 ; 35. Dd2 ; 36. Dc3 ; 37. Dd2 ; 38. Dc3 ; 39. Dd2 ; 40. Dc3 ; 41. Dd2 ; 42. Dc3 ; 43. Dd2 ; 44. Dc3 ; 45. Dd2 ; 46. Dc3 ; 47. Dd2 ; 48. Dc3 ; 49. Dd2 ; 50. Dc3 ; 51. Dd2 ; 52. Dc3 ; 53. Dd2 ; 54. Dc3 ; 55. Dd2 ; 56. Dc3 ; 57. Dd2 ; 58. Dc3 ; 59. Dd2 ; 60. Dc3 ; 61. Dd2 ; 62. Dc3 ; 63. Dd2 ; 64. Dc3 ; 65. Dd2 ; 66. Dc3 ; 67. Dd2 ; 68. Dc3 ; 69. Dd2 ; 70. Dc3 ; 71. Dd2 ; 72. Dc3 ; 73. Dd2 ; 74. Dc3 ; 75. Dd2 ; 76. Dc3 ; 77. Dd2 ; 78. Dc3 ; 79. Dd2 ; 80. Dc3 ; 81. Dd2 ; 82. Dc3 ; 83. Dd2 ; 84. Dc3 ; 85. Dd2 ; 86. Dc3 ; 87. Dd2 ; 88. Dc3 ; 89. Dd2 ; 90. Dc3 ; 91. Dd2 ; 92. Dc3 ; 93. Dd2 ; 94. Dc3 ; 95. Dd2 ; 96. Dc3 ; 97. Dd2 ; 98. Dc3 ; 99. Dd2 ; 100. Dc3 ; 101. Dd2 ; 102. Dc3 ; 103. Dd2 ; 104. Dc3 ; 105. Dd2 ; 106. Dc3 ; 107. Dd2 ; 108. Dc3 ; 109. Dd2 ; 110. Dc3 ; 111. Dd2 ; 112. Dc3 ; 113. Dd2 ; 114. Dc3 ; 115. Dd2 ; 116. Dc3 ; 117. Dd2 ; 118. Dc3 ; 119. Dd2 ; 120. Dc3 ; 121. Dd2 ; 122. Dc3 ; 123. Dd2 ; 124. Dc3 ; 125. Dd2 ; 126. Dc3 ; 127. Dd2 ; 128. Dc3 ; 129. Dd2 ; 130. Dc3 ; 131. Dd2 ; 132. Dc3 ; 133. Dd2 ; 134. Dc3 ; 135. Dd2 ; 136. Dc3 ; 137. Dd2 ; 138. Dc3 ; 139. Dd2 ; 140. Dc3 ; 141. Dd2 ; 142. Dc3 ; 143. Dd2 ; 144. Dc3 ; 145. Dd2 ; 146. Dc3 ; 147. Dd2 ; 148. Dc3 ; 149. Dd2 ; 150. Dc3 ; 151. Dd2 ; 152. Dc3 ; 153. Dd2 ; 154. Dc3 ; 155. Dd2 ; 156. Dc3 ; 157. Dd2 ; 158. Dc3 ; 159. Dd2 ; 160. Dc3 ; 161. Dd2 ; 162. Dc3 ; 163. Dd2 ; 164. Dc3 ; 165. Dd2 ; 166. Dc3 ; 167. Dd2 ; 168. Dc3 ; 169. Dd2 ; 170. Dc3 ; 171. Dd2 ; 172. Dc3 ; 173. Dd2 ; 174. Dc3 ; 175. Dd2 ; 176. Dc3 ; 177. Dd2 ; 178. Dc3 ; 179. Dd2 ; 180. Dc3 ; 181. Dd2 ; 182. Dc3 ; 183. Dd2 ; 184. Dc3 ; 185. Dd2 ; 186. Dc3 ; 187. Dd2 ; 188. Dc3 ; 189. Dd2 ; 190. Dc3 ; 191. Dd2 ; 192. Dc3 ; 193. Dd2 ; 194. Dc3 ; 195. Dd2 ; 196. Dc3 ; 197. Dd2 ; 198. Dc3 ; 199. Dd2 ; 200. Dc3 ; 201. Dd2 ; 202. Dc3 ; 203. Dd2 ; 204. Dc3 ; 205. Dd2 ; 206. Dc3 ; 207. Dd2 ; 208. Dc3 ; 209. Dd2 ; 210. Dc3 ; 211. Dd2 ; 212. Dc3 ; 213. Dd2 ; 214. Dc3 ; 215. Dd2 ; 216. Dc3 ; 217. Dd2 ; 218. Dc3 ; 219. Dd2 ; 220. Dc3 ; 221. Dd2 ; 222. Dc3 ; 223. Dd2 ; 224. Dc3 ; 225. Dd2 ; 226. Dc3 ; 227. Dd2 ; 228. Dc3 ; 229. Dd2 ; 230. Dc3 ; 231. Dd2 ; 232. Dc3 ; 233. Dd2 ; 234. Dc3 ; 235. Dd2 ; 236. Dc3 ; 237. Dd2 ; 238. Dc3 ; 239. Dd2 ; 240. Dc3 ; 241. Dd2 ; 242. Dc3 ; 243. Dd2 ; 244. Dc3 ; 245. Dd2 ; 246. Dc3 ; 247. Dd2 ; 248. Dc3 ; 249. Dd2 ; 250. Dc3 ; 251. Dd2 ; 252. Dc3 ; 253. Dd2 ; 254. Dc3 ; 255. Dd2 ; 256. Dc3 ; 257. Dd2 ; 258. Dc3 ; 259. Dd2 ; 260. Dc3 ; 261. Dd2 ; 262. Dc3 ; 263. Dd2 ; 264. Dc3 ; 265. Dd2 ; 266. Dc3 ; 267. Dd2 ; 268. Dc3 ; 269. Dd2 ; 270. Dc3 ; 271. Dd2 ; 272. Dc3 ; 273. Dd2 ; 274. Dc3 ; 275. Dd2 ; 276. Dc3 ; 277. Dd2 ; 278. Dc3 ; 279. Dd2 ; 280. Dc3 ; 281. Dd2 ; 282. Dc3 ; 283. Dd2 ; 284. Dc3 ; 285. Dd2 ; 286. Dc3 ; 287. Dd2 ; 288. Dc3 ; 289. Dd2 ; 290. Dc3 ; 291. Dd2 ; 292. Dc3 ; 293. Dd2 ; 294. Dc3 ; 295. Dd2 ; 296. Dc3 ; 297. Dd2 ; 298. Dc3 ; 299. Dd2 ; 300. Dc3 ; 301. Dd2 ; 302. Dc3 ; 303. Dd2 ; 304. Dc3 ; 305. Dd2 ; 306. Dc3 ; 307. Dd2 ; 308. Dc3 ; 309. Dd2 ; 310. Dc3 ; 311. Dd2 ; 312. Dc3 ; 313. Dd2 ; 314. Dc3 ; 315. Dd2 ; 316. Dc3 ; 317. Dd2 ; 318. Dc3 ; 319. Dd2 ; 320. Dc3 ; 321. Dd2 ; 322. Dc3 ; 323. Dd2 ; 324. Dc3 ; 325. Dd2 ; 326. Dc3 ; 327. Dd2 ; 328. Dc3 ; 329. Dd2 ; 330. Dc3 ; 331. Dd2 ; 332. Dc3 ; 333. Dd2 ; 334. Dc3 ; 335. Dd2 ; 336. Dc3 ; 337. Dd2 ; 338. Dc3 ; 339. Dd2 ; 340. Dc3 ; 341. Dd2 ; 342. Dc3 ; 343. Dd2 ; 344. Dc3 ; 345. Dd2 ; 346. Dc3 ; 347. Dd2 ; 348. Dc3 ; 349. Dd2 ; 350. Dc3 ; 351. Dd2 ; 352. Dc3 ; 353. Dd2 ; 354. Dc3 ; 355. Dd2 ; 356. Dc3 ; 357. Dd2 ; 358. Dc3 ; 359. Dd2 ; 360. Dc3 ; 361. Dd2 ; 362. Dc3 ; 363. Dd2 ; 364. Dc3 ; 365. Dd2 ; 366. Dc3 ; 367. Dd2 ; 368. Dc3 ; 369. Dd2 ; 370. Dc3 ; 371. Dd2 ; 372. Dc3 ; 373. Dd2 ; 374. Dc3 ; 375. Dd2 ; 376. Dc3 ; 377. Dd2 ; 378. Dc3 ; 379. Dd2 ; 380. Dc3 ; 381. Dd2 ; 382. Dc3 ; 383. Dd2 ; 384. Dc3 ; 385. Dd2 ; 386. Dc3 ; 387. Dd2 ; 388. Dc3 ; 389. Dd2 ; 390. Dc3 ; 391. Dd2 ; 392. Dc3 ; 393. Dd2 ; 394. Dc3 ; 395. Dd2 ; 396. Dc3 ; 397. Dd2 ; 398. Dc3 ; 399. Dd2 ; 400. Dc3 ; 401. Dd2 ; 402. Dc3 ; 403. Dd2 ; 404. Dc3 ; 405. Dd2 ; 406. Dc3 ; 407. Dd2 ; 408. Dc3 ; 409. Dd2 ; 410. Dc3 ; 411. Dd2 ; 412. Dc3 ; 413. Dd2 ; 414. Dc3 ; 415. Dd2 ; 416. Dc3 ; 417. Dd2 ; 418. Dc3 ; 419. Dd2 ; 420. Dc3 ; 421. Dd2 ; 422. Dc3 ; 423. Dd2 ; 424. Dc3 ; 425. Dd2 ; 426. Dc3 ; 427. Dd2 ; 428. Dc3 ; 429. Dd2 ; 430. Dc3 ; 431. Dd2 ; 432. Dc3 ; 433. Dd2 ; 434. Dc3 ; 435. Dd2 ; 436. Dc3 ; 437. Dd2 ; 438. Dc3 ; 439. Dd2 ; 440. Dc3 ; 441. Dd2 ; 442. Dc3 ; 443. Dd2 ; 444. Dc3 ; 445. Dd2 ; 446. Dc3 ; 447. Dd2 ; 448. Dc3 ; 449. Dd2 ; 450. Dc3 ; 451. Dd2 ; 452. Dc3 ; 453. Dd2 ; 454. Dc3 ; 455. Dd2 ; 456. Dc3 ; 457. Dd2 ; 458. Dc3 ; 459. Dd2 ; 460. Dc3 ; 461. Dd2 ; 462. Dc3 ; 463. Dd2 ; 464. Dc3 ; 465. Dd2 ; 466. Dc3 ; 467. Dd2 ; 468. Dc3 ; 469. Dd2 ; 470. Dc3 ; 471. Dd2 ; 472. Dc3 ; 473. Dd2 ; 474. Dc3 ; 475. Dd2 ; 476. Dc3 ; 477. Dd2 ; 478. Dc3 ; 479. Dd2 ; 480. Dc3 ; 481. Dd2 ; 482. Dc3 ; 483. Dd2 ; 484. Dc3 ; 485. Dd2 ; 486. Dc3 ; 487. Dd2 ; 488. Dc3 ; 489. Dd2 ; 490. Dc3 ; 491. Dd2 ; 492. Dc3 ; 493. Dd2 ; 494. Dc3 ; 495. Dd2 ; 496. Dc3 ; 497. Dd2 ; 498. Dc3 ; 499. Dd2 ; 500. Dc3 ; 501. Dd2 ; 502. Dc3 ; 503. Dd2 ; 504. Dc3 ; 505. Dd2 ; 506. Dc3 ; 507. Dd2 ; 508. Dc3 ; 509. Dd2 ; 510. Dc3 ; 511. Dd2 ; 512. Dc3 ; 513. Dd2 ; 514. Dc3 ; 515. Dd2 ; 516. Dc3 ; 517. Dd2 ; 518. Dc3 ; 519. Dd2 ; 520. Dc3 ; 521. Dd2 ; 522. Dc3 ; 523. Dd2 ; 524. Dc3 ; 525. Dd2 ; 526. Dc3 ; 527. Dd2 ; 528. Dc3 ; 529. Dd2 ; 530. Dc3 ; 531. Dd2 ; 532. Dc3 ; 533. Dd2 ; 534. Dc3 ; 535. Dd2 ; 536. Dc3 ; 537. Dd2 ; 538. Dc3 ; 539. Dd2 ; 540. Dc3 ; 541. Dd2 ; 542. Dc3 ; 543. Dd2 ; 544. Dc3 ; 545. Dd2 ; 546. Dc3 ; 547. Dd2 ; 548. Dc3 ; 549. Dd2 ; 550. Dc3 ; 551. Dd2 ; 552. Dc3 ; 553. Dd2 ; 554. Dc3 ; 555. Dd2 ; 556. Dc3 ; 557. Dd2 ; 558. Dc3 ; 559. Dd2 ; 560. Dc3 ; 561. Dd2 ; 562. Dc3 ; 563. Dd2 ; 564. Dc3 ; 565. Dd2 ; 566. Dc3 ; 567. Dd2 ; 568. Dc3 ; 569. Dd2 ; 570. Dc3 ; 571. Dd2 ; 572. Dc3 ; 573. Dd2 ; 574. Dc3 ; 575. Dd2 ; 576. Dc3 ; 577. Dd2 ; 578. Dc3 ; 579. Dd2 ; 580. Dc3 ; 581. Dd2 ; 582. Dc3 ; 583. Dd2 ; 584. Dc3 ; 585. Dd2 ; 586. Dc3 ; 587. Dd2 ; 588. Dc3 ; 589. Dd2 ; 590. Dc3 ; 591. Dd2 ; 592. Dc3 ; 593. Dd2 ; 594. Dc3 ; 595. Dd2 ; 596. Dc3 ; 597. Dd2 ; 598. Dc3 ; 599. Dd2 ; 600. Dc3 ; 601. Dd2 ; 602. Dc3 ; 603. Dd2 ; 604. Dc3 ; 605. Dd2 ; 606. Dc3 ; 607. Dd2 ; 608. Dc3 ; 609. Dd2 ; 610. Dc3 ; 611. Dd2 ; 612. Dc3 ; 613. Dd2 ; 614. Dc3 ; 615. Dd2 ; 616. Dc3 ; 617. Dd2 ; 618. Dc3 ; 619. Dd2 ; 620. Dc3 ; 621. Dd2 ; 622. Dc3 ; 623. Dd2 ; 624. Dc3 ; 625. Dd2 ; 626. Dc3 ; 627. Dd2 ; 628. Dc3 ; 629. Dd2 ; 630. Dc3 ; 631. Dd2 ; 632. Dc3 ; 633. Dd2 ; 634. Dc3 ; 635. Dd2 ; 636. Dc3 ; 637. Dd2 ; 638. Dc3 ; 639. Dd2 ; 640. Dc3 ; 641. Dd2 ; 642. Dc3 ; 643. Dd2 ; 644. Dc3 ; 645. Dd2 ; 646. Dc3 ; 647. Dd2 ; 648. Dc3 ; 649. Dd2 ; 650. Dc3 ; 651. Dd2 ; 652. Dc3 ; 653. Dd2 ; 654. Dc3 ; 655. Dd2 ; 656. Dc3 ; 657. Dd2 ; 658. Dc3 ; 659. Dd2 ; 660. Dc3 ; 661. Dd2 ; 662. Dc3 ; 663. Dd2 ; 664. Dc3 ; 665. Dd2 ; 666. Dc3 ; 667. Dd2 ; 668. Dc3 ; 669. Dd2 ; 670. Dc3 ; 671. Dd2 ; 672. Dc3 ; 673. Dd2 ; 674. Dc3 ; 675. Dd2 ; 676. Dc3 ; 677. Dd2 ; 678. Dc3 ; 679. Dd2 ; 680. Dc3 ; 681. Dd2 ; 682. Dc3 ; 683. Dd2 ; 684. Dc3 ; 685. Dd2 ; 686. Dc3 ; 687. Dd2 ; 688. Dc3 ; 689. Dd2 ; 690. Dc3 ; 691. Dd2 ; 692. Dc3 ; 693. Dd2 ; 694. Dc3 ; 695. Dd2 ; 696. Dc3 ; 697. Dd2 ; 698. Dc3 ; 699. Dd2 ; 700. Dc3 ; 701. Dd2 ; 702. Dc3 ; 703. Dd2 ; 704. Dc3 ; 705. Dd2 ; 706. Dc3 ; 707. Dd2 ; 708. Dc3 ; 709. Dd2 ; 710. Dc3 ; 711. Dd2 ; 712. Dc3 ; 713. Dd2 ; 714. Dc3 ; 715. Dd2 ; 716. Dc3 ; 717. Dd2 ; 718. Dc3 ; 719. Dd2 ; 720. Dc3 ; 721. Dd2 ; 722. Dc3 ; 723. Dd2 ; 724. Dc3 ; 725. Dd2 ; 726. Dc3 ; 727. Dd2 ; 728. Dc3 ; 729. Dd2 ; 730. Dc3 ; 731. Dd2 ; 732. Dc3 ; 733. Dd2 ; 734. Dc3 ; 735. Dd2 ; 736. Dc3 ; 737. Dd2 ; 738. Dc3 ; 739. Dd2 ; 740. Dc3 ; 741. Dd2 ; 742. Dc3 ; 743. Dd2 ; 744. Dc3 ; 745. Dd2 ; 746. Dc3 ; 747. Dd2 ; 748. Dc3 ; 749. Dd2 ; 750. Dc3 ; 751. Dd2 ; 752. Dc3 ; 753. Dd2 ; 754. Dc3 ; 755. Dd2 ; 756. Dc3 ; 757. Dd2 ; 758. Dc3 ; 759. Dd2 ; 760. Dc3 ; 761. Dd2 ; 762. Dc3 ; 763. Dd2 ; 764. Dc3 ; 765. Dd2 ; 766. Dc3 ; 767. Dd2 ; 768. Dc3 ; 769. Dd2 ; 770. Dc3 ; 771. Dd2 ; 772. Dc3 ; 773. Dd2 ; 774. Dc3 ; 775. Dd2 ; 776. Dc3 ; 777. Dd2 ; 778. Dc3 ; 779. Dd2 ; 780. Dc3 ; 781. Dd2 ; 782. Dc3 ; 783. Dd2 ; 784. Dc3 ; 785. Dd2 ; 786. Dc3 ; 787. Dd2 ; 788. Dc3 ; 789. Dd2 ; 790. Dc3 ; 791. Dd2 ; 792. Dc3 ; 793. Dd2 ; 794. Dc3 ; 795. Dd2 ; 796. Dc3 ; 797. Dd2 ; 798. Dc3 ; 799. Dd2 ; 800. Dc3 ; 801. Dd2 ; 802. Dc3 ; 803. Dd2 ; 804. Dc3 ; 805. Dd2 ; 806. Dc3 ; 807. Dd2 ; 808. Dc3 ; 809. Dd2 ; 810. Dc3 ; 811. Dd2 ; 812. Dc3 ; 813. Dd2 ; 814. Dc3 ; 815. Dd2 ; 816. Dc3 ; 817. Dd2 ; 818. Dc3 ; 819. Dd2 ; 820. Dc3 ; 821. Dd2 ; 822. Dc3 ; 823. Dd2 ; 824. Dc3 ; 825. Dd2 ; 826. Dc3 ; 827. Dd2 ; 828. Dc3 ; 829. Dd2 ; 830. Dc3 ; 831. Dd2 ; 832. Dc3 ; 833. Dd2 ; 834. Dc3 ; 835. Dd2 ; 836. Dc3 ; 837. Dd2 ; 838. Dc3 ; 839. Dd2 ; 840. Dc3 ; 841. Dd2 ; 842. Dc3 ; 843. Dd2 ; 844. Dc3 ; 845. Dd2 ; 846. Dc3 ; 847. Dd2 ; 848. Dc3 ; 849. Dd2 ; 850. Dc3 ; 851. Dd2 ; 852. Dc3 ; 853. Dd2 ; 854. Dc3 ; 855. Dd2 ; 856. Dc3 ; 857. Dd2 ; 858. Dc3 ; 859. Dd2 ; 860. Dc3 ; 861. Dd2 ; 862. Dc3 ; 863. Dd2 ; 864. Dc3 ; 865. Dd2 ; 866. Dc3 ; 867. Dd2 ; 868. Dc3 ; 869. Dd2 ; 870. Dc3 ; 871. Dd2 ; 872. Dc3 ; 873. Dd2 ; 874. Dc3 ; 875. Dd2 ; 876. Dc3 ; 877. Dd2 ; 878. Dc3 ; 879. Dd2 ; 880. Dc3 ; 881. Dd2 ; 882. Dc3 ; 883. Dd2 ; 884. Dc3 ; 885. Dd2 ; 886. Dc3 ; 887. Dd2 ; 888. Dc3 ; 889. Dd2 ; 890. Dc3 ; 891. Dd2 ; 892. Dc3 ; 893. Dd2 ; 894. Dc3 ; 895. Dd2 ; 896. Dc3 ; 897. Dd2 ; 898. Dc3 ; 899. Dd2 ; 900. Dc3 ; 901. Dd2 ; 902. Dc3 ; 903. Dd2 ; 904. Dc3 ; 905. Dd2 ; 906. Dc3 ; 907. Dd2 ; 908. Dc3 ; 909. Dd2 ; 910. Dc3 ; 911. Dd2 ; 912. Dc3 ; 913. Dd2 ; 914. Dc3 ; 915. Dd2 ; 916. Dc3 ; 917. Dd2 ; 918. Dc3 ; 919. Dd2 ; 920. Dc3 ; 921. Dd2 ; 922. Dc3 ; 923. Dd2 ; 924. Dc3 ; 925. Dd2 ; 926. Dc3 ; 927. Dd2 ; 928. Dc3 ; 929. Dd2 ; 930. Dc3 ; 931. Dd2 ; 932. Dc3 ; 933. Dd2 ; 934. Dc3 ; 935. Dd2 ; 936. Dc3 ; 937. Dd2 ; 938. Dc3 ; 939. Dd2 ; 940. Dc3 ; 941. Dd2 ; 942. Dc3 ; 943. Dd2 ; 944. Dc3 ; 945. Dd2 ; 946. Dc3 ; 947. Dd2 ; 948. Dc3 ; 949. Dd2 ; 950. Dc3 ; 951. Dd2 ; 952. Dc3 ; 953. Dd2 ; 954. Dc3 ; 955. Dd2 ; 956. Dc3 ; 957. Dd2 ; 958. Dc3 ; 959. Dd2 ; 960. Dc3 ; 961. Dd2 ; 962. Dc3 ; 963. Dd2 ; 964. Dc3 ; 965. Dd2 ; 966. Dc3 ; 967. Dd2 ; 968. Dc3 ; 969. Dd2 ; 970. Dc3 ; 971. Dd2 ; 972. Dc3 ; 973. Dd2 ; 974. Dc3 ; 975. Dd2 ; 976. Dc3 ; 977. Dd2 ; 978. Dc3 ; 979. Dd2 ; 980. Dc3 ; 981. Dd2 ; 982. Dc3 ; 983. Dd2 ; 984. Dc3 ; 985. Dd2 ; 986. Dc3 ; 987. Dd2 ; 988. Dc3 ; 989. Dd2 ; 990. Dc3 ; 991. Dd2 ; 992. Dc3 ; 993. Dd2 ; 994. Dc3 ; 995. Dd2 ; 996. Dc3 ; 997. Dd2 ; 998. Dc3 ; 999. Dd2 ; 1000. Dc3 ; 1001. Dd2 ; 1002. Dc3 ; 1003. Dd2 ; 1004. Dc3 ; 1005. Dd2 ; 1006. Dc3 ; 1007. Dd2 ; 1008. Dc3 ; 1009. Dd2 ; 1010. Dc3 ; 1011. Dd2 ; 1012. Dc3 ; 1013. Dd2 ; 1014. Dc3 ; 1015. Dd2 ; 1016. Dc3 ; 1017. Dd2 ; 1018. Dc3 ; 1019. Dd2 ; 1020. Dc3 ; 1021. Dd2 ; 1022. Dc3 ; 1023. Dd2 ; 1024. Dc3 ; 1025. Dd2 ; 1026. Dc3 ; 1027. Dd2 ; 1028. Dc3 ; 1029. Dd2 ; 1030. Dc3 ; 1031. Dd2 ; 1032. Dc3 ; 1033. Dd2 ; 1034. Dc3 ; 1035. Dd2 ; 1036. Dc3 ; 1037. Dd2 ; 1038. Dc3 ; 1039. Dd2 ; 1040. Dc3 ; 1041. Dd2 ; 1042. Dc3 ; 1043. Dd2 ; 1044. Dc3 ; 1045. Dd2 ; 1046. Dc3 ; 1047. Dd2 ; 1048. Dc3 ; 1049. Dd2 ; 1050. Dc3 ; 1051. Dd2 ; 1052. Dc3 ; 1053. Dd2 ; 1054. Dc3 ; 1055. Dd2 ; 1056. Dc3 ; 1057. Dd2 ; 1058. Dc3 ; 1059. Dd2 ; 1060. Dc3 ; 1061. Dd2 ; 1062. Dc3 ; 1063. Dd2 ; 1064. Dc3 ;

JUSTICE

LE TEMPS DE L'ARNAQUE

L'affaire des faux Startron

par MAURICE DENUZIERE

D'après les experts en polyméologie, deux des éléments qui permirent à Israël de remporter la victoire sur les troupes arabes furent, au plan matériel, les Startron et le canon américain 155. Ce dernier engin, qui projette à 28 kilomètres avec grande précision et à une cadence surprenante des obus particulièrement meurtriers, est, paraît-il, ce qu'on fait de mieux dans le genre. Il est cependant moins démontable que le Startron, appareil d'optique, permettant la vision de nuit et qui rend tous ceux qui le possèdent myopes.

Fabriqués aux États-Unis par la seule firme Smith et Wesson, l'amplificateur de lumière dans le plan à toutes les lunettes à infrarouges. Engin passif n'émettant aucun rayon, il a donc l'avantage de ne pas être repérable par les détecteurs électroniques. Le Startron capte la lumière résiduelle la plus faible — car aucune nuit n'est parfaitement noire — et multiplie celle-ci par soixante mille. Un spécialiste, qui a expérimenté cet instrument, nous a affirmé que, à travers l'objectif du Startron, on peut voir en pleine obscurité et à 600 mètres des petits lapins gri-

gnolés des ruines dans les prés. Jumeulé avec un appareil photographique, le Startron constitue un précieux auxiliaire des espions. En France, l'armée de l'air et certaines unités blindées en possèdent, mais le coût élevé de l'appareil, près de 7 000 dollars, ne permet pas à tout le monde de s'en offrir de grandes quantités.

Au cours du dernier conflit qui les opposa aux Arabes, les Israéliens en détenaient assez pour équiper leurs hélicoptères et leurs chars. Ces derniers, grâce à ce précieux gadget, avançait à 60 kilomètres à l'heure dans l'obscurité, ce qui ne manquait pas d'étonner leurs adversaires.

Les Libyens et les Saoudiens, après avoir apprécié les qualités de l'instrument, ne pensèrent plus qu'à s'en procurer. Les Soviétiques n'ayant, semble-t-il, pas encore percé le secret de l'optique, jalousement gardé par les Américains, ce n'est qu'après de la firme américaine Smith et Wesson que l'on peut obtenir un produit qui n'est pas vendu à l'import.

Une caution morale

Classé matériel d'armement dans tous les pays de l'OTAN, les Arabes ne pouvaient donc en acquiescer par des voies détournées. C'est alors qu'ils pensèrent à la France où, en 1975, étant donnée la promptitude de notre administration, le classement restrictif n'était pas encore intervenu. Les acheteurs libyens, clients de Thomson-C.S.F., qui leur a déjà vendu notamment des fusées Crotales et des radars de poursuite Albatros, destinés à compléter l'équipement des Mirage achetés aux Établissements Marcel-Dassault, s'adressèrent au service des affaires internationales de la firme qui dirige M. Gerald Carvin, un ancien officier de marine, ami du président égyptien Sadate et des souverains saoudiens.

Un des adjoints de M. Carvin, M. Abbateucci, aurait alors expliqué aux solliciteurs que si Thomson-C.S.F. ne pouvait disposer de Startron, il connaissait, lui, des négociants débrouillards qui pourraient peut-être leur en procurer. C'est ainsi que MM. Georges Starckmann et Claude Dumont, dirigeants des sociétés Régie-Moncau et Panamanien, 150, avenue de Wagram, Paris, furent présentés aux acheteurs libyens. À noter que la société Panamanien est une filiale de la Générale Equipement Co, via Espana 120, Apartado 1450, à Panama, société au capital de 250 000 dollars, dont le siège est... une boîte à lettres ! Il est évident que sans la caution de Thomson-C.S.F. abusivement accordée par M. Abbateucci, dont on sait aujourd'hui qu'il n'était pas désintéressé, jamais les Libyens n'auraient accepté d'entrer en affaires avec des trafiquants.

D'Asnières à Orly via Madrid

On imagine la déception des contractants français et libyens, dont les commissions disparaissent. C'est alors que M. Starckmann et ses amis eurent une idée. Puisqu'on ne pouvait plus obtenir de vrais Startron, on allait en fabriquer des faux. On décapitait ainsi le bénéfice, les faux Startron coûtant, on s'en doute, beaucoup moins cher que le vrai. C'est ainsi qu'un petit industriel d'Asnières reçut commande, au début de février 1976, par la Régie Moncau, de trois mille tubes d'optique qui devaient être livrés à Madrid entre le 15 et le 25 mars 1976. On fournit à l'industriel un plan assez grossier, et grossier même que ces ingénieurs habitués à la mécanique de précision, trouva que les tolérances des cotes intérieures de plus ou moins 5 mm indiquaient qu'il s'agissait de pièces tout à fait quelconques.

Tout ce que ses clients lui deman-

Naturellement, M. Starckmann se déclara capable de livrer des Startron, et un premier contrat fut passé pour trois cents lunettes, au mois de mars 1974. Suivant la méthode habituelle, les Libyens furent invités à déposer 1 million de dollars dans une banque suisse, la Banque romande, à Genève. Le crédit serait débloqué sur présentation des accredits réguliers quand les acheteurs auraient assisté à l'expédition de la marchandise. Par l'intermédiaire d'un négociant anglais et peut-être avec l'aide du représentant de Smith et Wesson en France, M. Starckmann obtint un premier lot de cent dix Startron qui parvinrent en Libye en octobre 1975.

Il paraît que les militaires et étrangers libyens furent enchantés de faire joujou avec ces lunettes qui permettaient de voir la nuit. Leur satisfaction fut si grande qu'ils décidèrent aussitôt de commander à M. Starckmann trois mille autres Startron. Cette demande fit l'objet du contrat n° 121 274, d'un montant de 15 282 000 dollars payables en Suisse, comme toujours. Hélas ! au moment où les fournisseurs français expédiaient la seconde livraison prévue par le premier contrat, portant sur trois cents lunettes, la douane française intervint, le Startron venant d'être classé matériel d'armement. Il n'était donc pas réexportable vers la Libye par une société française, Régie Moncau, même si celle-ci, par un subterfuge d'écriture, revendait la marchandise par-dessous un bureau à la société Panamanien, à ce qui avait été prévu dans le contrat. On peut penser que cet émissaire avait tout intérêt à ce que le marché trouvât une heureuse conclusion. Aussitôt, les crédits bloqués en Suisse furent libérés et les intéressés se partagèrent, suivant un système de prérogative connu d'eux seuls, les 15 millions de dollars engagés par les Libyens.

Il fallait néanmoins éviter que les faux Startron ne parvinrent à destination, où les utilisateurs éventuels eussent été peut-être surpris de découvrir que, dépourvus de leur équipement interne, ces Startron étaient bien incapables de percer l'obscurité. Le stock fut donc renvoyé de Madrid à Orly où il se trouve toujours, en même temps qu'on informait l'industriel d'Asnières que les pièces livrées n'étaient pas conformes au plan, on lui demandait de rembourser les 470 000 francs qu'il avait touchés. Les plaignants apparemment sûrs d'eux n'hésitèrent pas à déposer un recours devant le tribunal de commerce de Paris, en juin 1976. Le tribunal désigna un expert laque, hélas ! n'a jamais pu avoir entre les mains une seule des pièces refusées, que personne ne se soucia de retirer des entrepôts sous douane d'Orly.

Il faut dire que quelques jours avant l'expédition des faux Startron

en Espagne, les inspecteurs de la brigade nationale des enquêtes douanières avaient rendu visite à l'industriel d'Asnières pour lui signifier qu'il fabriquait illégalement du matériel d'armement. L'étonnement de l'ingénieur et les pièces qu'il présentait aux douaniers convainquirent ceux-ci que le fabricant était de bonne foi. « Si vous n'empêchez d'exporter ces objets, dit-il aux douaniers, vous coulez mon entreprise, car les clients me doivent 470 000 francs, et j'ai dû sous-traiter une partie des travaux. »

Il arrive que le douanier soit bon enfant, et l'autorisation d'exporter les faux Startron, après tout inoffensive, fut donnée. L'administration des douanes souhaitant, d'autre part, ne pas interrompre la filière pouvant la conduire au gros gibier. Néanmoins, cette intervention avait semé la panique chez les trafiquants, d'où leur comportement au cours des semaines qui suivirent.

Aujourd'hui, la douane ne peut que poursuivre les dirigeants des sociétés Régie-Moncau et Panamanien, ainsi que M. Abbateucci, pour infraction à la réglementation sur les changes, mais il faudrait que le magistrat qui aura à connaître de ce dossier soit bien peu curieux pour ne pas s'intéresser à la marchandise qui fit l'objet des transactions litigieuses et aux curieuses méthodes d'une bande d'algériens.

Comme on l'a dit plus haut, l'affaire des faux Startron n'est qu'un épisode. Les mêmes hommes qui flouèrent ainsi le gouvernement libyen, ont déjà passé de nouveaux contrats plus importants pour la fourniture, notamment, de canons 155 et 175 qu'il est peu probable que les militaires libyens voient jamais. Un de ces contrats, le N.L.B., porte sur 151 400 000 dollars, dont 60 % ont déjà été versés, soit 90 840 000 dollars, par l'intermédiaire de la Banque d'Amérique à Zurich, compte n° 31 353.

Quand on considère les prota-

FAITS ET JUGEMENTS

Le bâtonnier Jaccoud à la recherche de son innocence.

La cour de cassation du canton de Genève s'est réunie, mercredi 22 décembre, pour examiner le recours en révision du procès de M. Pierre Jaccoud, condamné, en 1980, à sept ans de réclusion pour meurtre (Le Monde du 30 novembre).

Les trois avocats de l'ancien bâtonnier de Genève, âgé aujourd'hui de soixante et onze ans, ont présenté des documents nouveaux qui, selon eux, prouvent l'innocence de leur client en démontrant que l'« absurdité et la fantaisie » des expertises effectuées lors du premier procès. Ils estiment pouvoir démontrer que le meurtre était lié à une affaire de trafic d'armes en relation avec la guerre d'Algérie. La cour rendra son arrêt à une date ultérieure.

Nominations de magistrats.

Par décret publié au Journal officiel du 23 décembre sont nommés : Président du tribunal de Bordeaux, M. Pierre Martaguet ; président du tribunal de Metz, M. René Blau ; président du tribunal de Reims, M. Pierre Migonnet ; président du tribunal de Nancy, M. Pierre Bédout ; procureur de la République à Draguignan, M. Jean Ory ; procureur de la République à Saverny, M. Jean Volz.

Les marchands du temple... du foie gras.

Les Pyramides font défaut dans la rue qui à Paris porte leur nom. Mais il y a un temple : le « Temple du foie gras ». Or la Chambre syndicale nationale des industries de la conserve n'a pas craint de commettre le sacrilège de porter plainte contre les serviteurs de ce temple : M. André Vuillet, son épouse, née Maggy Foujade, et leur agent en relations publiques, Mlle Mireille Coffe. Cet organisme a pris ombrage en effet, d'une campagne publicitaire par voie de presse et de radio qui recommandait les produits du « temple » pour le compte du « Centre national et international d'information et de promotion du foie gras ». Ce centre d'activités se trouve dans l'imagination des négociants de la rue des Pyramides et s'appuyait sur les talents inimitables de la « seule poëtesse professionnelle de foie gras ».

d'abord, né en 1927 à Paris, qui a cru prudent d'aller s'installer au Portugal. C'est un fils d'émigré que les inspecteurs des douanes connaissent depuis longtemps. Il y a vingt ans, il pratiquait la fraude à la taxe à l'exportation sur les textiles, ce qui lui valut à l'époque 300 millions d'anciens francs d'amende. Étant passé du textile aux armes, il évolue depuis longtemps dans ce milieu particulier où l'on rencontre des agents du S.D.E.C.E., de l'Intelligence Service, de la G.I.A. En 1964, il travaille avec un Hollandais pour livrer des armes en Afrique. Propriétaire d'un restaurant dans le 15^e arrondissement, il y tient table ouverte pour ses amis. On sait qu'il a des intérêts en Espagne dans la société Atlantico S.A., 28 Villaverde, Madrid, dont le gérant est un Suisse, M. Raymond Sauer, et où travaille un ancien S.S., Heinz Polmann ; en Suisse, où son correspondant est Georges Simonin, un ancien barman à l'Ascoot, condamné à quinze ans de prison par contumace pour collaboration avec les nazis. Il est, en outre, le fondateur de la Régie-Moncau et de la Panamanien, où plusieurs anciens du S.D.E.C.E. ont eu leurs entrées, ainsi que les représentants des grandes firmes d'armements américaines.

M. Starckmann possède aussi une affaire de cassettes pornographiques dont il tire, paraît-il, de bons bénéfices.

Quant à son associé, M. Claude Dumont, présentement consul de Bolivie, il fut recherché lorsqu'il était sénateur de Sétif pour son activité dans l'O.A.S. et passa, de ce fait, plusieurs années en Belgique où il s'installa au commerce des armes.

Côté libyen, les complications semblent ne pas faire de doute. À quel niveau se situent-elles ? Voilà sans doute ce que le colonel Kadafi, qui ne plaisante pas avec les corrupteurs et les trafiquants, voudrait bien savoir. Les Libyens de Paris ont, d'ailleurs, fermé leurs bureaux parisiens et se sont discrètement éclipés, mais à Tripoli d'autres ne doivent pas dormir tranquilles, car les services libyens enquêtent, non seulement sur l'affaire du Startron, mais sur d'autres dossiers.

UN PROJET OFFICIEL EN SUÈDE

L'égalité des salaires des détenus avec ceux des travailleurs libres

De notre correspondant

Stockholm. — Commentant les dernières « grèves du travail » qui ont eu lieu dans plusieurs prisons suédoises, M. Bo Martinsson, chef de la Direction nationale des organes de traitement criminel, vient de déclarer, dans une interview accordée à l'agence d'information suédoise S.T.T., que certaines revendications des détenus étaient à son avis justifiées. En plus de l'abolition de leurs conditions de détention, ceux-ci réclamaient des salaires décentes, le droit de se syndiquer et le droit de négociation avec l'administration en cas de conflit.

« Il faut, dit M. Martinsson, comprendre la mécontentement des détenus qui gagnent seulement 2,5 couronnes de l'heure — 3 francs suédois — et qui savent que leurs collègues du dehors de l'autre côté des murs touchent dix fois plus qu'eux pour le même travail. Il ne faut pas s'étonner dans ces conditions qu'ils se résolvent à commettre l'infraction de travail dans les prisons. » Dans deux établissements pénitentiaires suédois, Tjörnsjö et Skövde, on essaye à l'heure expérimentale, depuis 1972, de verser aux prisonniers des salaires conformes au taux moyen pratiqué sur le marché de l'emploi. Les résultats ont été positifs et présentent une valeur certaine pour la réadaptation sociale des délinquants qui, à leur sortie de prison, ont au moins une somme décente à leur disposition.

Quarante mille permissions

La direction des prisons a demandé des crédits supplémentaires pour étendre cette expérience à d'autres établissements, mais, jusqu'ici, ces crédits ont été refusés : « Certes, nos coûts salariaux augmenteraient en conséquence, mais il ne faut pas oublier que la peine des marchands de faux prisonniers dans les prisons rapporte chaque année à l'État 50 millions de couronnes, les primes de travail ne représentent de leur côté que 12 millions. En réalité, les prisonniers paient ce qu'ils coûtent à l'État, et nous sommes subventionnés. »

Si M. Martinsson estime qu'une réforme des salaires est tout à fait possible et qu'elle permettrait de faire un pas de plus dans le processus d'humanisation du régime pénitentiaire, il pense en revanche que le droit de négociation et le droit de former un syndicat pour les détenus se heurtent à des obstacles plus difficiles à surmonter. Mais les problèmes qui se posent ne sont pas insolubles. Il faudrait tout d'abord réviser la législation présente qui prévoit l'obligation du travail dans les pénitenciers. Une fois cette disposition abolie, on pourrait concevoir la création d'un syndicat des détenus : « Les prisonniers auraient le droit de grève et nous aurions la possibilité de les inclure dans les négociations de travail. »

Environ trois mille trois cents personnes se trouvent aujourd'hui en prison en Suède (1). M. Martinsson pense qu'il est possible de réduire de moitié la population pénitentiaire avant 1980. D'une part en développant le traitement en liberté conditionnelle et d'autre part en supprimant définitivement les peines de prison pour les auteurs de crimes mineurs.

Le nombre des permissions est passé de douze mille en 1969 à quarante mille en 1975.

ALAIN DEBOYE.

(1) Pour une population de 8,2 millions d'habitants. Avec 53 millions d'habitants, la France compte environ trente mille détenus.

FAITS DIVERS

A CHATEAU-THIERRY

Un policier est tué au cours d'une attaque à main armée

Quatre malfaiteurs masqués et armés, dont deux de pistolets mitrailleurs, ont fait irruption, jeudi 23 décembre, à 20 h 50, dans un supermarché Coop, 37, avenue d'Essômes, à Chateau-Thierry (Aisne), et se sont fait remettre le contenu du coffre, soit environ 15 000 F. Trois policiers alertés par un témoin sont intervenus, mais, l'un des malfaiteurs a immédiatement ouvert le feu avec son pistolet-mitrailleur, blessant grièvement de plusieurs balles un inspecteur, M. Richard Clampton, âgé de vingt-cinq ans, qui devait décider trois heures plus tard à l'hôpital de Chateau-Thierry.

Les quatre hommes ont ensuite pris la fuite dans une voiture Citroën SM en emmenant un otage, une réceptionnaire, Mlle Chantal Cogne, âgée de vingt et un ans. La jeune fille devait être retrouvée vers 1 heure

du matin dans le bois de Vincennes, heure à laquelle elle s'est présentée aux policiers du commissariat de Vincennes.

Les malfaiteurs, qui selon les enquêteurs, auraient changé de voiture peu après cette attaque à main armée, n'ont pas été retrouvés malgré la mise en place d'un important dispositif policier.

Peu avant le coup de main, les gendarmes avaient été repérés par le directeur du supermarché, M. Jean Szwed, intrigué par une voiture aux apparences suspectes à sur le parking. Il avait alors alerté le commissariat, mais à l'arrivée des policiers, le véhicule avait disparu. Les malfaiteurs avaient revendu une heure plus tard au moment où l'inspecteur Richard Clampton patronnait dans le secteur en compagnie de deux gendarmes de la paix.

se sont carambolés. Quatre des personnes blessées sont dans un état grave.

Cinq personnes ont été tuées dans la soirée du 23 décembre à la sortie de Montauban (Tarn-et-Garonne), par suite d'une collision entre deux voitures, dont l'une était conduite par M. Delay, chirurgien en chef à l'hôpital de la ville, qui a péri dans l'accident.

Inculpation du chauffeur de l'autocar de Lyon. Le chauffeur de l'autocar qui, en tombant dans le Rhône, le 21 décembre, avait provoqué la mort de quatre personnes, trois enfants et une monitrice, — a été inculpé, jeudi 23 décembre, par M. Guy Geyron, juge d'instruction à Lyon, de blessures et homicides involontaires. M. Maury a été laissé en liberté.

Une collision en chaîne a fait cinquante blessés dans la matinée du jeudi 23 décembre, sur l'autoroute A-4, à proximité de Nîmes (Gard). C'est à la suite de la manœuvre mal contrôlée d'une voiture en panne de carburant qui tentait de gagner le bas-côté que cinquante-neuf véhicules, dont sept poids lourds,

se sont carambolés. Quatre des personnes blessées sont dans un état grave.

Cinq personnes ont été tuées dans la soirée du 23 décembre à la sortie de Montauban (Tarn-et-Garonne), par suite d'une collision entre deux voitures, dont l'une était conduite par M. Delay, chirurgien en chef à l'hôpital de la ville, qui a péri dans l'accident.

Inculpation du chauffeur de l'autocar de Lyon. Le chauffeur de l'autocar qui, en tombant dans le Rhône, le 21 décembre, avait provoqué la mort de quatre personnes, trois enfants et une monitrice, — a été inculpé, jeudi 23 décembre, par M. Guy Geyron, juge d'instruction à Lyon, de blessures et homicides involontaires. M. Maury a été laissé en liberté.

Une collision en chaîne a fait cinquante blessés dans la matinée du jeudi 23 décembre, sur l'autoroute A-4, à proximité de Nîmes (Gard). C'est à la suite de la manœuvre mal contrôlée d'une voiture en panne de carburant qui tentait de gagner le bas-côté que cinquante-neuf véhicules, dont sept poids lourds,

se sont carambolés. Quatre des personnes blessées sont dans un état grave.

Cinq personnes ont été tuées dans la soirée du 23 décembre à la sortie de Montauban (Tarn-et-Garonne), par suite d'une collision entre deux voitures, dont l'une était conduite par M. Delay, chirurgien en chef à l'hôpital de la ville, qui a péri dans l'accident.

Inculpation du chauffeur de l'autocar de Lyon. Le chauffeur de l'autocar qui, en tombant dans le Rhône, le 21 décembre, avait provoqué la mort de quatre personnes, trois enfants et une monitrice, — a été inculpé, jeudi 23 décembre, par M. Guy Geyron, juge d'instruction à Lyon, de blessures et homicides involontaires. M. Maury a été laissé en liberté.

Une collision en chaîne a fait cinquante blessés dans la matinée du jeudi 23 décembre, sur l'autoroute A-4, à proximité de Nîmes (Gard). C'est à la suite de la manœuvre mal contrôlée d'une voiture en panne de carburant qui tentait de gagner le bas-côté que cinquante-neuf véhicules, dont sept poids lourds,

se sont carambolés. Quatre des personnes blessées sont dans un état grave.

Cinq personnes ont été tuées dans la soirée du 23 décembre à la sortie de Montauban (Tarn-et-Garonne), par suite d'une collision entre deux voitures, dont l'une était conduite par M. Delay, chirurgien en chef à l'hôpital de la ville, qui a péri dans l'accident.

Inculpation du chauffeur de l'autocar de Lyon. Le chauffeur de l'autocar qui, en tombant dans le Rhône, le 21 décembre, avait provoqué la mort de quatre personnes, trois enfants et une monitrice, — a été inculpé, jeudi 23 décembre, par M. Guy Geyron, juge d'instruction à Lyon, de blessures et homicides involontaires. M. Maury a été laissé en liberté.

Une collision en chaîne a fait cinquante blessés dans la matinée du jeudi 23 décembre, sur l'autoroute A-4, à proximité de Nîmes (Gard). C'est à la suite de la manœuvre mal contrôlée d'une voiture en panne de carburant qui tentait de gagner le bas-côté que cinquante-neuf véhicules, dont sept poids lourds,

se sont carambolés. Quatre des personnes blessées sont dans un état grave.

SOCIÉTÉ

Mme Nicole Pasquier à l'Élysée. — La déléguée à la condition féminine a été reçue jeudi 23 décembre par le président de la République. Elle a notamment expliqué à M. Giscard d'Estaing ses récentes déclarations sur le problème du viol (Le Monde du 28 novembre) à propos duquel elle souhaite « rompre le mythe du silence ». Mme Pasquier a aussi exposé au président de la République les résultats d'un sondage d'opinion qu'elle a fait réaliser sur la place des femmes dans les conseils municipaux. Selon ce sondage les deux tiers des personnes interrogées estiment « souhaitable » qu'une femme soit maire d'une grande ville et 83 % d'une petite commune. Les trois quarts des Français estiment souhaitable que le conseil municipal de leur cité comporte entre un tiers et 50 % de femmes.

مكتبة الامم المتحدة

mer
ination du
et blanc

MAIRIE DUNOYER.

LE FONDATION
D'ARTS PLASTIQUES

LISEZ

Le Monde
des Philatélistes

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« MARATHON MAN »

de John Schlesinger

C'est un jeune homme, Thomas Babington Levy, dit Babe, étudiant new-yorkais, qui court tout le temps. Il s'entraîne pour le marathon. Pas seulement par goût du sport. En fait, Babe cherche à échapper à une obsession d'enfance. Vingt ans plus tôt, son père, victime de la « chasse aux sorcières » déclenchée par Mac Carthy, s'est suicidé. Babe prépare une thèse sur les abus de pouvoir dans l'histoire de la politique américaine, et court. A cause de son père, « Doc », qui appartenait, sans qu'il le sache, aux services secrets de Washington, le jeune homme se trouve mêlé à une tragique aventure, tourmenté, pourchassé par les membres d'un réseau d'anciens nazis.

William Goldman, scénariste hollywoodien, a adapté lui-même son roman pour le cinéma. John Schlesinger a réalisé *Marathon man* sur commande de la Paramount. C'est un film très brillant, fidèle, par l'intrigue, à son modèle littéraire, mais où tout est sacrifié au suspense ostentatoire. Que juifs et nazis camouflés s'affrontent ! à travers cette histoire, où passent les souvenirs du maccarthysme, où des agents secrets américains jouent un double jeu, où Babe, l'innocent, s'aperçoit à ses dépens qu'on ne peut faire confiance à personne, quelle importance, au fond ? La mise en scène n'apporte pas de point de vue moral sur le sujet et sur les personnages.

Schlesinger s'est amusé à pasticher Hitchcock dans un divertis-

sement sur les thèmes de la peur et du mal. Il a fait progresser mécaniquement une violence assaillissante de détails sanglants. Il a signifié des morceaux de bravoure, souvent en décors naturels : l'accident dans les rues de New-York, qui déclenche tout, la lutte de Doc contre un tueur à Paris, l'enlèvement de Babe et les tortures dentaires que lui fait subir l'ancien bourreau nazi revenu de l'Uruguay, la grande course du garçon à moitié nu, qui, dans la nuit, cherche à échapper aux assassins, les séquences finales du quartier juif et de l'affrontement dans un réservoir d'eau. On ressent ce film d'une manière épidermique.

C'est un gadget bien au point. Le réalisateur, qui, avec *Le Jour du Faucon*, avait mis beaucoup de lui-même dans une critique de l'Hollywood des années 30, sans être récompensé par le succès, a joué ici la carte de la niche production hollywoodienne, du « thriller » efficace. Sur ce plan c'est gagné, mais le roman — et le scénario — de Goldman méritent mieux.

On appréciera la performance de Dustin Hoffman (sobriété, étonnant) et les compositions de Roy Scheider et de Laurence Olivier. Martha Keller, maintenant adoptée par Hollywood, n'a malheureusement pas grand-chose à faire.

JACQUES SICLIER.

* Concordia, Elysées-Lincoln, Mayfair, Quartier, Dragon (v.o.) ; Impérial-Patbé, Richelieu-Gaumont, Clichy-Patbé, Montparnasse-Patbé, les Nations (v.o.).

Théâtre

« Représentation », par l'Atelier Philippe Adrien

Après « l'Exercice », « la Résistance », « l'Œil de la tête », l'Atelier Philippe Adrien propose « Représentation ».

En rupture avec les voies habituelles de l'art du théâtre, ces œuvres mettent en jeu les facultés irrationnelles du public. Il s'agit une fois de plus, avec « Représentation », d'impliquer chaque spectateur dans une expérience spirituelle d'une haute portée, au demeurant passionnante.

Le lecteur voudra bien admettre que le compte rendu d'un théâtre si peu machinal, si enrichissant, s'écarte des méthodes d'une critique dramatique courante.

Il est difficile de cerner les acteurs, tant ils émergent de nous. Patricia N'Diaye, la première de cordes de cette assemblée sous-terrestre, draine avec souveraineté sa masse d'hommes, d'étoiles, de songes. Jean-Pierre Jorès, l'un des premiers auteurs français, semble refléter, dans sa lumière généreuse, la clarté du cœur du monde. Marcel Bozonnet, qui dit à la perfection le texte liminaire de Platon, exprime avec tact le scrupule du rapatrié du survivant de la surface, dont Babe separe, réitéré sur soi, donnerait plutôt le brulés sans silence. Enfin Philippe Adrien, qui l'air de la caverne métamorphose en un animal, se transforme, paraît suivre plus particulièrement un filon filial, comme s'il embrassait avec une ferveur, sous la main, la grande entente de ceux qui y restent, auxquels nous devons ce que nous sommes, ce que nous ne sommes pas, nous prisonniers d'un d'habitudes de tant de siècles.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre Essalon, 21 heures.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Exposition

Un « deuxième regard » sur Utamaro

(Suite de la première page.)

Essayer, pour jouer le jeu, d'oublier que Piss a vu beaucoup d'art japonais sous d'autres angles que celui de l'estampe depuis son contact de 1954 avec Utamaro. Et que tout le monde a fini par connaître l'acte d'accusation signé principalement par des connaisseurs japonais. Ces derniers n'aiment en général pas du tout que l'art de leur pays entre en lice dans le musée imaginaire mondial sur la porte dorée d'une technique artisanale vouée aux « Maisons vertes ». Ainsi Yukio Yoshino, organisateur d'importantes expositions vouées à la diffusion internationale du « grand art » japonais, ne cite ni Utamaro ni Okusai dans son livre « Deux mille ans d'art

lous-Lautrec, analysait sa société comme Morisot, comme Proust ou comme Balzac. En effet, la suppression des effets tellement loués — correspondant aux préoccupations dues aux relations humaines, du courrier du cœur à l'érotisme, du costume et des modes aux travaux — n'enlève rien à la qualité d'une vision totale fondée sur la réalité. A la limite, Utamaro semble voir ses « beautés » plutôt comme des insectes. Avec une objectivité tendre où l'estampe excelle par sa précision sans ombre, sans demi-teinte.

Il y a des transparences d'élytres tendues entre les visages des « Jeux d'automne » (n° 69, 70, etc.), et bien entendu beaucoup d'images de papillons dans les kimonos. Sur les nuques, les cheveux poussent, bien séparés comme des antennes en touffe. En sorte que le grand sujet plastique devient le groupement des observations. L'assemblage puissant du méticuleux et du péremptoire. L'équilibre audacieux, mais toujours d'une harmonie musicale, des masses denses et du trait presque inutile. On voit qu'Utamaro parvient parfois même à supprimer le contour : un blanc, neige ou tissu, dans « l'Impression vide », sur les papiers les plus beaux du monde, tient tout seul.

Utamaro et ses graveurs et imprimeurs naturellement. Mais ce problème perd beaucoup de son intérêt quand on constate que l'exposition nous y invite — que les « grosses têtes » et leurs « gouffres » ne sont pas, comme on l'a beaucoup dit, l'essentiel. La distribution des personnages dans les pièces qui en composent plusieurs (merveilleux groupes de deux ou de trois : « Femmes élégantes » (n° 101, etc.), aux « Maisons vertes » (n° 22, etc.), répond aux mêmes impératifs que l'alignement des algues et des coquillages sur une grève poudrée : ceux d'une mise en page singulièrement décidée et sensible du spectacle de la vie.

Vue qui passe, vie qui reste grâce à des créateurs de la taille d'Utamaro.

PAULE-MARIE GRAND.

* Galerie Eugène Béraud, 25, quai Voltaire. Jusqu'au 12 janvier.

PRESSE

« NICE-MATIN » NE PARAÎT PAS SAMEDI

(De notre correspondant.)

Nice. — Le journal « Nice-Matin » a décidé de ne paraître que le samedi. Le directeur de la presse, M. Jean-Pierre Jorès, a déclaré à la suite du refus de la direction de payer un double service pour la sortie du dimanche de Nice.

La direction fait observer de son côté qu'un tel accord n'a jamais existé. Le principe de la presse est de paraître tous les jours, et non pas de paraître deux fois par semaine.

« LE POINT » PREND LE CONTRÔLE DE SA VIE PUBLIQUE

La S.A. Presse et Information, filiale de la société Hachette, qui édite le Point, vient de prendre le contrôle du mensuel Vie publique. Cette publication est principalement destinée aux maires et conseillers municipaux ainsi qu'aux personnalités des secteurs public et privé intéressées par la gestion et les problèmes des villes et communes de France.

Le groupe Vie publique est constitué par quatre sociétés. Le fondateur du mensuel, M. Serge Stritzky, conserve ses parts dans la S.A.R.L. Editions Vie publique ainsi que les Editions Masson, qui gardent 24 % du capital de la S.A. Vie publique. Après l'entrée du Point, la S.A. Vie publique aura pour président-directeur général M. Olivier Chevillon, P.-D.G. de la S.A. Presse et Information.

Le prochain numéro de Vie publique, daté de janvier 1977, sera le dernier réalisé sous la responsabilité de l'équipe actuelle. A partir du mois de février 1977, M. Robert Franc, rédacteur en chef au Point, prendra la responsabilité de la rédaction de Vie publique.

Le groupe Vie publique édite également des guides, ainsi qu'un magazine filmé.

« A l'Agence nouvelle », les délégués du personnel — journalistes, cadres et employés — dans un communiqué, expriment « leur inquiétude de voir interrompre prochainement la parution de ce quotidien ».

L'Agence nouvelle, quotidien économique et financier appartenant au groupe de presse qui publie également la Vie française, emploie quarante-neuf salariés.

Invité à statuer en référé sur la demande de deux anciens collaborateurs du « Parisien libéré », qui reprochent à M. Emmanuel Amaury, président-directeur général du journal, de ne pas exécuter une décision du conseil de prud'hommes, M. Camille Bernard, vice-président du tribunal de Paris, vient de se déclarer incompétent (« le Monde » du 16 décembre). Les deux journalistes, MM. Michel Spengler et Marc Montin, demandaient que M. Amaury soit condamné à payer une astreinte de 10 000 francs par jour de retard dans l'exécution d'une décision rendue le 8 octobre par le conseil de prud'hommes. Celui-ci avait condamné M. Amaury à payer respectivement aux deux plaignants 3 548 francs et 2 594 francs.

Invité à statuer en référé sur la demande de deux anciens collaborateurs du « Parisien libéré », qui reprochent à M. Emmanuel Amaury, président-directeur général du journal, de ne pas exécuter une décision du conseil de prud'hommes, M. Camille Bernard, vice-président du tribunal de Paris, vient de se déclarer incompétent (« le Monde » du 16 décembre). Les deux journalistes, MM. Michel Spengler et Marc Montin, demandaient que M. Amaury soit condamné à payer une astreinte de 10 000 francs par jour de retard dans l'exécution d'une décision rendue le 8 octobre par le conseil de prud'hommes. Celui-ci avait condamné M. Amaury à payer respectivement aux deux plaignants 3 548 francs et 2 594 francs.

Invité à statuer en référé sur la demande de deux anciens collaborateurs du « Parisien libéré », qui reprochent à M. Emmanuel Amaury, président-directeur général du journal, de ne pas exécuter une décision du conseil de prud'hommes, M. Camille Bernard, vice-président du tribunal de Paris, vient de se déclarer incompétent (« le Monde » du 16 décembre). Les deux journalistes, MM. Michel Spengler et Marc Montin, demandaient que M. Amaury soit condamné à payer une astreinte de 10 000 francs par jour de retard dans l'exécution d'une décision rendue le 8 octobre par le conseil de prud'hommes. Celui-ci avait condamné M. Amaury à payer respectivement aux deux plaignants 3 548 francs et 2 594 francs.

Invité à statuer en référé sur la demande de deux anciens collaborateurs du « Parisien libéré », qui reprochent à M. Emmanuel Amaury, président-directeur général du journal, de ne pas exécuter une décision du conseil de prud'hommes, M. Camille Bernard, vice-président du tribunal de Paris, vient de se déclarer incompétent (« le Monde » du 16 décembre). Les deux journalistes, MM. Michel Spengler et Marc Montin, demandaient que M. Amaury soit condamné à payer une astreinte de 10 000 francs par jour de retard dans l'exécution d'une décision rendue le 8 octobre par le conseil de prud'hommes. Celui-ci avait condamné M. Amaury à payer respectivement aux deux plaignants 3 548 francs et 2 594 francs.

Invité à statuer en référé sur la demande de deux anciens collaborateurs du « Parisien libéré », qui reprochent à M. Emmanuel Amaury, président-directeur général du journal, de ne pas exécuter une décision du conseil de prud'hommes, M. Camille Bernard, vice-président du tribunal de Paris, vient de se déclarer incompétent (« le Monde » du 16 décembre). Les deux journalistes, MM. Michel Spengler et Marc Montin, demandaient que M. Amaury soit condamné à payer une astreinte de 10 000 francs par jour de retard dans l'exécution d'une décision rendue le 8 octobre par le conseil de prud'hommes. Celui-ci avait condamné M. Amaury à payer respectivement aux deux plaignants 3 548 francs et 2 594 francs.

Invité à statuer en référé sur la demande de deux anciens collaborateurs du « Parisien libéré », qui reprochent à M. Emmanuel Amaury, président-directeur général du journal, de ne pas exécuter une décision du conseil de prud'hommes, M. Camille Bernard, vice-président du tribunal de Paris, vient de se déclarer incompétent (« le Monde » du 16 décembre). Les deux journalistes, MM. Michel Spengler et Marc Montin, demandaient que M. Amaury soit condamné à payer une astreinte de 10 000 francs par jour de retard dans l'exécution d'une décision rendue le 8 octobre par le conseil de prud'hommes. Celui-ci avait condamné M. Amaury à payer respectivement aux deux plaignants 3 548 francs et 2 594 francs.

Invité à statuer en référé sur la demande de deux anciens collaborateurs du « Parisien libéré », qui reprochent à M. Emmanuel Amaury, président-directeur général du journal, de ne pas exécuter une décision du conseil de prud'hommes, M. Camille Bernard, vice-président du tribunal de Paris, vient de se déclarer incompétent (« le Monde » du 16 décembre). Les deux journalistes, MM. Michel Spengler et Marc Montin, demandaient que M. Amaury soit condamné à payer une astreinte de 10 000 francs par jour de retard dans l'exécution d'une décision rendue le 8 octobre par le conseil de prud'hommes. Celui-ci avait condamné M. Amaury à payer respectivement aux deux plaignants 3 548 francs et 2 594 francs.

Invité à statuer en référé sur la demande de deux anciens collaborateurs du « Parisien libéré », qui reprochent à M. Emmanuel Amaury, président-directeur général du journal, de ne pas exécuter une décision du conseil de prud'hommes, M. Camille Bernard, vice-président du tribunal de Paris, vient de se déclarer incompétent (« le Monde » du 16 décembre). Les deux journalistes, MM. Michel Spengler et Marc Montin, demandaient que M. Amaury soit condamné à payer une astreinte de 10 000 francs par jour de retard dans l'exécution d'une décision rendue le 8 octobre par le conseil de prud'hommes. Celui-ci avait condamné M. Amaury à payer respectivement aux deux plaignants 3 548 francs et 2 594 francs.

Invité à statuer en référé sur la demande de deux anciens collaborateurs du « Parisien libéré », qui reprochent à M. Emmanuel Amaury, président-directeur général du journal, de ne pas exécuter une décision du conseil de prud'hommes, M. Camille Bernard, vice-président du tribunal de Paris, vient de se déclarer incompétent (« le Monde » du 16 décembre). Les deux journalistes, MM. Michel Spengler et Marc Montin, demandaient que M. Amaury soit condamné à payer une astreinte de 10 000 francs par jour de retard dans l'exécution d'une décision rendue le 8 octobre par le conseil de prud'hommes. Celui-ci avait condamné M. Amaury à payer respectivement aux deux plaignants 3 548 francs et 2 594 francs.

Théâtre

« Représentation », par l'Atelier Philippe Adrien

Après « l'Exercice », « la Résistance », « l'Œil de la tête », l'Atelier Philippe Adrien propose « Représentation ».

En rupture avec les voies habituelles de l'art du théâtre, ces œuvres mettent en jeu les facultés irrationnelles du public. Il s'agit une fois de plus, avec « Représentation », d'impliquer chaque spectateur dans une expérience spirituelle d'une haute portée, au demeurant passionnante.

Le lecteur voudra bien admettre que le compte rendu d'un théâtre si peu machinal, si enrichissant, s'écarte des méthodes d'une critique dramatique courante.

Il est difficile de cerner les acteurs, tant ils émergent de nous. Patricia N'Diaye, la première de cordes de cette assemblée sous-terrestre, draine avec souveraineté sa masse d'hommes, d'étoiles, de songes. Jean-Pierre Jorès, l'un des premiers auteurs français, semble refléter, dans sa lumière généreuse, la clarté du cœur du monde. Marcel Bozonnet, qui dit à la perfection le texte liminaire de Platon, exprime avec tact le scrupule du rapatrié du survivant de la surface, dont Babe separe, réitéré sur soi, donnerait plutôt le brulés sans silence. Enfin Philippe Adrien, qui l'air de la caverne métamorphose en un animal, se transforme, paraît suivre plus particulièrement un filon filial, comme s'il embrassait avec une ferveur, sous la main, la grande entente de ceux qui y restent, auxquels nous devons ce que nous sommes, ce que nous ne sommes pas, nous prisonniers d'un d'habitudes de tant de siècles.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre Essalon, 21 heures.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Sur une même file indienne

La caverne, le ventre de la terre, ont dit les hommes. Le sujet et l'objet sont confondus sur une même ligne, ils se meuvent ensemble sur une même file indienne. Le paysage du centre-terre est de la même substance que les labyrinthes de l'esprit. Les cloisons d'un être à l'autre sont elles aussi abstraites.

Le spectacle est supprimé, puis, qu'il y a plus d'une part un acteur, un autre spectateur, part un spectateur, un autre spectateur. Aucune identification non plus. Mais une précipitation très lente de tous les êtres présents, qui ne font plus qu'un fil de vie, lequel fil est tenu pour l'instant par cette femme noire en robe blanche dont la figure hésite entre l'homme et la femme.

Avec « Représentation », Philippe Adrien et ses compagnons accomplissent une nouvelle étape dans leur exploration des terres vierges.

Sur une même file indienne</

Comédie Française

Fêtes de fin d'année

en alternance

LE JEU DE L'AMOUR ET DU HASARD

avec **LA COMMÈRE MARIVAUX**

dans la nouvelle mise en scène de **Jean-Paul ROUSSILLON**

le mer. 29 décembre à 20 h. 30 et le mer. 29 déc. à 14 h. 30

LORENZACCIO MUSSET

Mise en scène de **Franco ZEFFIRELLI**

les ven. 24, sam. 25, dim. 26, jan. 30 et ven. 31 décembre à 20 h. 30, et sam. 25, dim. 26 et ven. 31 décembre à 14 h. 30

IPHIGÉNIE RAGINE

dans la nouvelle mise en scène de **Jacques DESTOOP**

les lun. 27 et mar. 28 décembre à 20 h. 30, et mar. 28 décembre à 14 h. 30

Renseignements et location, salle Richelieu : 296-10-20

tous les jours de 11 h. à 18 h.

DERNIÈRE 31 DÉCEMBRE

TSE PRESENTE

Notes 20/30

Virginie

THEATRE ESSAÏON 276 46 42

DERNIÈRES

La Trinité Musicale et Les Arts de la Musique

MIRROIR

VISITE À LOCUS SOLUS

LE RÊVE DU PAPILLON

JE QUOTIDIEN

THEATRE LE BIACE

276 46 42

LA BRUYÈRE

Loc. : TRI. 76-99 et agences

Pour 100 briques

t'as plus rien maintenant

FOU RIRE !

LOUEZ POUR LES RÉVEILLONS

et les matinées supplémentaires

SAMEDI 25 et 1^{er} JANVIER, à 15 heures

C'est un émerveillement, l'apogée d'un genre, un acte de beauté... Un chef-d'œuvre !

François Forestier / L'Express

4 OSCARS HOLLYWOOD

BARRY LYNDON

de **STANLEY KUBRICK**

RYAN O'NEAL - MARISA BERENSON

Directed by **STANLEY KUBRICK**

GAUMONT CHAMPS ÉLYSÉES : 14 h - 17 h 25 - 21 h (samedi séance à 0 h 30)

IMPERIAL : 14 h - 17 h 25 - 21 h

HAUTEFENILLE : 12 h - 15 h 30 - 19 h - 22 h 30 (samedi : 14 h - 17 h 30 - 21 h - dimanche : 14 h - 17 h 30 - 21 h)

GAUMONT SUD : 13 h 55 - 17 h 25 - 20 h 50

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 20 h. 30 : la Syphide.
Salle Favart, 20 h. 30 : le Comte Ory.
Comédie-Française, 20 h. 30 ; sam. 14 h. 30 : la Commère ; le Jeu de l'Amour et du Hasard.
Odéon, 20 h. 30 : Le roi se meurt.
Petit Odéon, 18 h. 30 : le Paradis sur la terre.
Chapiteau TEP, 20 h. 30 : Grand Magie Circus.

Les salles municipales

Châtelet, 20 h. 30 ; sam. 14 h. 30 : Volga.
Nouveau Carré, 20 h. 30 : Parole de femme.
Salle de la Ville, 20 h. 30 : Cirque à l'ancienne.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : les Mammouches ; 20 h. 30 : la Visite de la vieille dame.

Le théâtre de Paris

Ateliers, 21 h. ; sam. 15 h. : Monsieur Chausse.
Athénée, 21 h. ; sam. 15 h. : Victor ou les Enfants au pouvoir.

MELIES à NICE, CONCORDE à Bordeaux, CNP Villeurbanne à Lyon

LE MARAIS

LE BERCEAU DE CRISTAL

de **Philippe GARREL**

Musique **ASH RA TEMPEL**

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES

704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 24 décembre

Bibliothèque-Opéra, 21 h. ; sam. 15 h. : la Servante.
Centre culturel des Américains, 20 h. 30 : Barba.
Comédie-Camartin, 21 h. 10 : sam. 15 h. 10 : Boeing-Boeing.
Comédie des Champs-Élysées, 20 h. 45 : Chansons.
Danton, 21 h. ; sam. 15 h. : le Portrait de Dorian Gray.
Edmond-VII, 21 h. ; sam. 16 h. : le Mince Joueur.
Gallie, 21 h. ; sam. 15 h. : Volpone.
Gymnase-Marie-Bell, 21 h. ; sam. 15 h. : Une assemblée pour deux.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
La Bruyère, 21 h. ; sam. 15 h. : Pour 100 briques, ça plus rien maintenant.
Madeleine, 20 h. 30 ; sam. 15 h. : Jean de la Vache.
Mathurins, 20 h. 45 ; sam. 15 h. : le Lait.
Michel, 21 h. 10 : Happy Birthday.
Midi, 20 h. 45 : sam. 15 h. : Acapulco, Madama.
Moderne, 21 h. : Qui est qui ?
Montparnasse, 20 h. 30 : Môme heure, l'année prochaine.
Montmartre, 20 h. : la Mésange ; les Deux et Trois ; 21 h. : Opéra Rock.
Nouveautés, 21 h. ; sam. 16 h. : Nina.
Olympie, 20 h. 45 ; sam. 15 h. : le Scénario.
Le Palace, 19 h. : Miroir.
Palais-Royal, 20 h. 30 ; sam. 15 h. : la Cage aux folles.
Piaf, 20 h. 45 : la Reine de France.
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : Jesso et la Sage-Femme.
Porte-Saint-Martin, sam. 15 h. : la Diaphte.
Régence, 20 h. 30 : Phédre.
Saint-Georges, 20 h. 30 ; sam. 15 h. : Lucienne et le Bouchon.
Studio des Champs-Élysées, 20 h. 45 : les Dames du jeudi.
Studio-Théâtre, 20 h. 30 : Questions de principe en de banalité.
Théâtre d'Art, 20 h. 30 : Bonsol.
Théâtre des Arts, 20 h. 45 ; sam. 15 h. : l'École des cocottes.
Théâtre des Deux-Portes, 21 h. : la Belle et la Bête.
Théâtre Molière, 20 h. 30 : Notes ; 22 h. : Vierge - Salle 12, 21 h. : la Représentation.
Théâtre d'Orsay, grande salle, 20 h. 30 : Equus - Petite salle, 20 h. 30 : Madame de Sade.
Théâtre de la Fenêtre, 20 h. 30 : En attendant Godot.
Théâtre Frérot, 20 h. 30 : la Parole de l'homme ; le Tombeau d'Achille.
Théâtre 347, 20 h. 45 ; sam. 15 h. : Sganarelle.

Théâtre Tristan-Bernard, 20 h. 30 : l'Esprit des Français.
Variétés, 20 h. 30 : l'Autre Valse.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. ; sam. 15 h. 30 : R.P.R. ou le nouveau-né a une grande barbe.
Div-Sœurs, 22 h. 15 : Tu crois que c'est mieux ailleurs.
Deux-Anes, 21 h. ; sam. 15 h. 30 : Marianno, ne vole-tu rien voir ?

Le music-hall

Antoinette, 20 h. 30 : les Frères Jacques.
Bobino, 20 h. 30 : Georges Brassens, Pierre Louÿs.
Concert Mayol, 21 h. 15 : Bouquet de nus.
Olympie, 21 h. ; sam. 16 h. : Thierry Vanille.
Renaissance, 21 h. : Guy Bedos.
Théâtre des Arts, 18 h. 30 : Pierre Vanel.
Théâtre Fontaine, 20 h. 45 ; sam. 15 h. : Jacques et Paul Fréchet.
Théâtre-Montmartre, 20 h. 45 ; sam. 15 h. : la Belle Hélène.
Théâtre-Montparnasse, 20 h. 15 : Gino.
Théâtre-Voltaire, 20 h. 30 ; sam. 15 h. : Bébé de la Vierge.
Théâtre 347, 21 h. ; sam. 14 h. 45 : Nini la Chouette.

Jazz, pop, rock et folk

La Vieille Grotte, 20 h. 30 : Henri Texier.

Les concerts

Réel Harouch, 20 h. 30 : Trio Revival et S. Secura, piano (Sach).
Zigzag Saint-Basile, 19 h. 30 : Lasser.

La danse

Centre culturel du Marais, 21 h. : Solari.
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 : Ballet de Roland Petit (Chasse-Nocturne).
Bouffes du Nord, 20 h. 30 : le Troisième Glacis. Ballet Compagny.

Les théâtres de banlieue

Puteaux, Théâtre des Hauts-de-Seine, 20 h. 45 : John Williams.
Versailles, Théâtre Montmarais, 21 h. : le Théâtre de Dix-Heures.

STUDIO SAINT-SEVERIN

12 rue Saint-Severin - 01 50 51 - Métro Saint-Michel

RED

de **GILLES CARLE**

Gilles Carle retrouve ici sa vraie plus subtile, montre les fausses valeurs qui imprègnent un pays sous-développé, américain et peu policé. — (Le Monde).
« Red » est un film beaucoup plus intéressant qu'il n'y paraît : riche, imprévu, il recrée en vérité des mondes d'indications passionnantes... Henri Chapier (Quotidien Paris).
« Easy Rider » se teinte de rouge. — Forrester (L'Express).

GRAND REX CHAMPS ÉLYSÉES • UGC ÉMILIE • UGC GODEAU • BRETAGNE • MISTRAL

MAGNÉ CONVENTION • UGC BOUEN • NARPOLEON

VERSAILLES • UGC • LE PIREUX Palais du Parc • BRENNEN Hollywood

SAINT-GERMAIN C.L. • PANTIN Carrefour • SANCHELS Les Farnés • ALJAY Paris

VILLENEUVE-ST-GE. Artel • ORSAY UGC • ARDENNEUR, Gomme • CRISTEL, SOLEIL, ARTEL

Walt Disney

la Belle et le Clochard

TECHNICOLOR

SEANCES le matin à 10 heures dans certaines salles

GRAND REX 10 heures et 12 heures PRIX SPÉCIAUX

U.G.C. BIARRITZ - CONCORDE PATHE - GAUMONT THEATRE MISTRAL - U.G.C. OPERA - SAINT-GERMAIN VILLAGE - DRAGON - MONTMARNASSE 83 - CAMBRONNE - CLICHY PATHE CYRANO Versailles - PARINORD Aubrey - PATHE Belle-Epine AVIATIC Le Bourget - PATHE Champigny - ALPHA Argenteuil

la première fois

Interdit aux moins de treize ans

1^{re} ACTE : U.G.C. MARBEUF v.o. - GRANDS AUGUSTINS v.o. - TEMPLIERS v.f. - CALYPSO v.f.

UN FILM DE BERNARDO BERTOLUCCI

1900

ROBERT DE NIRO GERARD DEPARDIEU DOMINIQUE SANDA

2^e ACTE : ST-GERMAIN STUDIO v.o. - 3 HAUSMANN v.f. - CALYPSO v.o.

PUBLICIS ELYSÉES - PARAMOUNT OPERA - PARAMOUNT MONTMARNASSE CALYPSO Viry-Châtillon - ARIEL Rueil

CATHERINE DENEUVE

ANOUK AIMÉE

Film parfait à tous points de vue. Robert CHAZAL (FRANCE SOIR)

LE NOUVEAU LELOUCH

SI C'ETAIT A REFAIRE

هكذا من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SIDÉRURGIE

CONCENTRATION S'ACCÉLÈRE EN BELGIQUE quatre plus importantes sociétés wallonnes signent un accord de coopération

Quatre plus importantes entreprises sidérurgiques de Wallonie, la Métallurgique, l'Aluminée, la Forçage de Thy-Marcinelle, et la Laminerie du Rues, ont signé le 23 décembre 1976, un accord de coopération, valable trois ans et renouvelable automatiquement. Cet accord, qui sera traduit par la mise en commun des ressources et par la création d'une nouvelle entité, vise à la fois à améliorer la production, à réduire les coûts, à développer la recherche et à améliorer la situation financière de l'ensemble.

Un autre regroupement vient d'intervenir, cette fois-ci dans la sidérurgie allemande, avec l'autorisation donnée par la Commission européenne au rachat par la société Hütten, filiale du groupe Flick, d'un nouveau groupe de six usines de production de 6 millions de tonnes, et s'inscrivant au deuxième rang, en Allemagne fédérale, derrière Thyssen (16 millions de tonnes) sur un total de 80 millions de tonnes.

CONFLITS

● Aux Bennes Marol, entreprise sidérurgique employant mille cinq cents salariés sur la zone industrielle d'Anzin, les ouvriers ont déclenché, dans la nuit du 23 au 24 décembre, une grève générale. Les deux groupes et le financier Bruxelles-Lambert ont en commun le contrôle de ces entreprises, auxquelles la société luxembourgeoise Athis, avec une capacité de production de 1,5 million de tonnes, a été ajoutée. La division de la société sidérurgique Cockerill, avec son usine de Charleroi, a été ajoutée à la suite de la fusion de la société de fer et d'acier.

M. Barre approuve le plan de redressement de l'Association du développement agricole

Le premier ministre vient d'approuver, par une lettre du 22 décembre, le plan de redressement financier de l'Association nationale de développement agricole (ANDA) qui avait présenté M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture.

En simplifiant, ce plan prévoit : — Un niveau de dépenses de 312 millions de francs pour 1977 et, en fonction d'une progression de 8 % par an pour la période ultérieure, de 441 millions de francs pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 1981 au 30 juin 1982 ; — La reconstitution progressive d'un fonds de roulement qui atteindra 50 millions de francs en fin de période.

Les ressources seraient assurées : — Par le recours, dans le courant du premier semestre 1977, à un prêt de 50 millions de francs consenti par le Crédit agricole pour une durée de cinq ans, hors encadrement, et à un taux non bonifié ; — Par le recours à des avances du Crédit agricole pour assurer l'équilibre de trésorerie des premières années, le solde devant être positif à partir de 1979-1980 ; — Par le recouvrement de nouvelles taxes parafiscales à compter du 1^{er} mai 1977 pour le lait, les produits de l'horticulture, le vin de consommation courante, et, à compter du 1^{er} janvier 1980, pour les fruits et légumes ; — Par le relèvement, à compter du 1^{er} mai 1977, du niveau des taxes sur la vente et les vins d'appellation d'origine et, à compter du 1^{er} janvier 1978, du niveau de la taxe unique forestière.

Ces mesures devraient permettre à l'institution de poursuivre son action au cours du VII^e Plan. « Je vous demande de veiller avec vigueur au respect des disciplines qu'impliquent les orientations ainsi retenues », ont néanmoins M. Barre en concluant sa lettre au ministre de l'Agriculture. Les pouvoirs publics ont, en effet, posé comme condition à l'assainissement de la situation financière de l'ANDA un réajustement de ses structures (le Monde du 2 janvier 1976).

M. LARDINOIS : pour que la politique commune survive, il ne faut pas aller à Washington.

(De notre correspondant.) Bruxelles. — « Il faut faire en sorte que la politique agricole survive, et, pour cela, n'allez surtout pas à Washington », telle fut la réponse donnée au cours d'une conférence de presse par M. Lardinois, le commissaire chargé des affaires agricoles, lorsqu'un journaliste lui demanda quel message il aimerait adresser, avant de quitter son poste, à M. Jenkins, le président de la nouvelle Commission européenne, qui prendra ses fonctions le 6 janvier prochain.

M. Lardinois, pour expliquer son propos, a fait remarquer que les États-Unis ne sont pas un pays agricole, mais qu'ils ont une grande expérience de la politique agricole. « Le déficit agricole des États-Unis (5 milliards de dollars) est plus important que le déficit de notre commerce avec le Japon », a-t-il ajouté. « Il est-ce une invitation à aller à Washington que vis-à-vis de Tokyo ? M. Lardinois ne l'a pas précisé. »

LE PREMIER MINISTRE INVITE LES ORGANISATIONS PAYSANNES A S'INTÉRESSER AUX FIRMES DE NÉGOCE INTERNATIONAL.

M. Raymond Barre, premier ministre, a fait le point de la situation agricole mercredi 22 décembre pendant trois heures avec les présidents des quatre grandes organisations paysannes, MM. Deleau (F.N.O.), Schaeffer (C.N.J.A.), et Delatte (C.N.M.C.C.A.) en présence du ministre et du secrétaire d'État à l'Agriculture, MM. Bonnet et Méhaignerie. M. Barre a indiqué que, sans modifier les modalités d'attribution de l'aide à la sécheresse, des instructions seraient envoyées à la fin de l'année pour accélérer l'attribution des prêts-calamités.

EN BIEN QU'ILS CRÈVENT !

(De notre correspondant régional.) Toulouse. — Dans une déclaration faite à Sud-Radio, le président de la chambre régionale d'Agriculture de la Haute-Garonne, M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, a déclaré à propos du problème des vignobles du Midi : « La qualité n'est pas parce que les consommateurs veulent de plus en plus de la qualité, et les pouvoirs publics sont décidés à aider ceux qui produisent des produits de qualité. Pour eux, je ne suis pas un problème des vignobles du Midi : c'est un problème de tous les vignobles de France. Je m'en rends compte, et je m'en rends compte, et je m'en rends compte. »

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Provence-Alpes-Côte d'Azur

l'autoroute nord de contournement de Nice est mise en service sur 14 kilomètres

« Le rachat total du péage par les collectivités est irréaliste » note la société concessionnaire

l'autoroute urbaine nord de contournement de Nice, qui est un prolongement de l'axe Est-ouest Côte d'Azur et qui relie les communes de Nice et de la Croix-Rouge, a été mise en service le 24 décembre. Elle a été subventionnée par la ville de Nice et le département des Alpes-Maritimes, la première autoroute urbaine à être financée par ces deux collectivités.

Protestations des usagers, qui se sont liées ces dernières années, ont eu pour conséquence la mise en service de l'autoroute sur 14 kilomètres. Le péage sur la « du parcouru coûte 4 F. Le parti communiste, qui a déjà recueilli le péage plusieurs milliers de signatures, a appelé la population niçoise à poursuivre et à accentuer la lutte. De son côté, le Groupement des associations de défense des sites et de l'environnement de la Côte d'Azur (GADSECA) s'est adressé au président de la République en lui demandant « de vouloir bien placer sous sa haute autorité une intervention auprès des instances responsables pour que soit reconstruite l'infrastructure de ce péage ».

M. Jacques Médéric, maire de Nice et secrétaire d'État au tourisme, avait lui-même protesté auprès de la société concessionnaire de l'autoroute Est-ouest Côte d'Azur (ESCOTA), non contre le principe du péage, mais contre son montant « établi à un niveau anormalement élevé ».

M. André Ponton, ingénieur général des ponts et chaussées et directeur général d'ESCOTA, s'explique ci-dessous sur les raisons qui ont été prises :

De notre correspondant régional
service en 1969 au tarif de 2 francs pour 10 kilomètres et demi, ce qui correspond actuellement à 3,50 francs. Or, à Nice, le même parcours coûte 2,50 francs. « Nous pensons que pour l'usager occasionnel il n'y aura aucune dissuasion. En revanche, celle-ci jouera indubitablement pour l'usager quotidien. En fait, il n'a jamais été envisagé que la mise en service de l'autoroute urbaine allait mettre fin aux embouteillages de Nice. La plus grande partie de la population de Nice est proche de la Promenade des Anglais. Elle n'est pas proche de l'autoroute. Même avec une autoroute gratuite, la Promenade des Anglais qui a un trafic de 100 000 véhicules par jour aurait gardé 80 à 90 % de son trafic. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la ville de Nice est en train de réaliser l'autoroute urbaine sud qui est destinée précisément à capter le trafic des automobiles allant dans le centre de Nice. »

« Si les Nicols avaient dû payer le péage correspondant à l'équilibre financier de l'autoroute de contournement, proprement dite, ce péage aurait été le double de ce qu'il est. Il y a eu une perception. Il faut dire aussi que le montant des acquisitions de terrains payé aux propriétaires nicols a représenté 25 % au moins de nos dépenses. La perception d'un péage a, d'autre part, deux conséquences favorables. Elle crée des emplois (il y a actuellement sept cents personnes de péage dans la région Provence-Côte d'Azur, et il en faudra environ une quarantaine pour l'autoroute de contournement) et en outre, notre société paye la taxe professionnelle, ce qui représente 10 millions de francs par an dans la région ».

Jusqu'à l'achèvement de l'autoroute Est-ouest Côte d'Azur, vers l'été 1979, les péages des véhicules utilitaires seront supportés pour moitié par la société ESCOTA et pour moitié, sous forme de remboursement, aux usagers qui le demanderont par la ville de Nice. « Le rachat global des péages dont certains ont parlé est irréaliste en raison même des énormes investissements qui ont été réalisés », affirme M. Ponton. « La ville a simplement « acheté » la gratuité du passage pour ses propres véhicules au nombre de cinq cents ». En revanche, le principe a été admis qu'en contre-partie de l'apport financier de la ville et du département, la société consentira des réductions très importantes aux abonnés.

PÊCHE

● UN ACCORD FRANCO-CANADIEN ? — Le Canada et la France sont sur le point de conclure un accord sur la pêche dans la zone de pêche réservée aux bateaux de Saint-Pierre-et-Miquelon. Cet accord permettrait aux pêcheurs français de deux îles françaises de pêcher jusqu'à 18 000 tonnes de morue dans le golfe du Saint-Laurent. On sait que le Canada fixera à partir du 1^{er} janvier 1977 à 200 milles sa zone de pêche exclusive. — (A.F.P.)

QUALITÉ DE LA VIE

Un projet de stockage de propane dans les Yvelines : DU GAZ DANS L'EAU

Ils redoutaient la présence sous leurs pieds de 2 millions de mètres cubes de gaz propane, ils n'auraient pas eu peur. Les Yvelines, 133 000 mètres cubes de propane liquide, l'inquiétude des habitants de Gargenville et d'Issou (Yvelines) n'est pas pour autant diminuée. L'installation souterraine, dès l'été prochain, de la plus grande unité française de stockage de gaz propane, fait craindre la pollution de la nappe de la région de Gargenville et d'Issou. Malgré la taxe professionnelle — estimée à 1 million de francs — qui sera versée chaque année aux deux communes, la population n'est pas contente et elle pourrait faire savoir lors des prochaines élections municipales.

A l'origine, au nom des sociétés pétrolières Elf, Total, Fina, Shell et Motul, la société Geopost avait décidé de forer 60 kilomètres de galeries à 120 mètres sous terre pour y entreposer 2 millions de mètres cubes de gaz propane.

Mais le chantier a connu d'énormes difficultés techniques. En un an et demi, 130 000 mètres cubes de galeries ont pu être creusés pour un coût de 50 millions de francs. A 120 mètres sous terre, dans l'eau, les ouvriers progressaient lentement, et, en dix-huit mois, cent vingt d'entre eux ont été blessés. Le coût du projet est passé de 250 millions à 500 millions de francs. La décision a donc été prise d'interrompre les travaux et, dans les galeries déjà creusées, de stocker 130 000 mètres cubes de propane liquide.

Les premiers à réagir furent les responsables de la Société lyonnaise des eaux, qui exploite depuis plus de quinze ans dans cette région l'une des nappes phréatiques les plus importantes du bassin parisien. Avec trente puits et un débit journalier minimum de 100 000 mètres cubes, la Lyonnaise alimente en eau potable de bonne qualité une population de plus de cinq cent mille habitants. Le gaz sera stocké près de 100 mètres au-dessous de la nappe, mais les techniciens de l'eau redoutent une « irréversible pollution ». Un accident provoquerait l'eau les habitants de Poissy, de Saint-Germain, de Saint-Quentin-en-Yvelines, et aussi une partie des Parisiens.

Les sociétés pétrolières affirment que des systèmes de sécurité exceptionnels seront mis en place. « Le propane sera maintenu à une pression de 6 à 7 kilos au centimètre carré, alors que la pression de la nappe se situe autour de 12 kilos », affirment les techniciens. Les habitants de la région redoutent une autre nuisance : celle des camions qui, l'hiver, achemineront le gaz vers les réseaux de distribution. Les transvasements, lors du remplissage des cuves et de la réexpédition par wagons, présentent aussi des risques.

Les travaux se poursuivent actuellement grâce à une autorisation d'essai accordée le 8 octobre 1976 par arrêté ministériel. Mais, l'autorisation d'exploitation n'a encore été demandée.

DAMIEN RÉGIS.

Corse

AMIRAL ET FRANÇAIS

Entre, comme l'a fait M. Roger Simon, président de la F.D.S.E.A. de Haute-Corse (« le Monde » du 21 décembre), que l'exploitation appartenant à l'amiral Pierre O'Neill et les subventions dont elle bénéficie « profitent en définitive à la marine française », c'est le moins qu'on puisse dire — de l'histoire ancienne et récente.

L'amiral Pierre O'Neill appartient à une famille française depuis plusieurs siècles. Lui-même né à Locmiqué, d'un contre-amiral, a été attaché naval à Rome de 1949 à 1951, a commandé l'école navale et l'école de guerre navale et a terminé sa carrière comme vice-amiral d'escadre et chef d'état-major adjoint de la défense nationale en 1963.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. DIPLOMATIE
 - La Canada durcit ses conditions pour la vente de fouritures nucléaires.
2. ASIE
 - JAPON : M. Fukuda a été élu premier ministre.
3. AMERIQUES
 - EUROPE
4. PROCHE-ORIENT
 - OCEAN INDIEN
- ILE MAURICE : le premier ministre sortant et M. Goénon Duvall vont former un cabinet.
- 5-6. POLITIQUE
 - La préparation des élections municipales.
 - La loi électorale et les goulottes.
6. DEFENSE
 - Une réorganisation du S.G.D.N. ?
6. EDUCATION
 - RELIGION
7. LES FETES DE FIN D'ANNEE
 - A quel sur Noël ?
 - La révélation des décrets d'urgence.
8. MEDECINE
 - Une maternité menacée de mort.

**LE MONDE DU TOURISME
ET DES LOISIRS**
Pages 9 à 13

- Plus d'un million et demi de résidents secondaires en France : Bénéfices ou nuisances ?
- Océan d'été : Son avenir quotidien.
- Plaisirs de la table : Lyon, Paris, Marseille.
- Mode : Photographie, cinéma, jeux, Philatélie, Épiphanie.

14. JUSTICE
 - Un projet officiel en Suède : l'égalité des salaires des délégués avec ceux des travailleurs libres.
15. PRESSE
 - 15 à 17. ARTS ET SPECTACLES
 - CINÉMA : *Monstres Men*, de John Schlesinger.
19. EQUIPEMENT ET REGRIONS
 - PROVENCE-CÔTE D'AZUR
 - L'autoroute nord de contournement de Nice est mise en service sur 14 kilomètres.
- 19-20. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE
 - ÉNERGIE : « La chasse au gaz »
 - (11), par Michel Bernard.
 - SIBÉRIE : la concentration s'accroît en Belgique.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (13)
Annonces : 11 à 13 (13)
Aujourd'hui (8) : Bulletin d'urgence (8) : Carnet (8)
« Journal officiel » (8) : Loto (8) : Météorologie (8) : Mots croisés (8) : Bourse (21).

Le numéro du « Monde » daté 24 décembre 1976 a été tiré à 532 286 exemplaires.

**• AU CARRÉ D'AGNEAU •
CHEZ ALBERT**
122, R. de la République, 93100 St. Maurice
TERRASSE COUVERTE PARADIS
Ses délices en brochette
Son homard poché vivant
Son cèdre aux épices
Ses délices, spécialité Albert
Sa cave, l'une des meilleures de Paris

**MINÉRAUX
du monde entier**
Saint Roy
importateur
vend
exceptionnellement
aux particuliers
JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE
Entrée : 1, rue Paul-Cézanne (97)
Nécessaire : Saint-Philippe-du-Rhône

A B C D E F G

DISSOUTE PAR LE CONSEIL DES MINISTRES

La municipalité de Saint-Malo est rétablie dans ses droits par le Conseil d'État

De notre correspondant

Saint-Malo. — Le Conseil d'État, réuni le 23 décembre en assemblée contentieuse, a décidé de surseoir à l'installation d'une délégation spéciale à Saint-Malo jusqu'à ce que la haute juridiction administrative ait pu statuer sur le fond.

Le Conseil d'État s'est ainsi prononcé sur la requête déposée le 25 novembre dernier par les conseillers municipaux de Saint-Malo qui réclamaient la dissolution du conseil municipal, intervenue à la suite de la condamnation par la cour d'appel de Rennes du maire, M. Marcel Planchet (centriste), pour « prise d'intérêt » dans les affaires communales.

La délégation spéciale, nommée par M. Olivier Philip, préfet de la région, devait assumer les fonctions du conseil municipal jusqu'au renouvellement général des 13 et 20 mars prochains.

Les conseillers municipaux élus en mars 1971 sur la liste d'« action locale » conduite par M. Planchet ont donc pu reprendre leurs fonctions. En apprenant la décision du Conseil d'État, le premier adjoint, M. Bignon a déclaré : « Nous avons été considérés comme complices, nous sommes maintenant annulés, le moral est bon ».

C'est le 9 novembre dernier que le maire de Saint-Malo avait été démis de ses fonctions, son pouvoir, après sa condamnation à six mois d'emprisonnement, avait été révoqué. Quelques jours plus tard, le conseil des ministres avait décidé la dissolution de la municipalité, considérant que le maire avait été révoqué de ses fonctions, son pouvoir, après sa condamnation à six mois d'emprisonnement, avait été révoqué.

En 1967, à la suite de la fusion des communes de Saint-Malo, Saint-Servan et Paramé, des élections municipales partielles avaient permis à la liste de M. Marcel Planchet de l'emporter sur celle conduite par M. Yvon Bourges. M. Planchet, réélu en mars 1971 à la tête de la municipalité, avait dirigé, entre autres, le siège de député de M. Bourges. Aux yeux des partisans de M. Planchet, ces combats électoraux n'ont donc pas été étrangers à l'action intentée contre le maire de Saint-Malo. L'actuel ministre de la Défense, adversaire malheureux de M. Planchet, en 1967, a aussi été mis en cause à plusieurs reprises par les conseillers municipaux malotins, qui estiment que M. Bourges est à l'origine des sanctions prises contre eux.

Dès l'annonce de la décision du Conseil d'État, M. Yvon Bourges a fait savoir que, « en démocratie », il acceptait ce sur-sis. Il a souligné, d'autre part, « que le parti socialiste et le parti communiste, qui avaient réclamé la dissolution du conseil municipal, acceptent également, dans cet état d'esprit, la décision du Conseil d'État ».

Dans une mise au point, la section du parti socialiste a toutefois tenu à préciser que, contrairement au parti communiste, elle n'a jamais réclamé la dissolution du conseil municipal, et qu'à « une telle mesure autoritaire », elle aurait préféré une démission collective.

Ce désaccord survenu entre les deux partis ne les empêchera pas de présenter une liste commune en mars 1977. La liste d'union de la gauche (dix-sept socialistes, quatorze communistes et deux radicaux de gauche) sera conduite par M. Louis Chopier, P.S., maraîcher, qui est âgé de quarante-cinq ans.

DEUX ANS APRÈS LA CATASTROPHE MINIÈRE DE LIÉVIN

M. Henri Pascal et la C.F.D.T. dénoncent les obscurités de l'enquête

Liévin. — A quelques jours du deuxième anniversaire de la catastrophe minière de Liévin (Pas-de-Calais), qui le 27 décembre 1974 causa la mort de quarante-deux travailleurs, M. Henri Pascal, conseiller à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Douai, vient de remettre aux syndicats C.G.T., C.F.D.T. et P.O., qui s'étaient portés partie civile, le rapport établi par trois experts internationaux sur les causes possibles de cette tragédie. Le moins que l'on puisse dire est que ce texte comporte un certain nombre d'obscurités. Jeudi soir 23 décembre, à la mairie de Liévin, M. Henri Pascal — dessaisi du dossier d'instruction le 27 juillet 1975 par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Douai, — a renou-

velé, en compagnie de MM. Jean Pruvost et Paul Bladt, secrétaires généraux des syndicats des mineurs C.F.D.T. du Nord-Pas-de-Calais et de Lorraine, les attaques qu'il avait déjà portées précédemment (« Le Monde » du 6 février) contre « la justice de classe ». Il a mis en doute l'objectivité du Service des mines, « juge et partie » dans une affaire où l'on s'efforce, a-t-il dit, de « préserver les vrais coupables au plus haut niveau ». De leur côté, les dirigeants des mineurs C.F.D.T. ont souligné « les responsabilités écrasantes des Houillères du Bassin du Nord-Pas-de-Calais et des Charbonnages de France dans l'aggravation de la situation de risque qui a conduit à la catastrophe ».

De notre envoyé spécial

Travail ? Le maire de Liévin, M. Henri Darras, député socialiste, a fait observer à ce sujet que la catastrophe minière d'Avion, près de Lens, qui fit une vingtaine de morts le 3 février 1965, avait eu lieu dans les mêmes conditions, après un arrêt d'exploitation.

MM. Jean Pruvost et Paul Bladt ont réclaté « une meilleure prévention des risques, qui tiendrait compte des conditions de travail ». A Liévin, le service des mines n'était pas descendu dans le quartier sinistré depuis mai 1974. Les deux leaders syndicaux ont relevé « de nombreux manquements aux règles de sécurité ». Entre autres : les rails de sas non bouchés ; l'état du matériel et de son câble, source d'éclaboussures ; le système rudimentaire du « gâster ». Tous ces points figurent en détail dans un mémoire que la C.F.D.T.

et, sans doute, aussi, les autres syndicats de mineurs remettront au conseiller Paul, qui envisage de procéder à une confrontation avec les trois experts internationaux et de demander la mise en état de la justice judiciaire éventuelle.

Tout cela prendra du temps. Le syndicat régional des mineurs C.F.D.T. déplore d'ailleurs qu'il ait fallu plus d'un an aux experts « être en panne de moyens et d'autorisation » — pour rédiger leur rapport. Il s'efforce aussi que les éléments de ce document soient étayés par des données officielles. Le mot de la fin a été dit par un vieux mineur de fond : les Houillères ont équipé le chantier de Liévin d'un système de câbles télégraphiques pour l'examen du « toit » de galeries, ce qui permet d'empêcher les effondrements dans les galeries étroites. Auparavant, personne, semble-t-il, n'y avait songé.

La contre-expertise établie par les trois spécialistes internationaux — MM. Heinz Sager, directeur de la station de recherches minières de Dortmund, Pierre Laurent, membre du Commissariat à l'énergie atomique, et Alphonse Hausman, ingénieur civil belge — ne lève pas les incertitudes sur les causes de l'explosion du 27 décembre 1974.

Selon le rapport, le gisement n'est pas la cause principale de l'accident mais une détonation a pu être provoquée, notamment par l'échauffement d'un câble de monorail. Comment expliquer qu'une aussi grande superficie de galeries — on a retrouvé des corps sur 3 kilomètres — ait pu être ravagée par l'explosion ? Le rapport se borne à constater une baisse du taux de « neutralisation » du sol (par asséchement à la poudrière stérile) et des galeries (par humidification des galeries) au cours des cinq jours d'arrêt de l'exploitation pendant les fêtes de Noël. Autrement dit, avait-on suffisamment veillé à cette « neutralisation » du poussier au moment de la reprise du

A PARTIR DU 1^{er} JANVIER

Le plafond des salaires pour la Sécurité sociale sera relevé de 14,2 %

Après consultation des caisses nationales de Sécurité sociale, le gouvernement a décidé de majorer, à partir du 1^{er} janvier 1977, le plafond des salaires soumis à cotisation de 14,2 %, soit 43 320 francs par an au lieu de 37 920 francs en 1976 et 3 610 francs par mois au lieu de 3 160 francs actuellement.

Trois options avaient été envisagées : l'application stricte du décret du 30 décembre 1968 qui aurait entraîné une majoration de 10 % ; une augmentation très limitée (10 %) en raison des difficultés économiques des entreprises qui avait été approuvée par le patronat (neuf voix) et une

M. HERSANT ANNONCE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE ET POLITIQUE DE « PARIS-NORMANDIE »

De notre correspondant

Rouen. — M. Robert Hersant a annoncé, jeudi 23 décembre, devant le comité d'entreprise, que *Paris-Normandie* devenait une édition régionale largement inspirée du *Figaro*, que le titre sera certainement modifié, et que les deux journaux constitueront une seule et même société avec une filiale. « Je suis dans l'obligation d'être ainsi », a-t-il ajouté. M. Robert Hersant a une question portant sur la ligne politique du journal, il a répondu : « Il se peut que des lecteurs de Rouen soient heurtés. Mais il faut se souvenir que le journal de Rouen était très marqué politiquement ».

Précisons que depuis mardi 21 décembre les signatures de MM. d'Ormesson, Aron, Marchetti et Max Gloux ont fait leur apparition à la « une » de *Paris-Normandie*.

LES BONNES HUMEURS DE MME FRANÇOISE GIROUD

« La culture n'est pas le secteur qui souffre le plus de la crise du pétrole. Cependant, le monde demande comment on chassera le Centre Bonheur dans deux ans », a déclaré Mme Françoise Giroud, secrétaire d'État à la culture au micro d'Europe 1. Ce vendredi 24 décembre, à 8 h. 30, Mme Giroud trouvait bien mal venues les questions d'Ivan Leval, port pessimiste à son goût, surtout du titre de film de *Elisab*, a-t-elle dit, « un très bon humour malgré ma fatigue. Noël est un jour de fête pour tous les Français ». Alors ? La télévision : Mme Françoise Giroud n'est « pas directement responsable » et n'entend pas intervenir dans le conflit qui oppose les artistes-interprètes de la radio et de la télévision aux responsables des sociétés de production et de programmes. Au théâtre, « il y a de bonnes et de mauvaises saisons », le cinéma français souffre seulement de promotion trop de films de *Elisab*, a-t-elle ajouté, manque de moyens pour satisfaire, après les avoir soutenus, les besoins culturels grandissants des Français. « Les collectivités locales ne se donnent pas un effort louable », a souligné Mme Françoise Giroud.

• L'union des engagés volontaires et anciens combattants 1939-1945 a publié jeudi 23 décembre une déclaration dans laquelle elle proteste contre l'arrestation lundi 20 et mardi 21 décembre à Moscou, des participants à un symposium sur « la culture russe en U.R.S.S. (le Monde du 23 décembre) ». Elle s'associe à toutes les initiatives tendant à faire bénéficier les peuples de tous les droits, selon la Constitution soviétique et conformément aux accords internationaux d'Helsinki.

• M. Jacques Chirac séjournera pour les fêtes de fin d'année dans la station de sports d'hiver de Mézules, en Savoie, en compagnie de son épouse et de ses deux filles. Il regagnera Paris dans les premiers jours de 1977.

• La C.F.D.T. dans un communiqué publié le 23 décembre, relatif à la proposition Gantier d'instituer un service minimum à l'A.F.P., s'associe à la protestation syndicale et attend du gouvernement qu'il dise son désaccord avec la proposition de loi de M. Gantier. « Si en était autrement, cela ne pourrait être interprété que comme un acte de guerre contre l'ensemble des droits syndicaux ».

• Le Syndicat F.O. des journalistes de P.R. 3 vient de protester auprès du garde des sceaux contre « l'attitude inqualifiable faite à la déontologie professionnelle » des journalistes de la station Nice-Côte d'Azur, lors du

En Argentine

LE GÉNÉRAL VIDELA ENTEND ENGAGER EN 1977 LE DIALOGUE AVEC DES DIRIGEANTS CIVILS

Buenos-Aires (A.F.P.-A.P.). — L'équilibre des pouvoirs ne sera pas, du moins pour l'instant, modifié, en Argentine, que ce soit dans la jungle ou dans l'équipe qui gère l'économie et qui est dirigée par M. Martínez de Hoz. A indiqué le président Videla au cours d'une conférence de presse tenue le 22 décembre à Buenos-Aires. Le chef de l'État démentait ainsi les rumeurs de modifications prochaines dans la direction politique du pays. Considéré comme un modéré, le général Videla subit les pressions de l'extrême-droite, qui voudrait que les militaires restent indéfiniment au pouvoir, tandis que lui-même souhaite un retour prochain à la démocratie.

La junte, qui a succédé le 24 mars à la présidence Isabel Peron, comprend, outre le général Videla, l'amiral Emilio Massera, chef des forces navales, le général Orlando Agosti, commandant l'armée de l'air.

Le chef de l'État a, d'autre part, laissé entendre qu'il comptait engager, en 1977, le dialogue avec les dirigeants civils sans fixer, néanmoins, aucune date pour un éventuel retour à un gouvernement civil. L'année prochaine, a-t-il déclaré, pourrait inaugurer « une participation graduelle de tous ceux qui voudraient enrichir nos idées en vue de trouver de nouvelles formes de gouvernement. L'objectif est d'établir le retour au mouvement pérenne selon lequel des gouvernements militaires forts succèdent à des gouvernements civils faibles ».

A propos des mouvements de guérilla, le président argentin a assuré qu'ils étaient démantelés. « Sur le plan militaire, a-t-il dit, nous sommes très près de la victoire finale. Mais nous devons mettre fin à l'insurrection ».

Le général Videla a également annoncé que les salaires seraient uniformément augmentés de 20 % à partir du 1^{er} janvier prochain. Les salaires, estime-t-on dans les milieux officiels, ont perdu plus de 60 % de leur pouvoir d'achat.

Enfin, pendant qu'avait lieu la conférence de presse du général Videla, l'agence officielle argentine Telam a diffusé les noms de mille trois cent soixante-et-neuf personnes détenues depuis le 24 mars 1976, date à laquelle les militaires ont pris le pouvoir en Argentine.

L'ACCORD POUR LA RETRANSMISSION DES JEUX DE MOSCOU PORTE SUR 100 MILLIONS DE DOLLARS

Le comité d'organisation des Jeux olympiques de Moscou a signé, mercredi 22 décembre, avec la société Soviétique-Télévision Association (SATRA) un accord portant sur un protocole de coopération pour la retransmission télévisuelle aux États-Unis des Jeux de 1980.

Selon les trois plus importantes chaînes de télévision américaines — CBS, ABC, NBC — qui étaient en négociations avec le comité d'organisation des Jeux de Moscou, il n'est pas sûr que le Comité international olympique approuve la cession des droits de retransmission télévisuelle aux États-Unis pour un montant de 100 millions de dollars. En 1976, l'ABC avait obtenu l'exclusivité de la retransmission des Jeux de Montréal pour le quart de cette somme. — (A.F.P.)

NOUVELLES BRÈVES

• M. Jacques Chirac séjournera pour les fêtes de fin d'année dans la station de sports d'hiver de Mézules, en Savoie, en compagnie de son épouse et de ses deux filles. Il regagnera Paris dans les premiers jours de 1977.

• La C.F.D.T. dans un communiqué publié le 23 décembre, relatif à la proposition Gantier d'instituer un service minimum à l'A.F.P., s'associe à la protestation syndicale et attend du gouvernement qu'il dise son désaccord avec la proposition de loi de M. Gantier. « Si en était autrement, cela ne pourrait être interprété que comme un acte de guerre contre l'ensemble des droits syndicaux ».

• Le Syndicat F.O. des journalistes de P.R. 3 vient de protester auprès du garde des sceaux contre « l'attitude inqualifiable faite à la déontologie professionnelle » des journalistes de la station Nice-Côte d'Azur, lors du

J.M. WESTON
SOLDE
ses fins de séries
de chaussures pour hommes
lundi 3, mardi 4, mercredi 5,
jeudi 6 et vendredi 7 janvier,
en ses magasins :
114, Avenue des Champs-Élysées
et 98, Boulevard de Courcelles.
Les soldes de chaussures pour femmes
auront lieu exclusivement
les lundi 10, mardi 11, mercredi 12,
jeudi 13 et vendredi 14 janvier
98 Boulevard de Courcelles.

مكتبة العالم